

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE
DES JUGES DE PAIX
EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 mars 1934, à 14 heures

PAR

Paul SORTAIS

Président : M. RENÉ MOREL, professeur

*Assesseurs : { M. CASSIN, professeur
 { M. SOLUS, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE MARCHAL & BILLARD

LIBRAIRIE DE LA COUR DE CASSATION ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
A LA MÊME COUR ET AU CONSEIL D'ÉTAT

25-27, Place Dauphine (1^{er})

1934

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE
DES JUGES DE PAIX
EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 mars 1934, à 14 heures

PAR

Paul SORTAIS

Président : M. RENÉ MOREL, professeur

Assesseurs : { M. CASSIN, professeur
{ M. SOLUS, professeur

PARIS

LIBRAIRIE MARCHAL & BILLARD

LIBRAIRIE DE LA COUR DE CASSATION ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
A LA MÊME COUR ET AU CONSEIL D'ÉTAT

25-27, Place Dauphine (1^{er})

1934

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MON PÈRE

AVANT-PROPOS

L'utilité des justices de paix n'a plus besoin d'être exposée : au cours du XIX^e siècle et depuis, les attributions contentieuses du juge de paix sont devenues toujours plus nombreuses, tant s'était révélée la commodité de cette juridiction. Néanmoins l'examen de la situation actuelle de la compétence du juge de paix montre que les efforts fragmentaires qui ont été réalisés demeurent tortueux et incomplets ; on est frappé d'apercevoir en particulier que, lorsqu'une affaire n'est pas absolument simple, le juge de paix est sans cesse menacé d'incompétence, même pour la solution des plus petits litiges ; combien faut-il réunir de conditions pour que le juge de paix soit ou demeure compétent, si quelque incident surgit au cours de l'instance ! Aussi paraît-il indispensable, pour aboutir à la solution rapide et peu coûteuse des petits procès, de supprimer ces exceptions d'incompétence trop nombreuses et incommodes. D'autre part, il serait utile qu'on laissât le juge de paix statuer sur des questions principales qui ne lui sont pas soumises dans l'état actuel de la législation.

Les précautions prises autrefois pour exclure de la compétence des juges de paix tout ce qui n'est pas

simple et facile à résoudre étaient prudentes ; aujourd'hui, elles n'ont plus de raison d'être. Car le juge de paix ne saurait être un amateur, comme il l'était fréquemment autrefois. Actuellement, qu'il se présente des questions de droit ou des questions de fait, le juge de paix a l'aptitude suffisante pour les régler ; depuis quelques années, les conditions de recrutement assurent aux justiciables toutes les garanties nécessaires sur ce point et aucune raison ne s'oppose actuellement à ce travail d'unification de la compétence des juges de paix. La principale fonction de la justice de paix doit être dorénavant de résoudre rapidement et à peu de frais les litiges qui se présentent, même si quelque difficulté surgit ; et, au chaos actuel, à la compétence morcelée à excès, succéderaient ainsi un ordre et une simplicité qui permettraient d'y voir clair dans le problème de la compétence ; trop souvent, de nos jours, ce problème constitue une instance préalable ou des incidents en cours d'instance, qui font perdre aux plaideurs les avantages que devrait leur procurer la justice de paix.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- ACCARIAS. — *Précis de droit romain*.
- BEAUMANOIR. — *Les coutumes de Beauvoisis*, édition Beugnot, 1842.
- CÉZAR-BRU. — Supplément à l'ouvrage de Garsonnet, 1931.
- CHÉRON (Albert). — L'organisation judiciaire en Alsace-Lorraine. *Revue trimestrielle*, 1924.
- CHÉRON et MUHLEISEN. — *Traité de procédure locale*, 1930.
- DALLOZ. — *Répertoire pratique* (et ses suppléments).
- FAGUET (Emile). — *Le culte de l'incompétence et l'horreur des responsabilités*, 1910.
- FUZIER-HERMANN. — *Répertoire général alphabétique du Droit français* (et son supplément).
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Traité théorique et pratique de procédure civile...*, 3^e édition, 1912.
- GLASSON, TISSIER et MOREL. — *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile*, 1925-1932.
- GRANDIN. — *Bibliographie générale des sciences juridiques*.
- HIVER DE BEAUVOIR (A.). — *Histoire critique des institutions judiciaires de la France de 1879 à 1848*, 1851.
- JOUSSE. — *Traité de l'administration de la Justice*, 1771.
- LOISEAU (Charles). — *Sur l'abus des justices de Village*, 1603, 1666.
- *Suite du discours sur l'abus des justices de village*, 1666.
- MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires*.

MICHAUD et POUJOULAT. — *Mémoires pour servir à l'histoire de France*, 1836.

MOREL (René). — *Le régime foncier d'Alsace et de Lorraine*, 1922.

— *Traité élémentaire de procédure civile*, 1932.

PAEPE (DE). — *Etude sur la compétence*, 1892.

PARDESSUS. — *Loi salique*.

PLANIOL et RIPERT. — *Traité élémentaire de droit civil*, 12^e édition, 1932.

SELIGMANN (Edmond). — *La justice en France pendant la Révolution*, 1901.

SIREY. — *Répertoire général alphabétique du droit français*.

VOLTAIRE. — *Œuvres complètes*, 1852-1864.

Ouvrages spéciaux

ALLAIN (J.). — *Manuel encyclopédique théorique et pratique des juges de paix...*, 1904-1906.

AUGÉ (F.). — *Etude critique sur les justices de paix*, thèse, 1900.

AUGIER. — *Encyclopédie des juges de paix*, 1833, 1838.

AUGIER et LEIGNADIER. — *Formulaire complet des trinunaux de paix...*, 1847.

BARBEDETTE et CHERMELAIS. — *Traité des attributions du juge de paix*, 1810.

BARD-GUYOT. — *Code des justices de paix*, 1846.

— *Compétence des juges de paix*, 1837.

BARRUÉ. — *Supplément à Ségéral*, 1930.

BAUDOUIN. — *Code spécial de la justice de paix*, 1841.

BAZENET (E.). — *Nouvelle compétence des juges de paix et réorganisation des justices de paix*, 1905.

BEC (René). — *De l'extension apportée à la compétence des juges de paix en matière civile par la loi du 12 juillet 1905*, Thèse 1907.

BELLONET. — *Réforme des justices de paix*, 1889.

BÉNARD. — *Attribution aux juges de paix de la compétence en matière commerciale*, 1881.

- BÉNECH. — *Traité des justices de paix*, 1838.
- BERNARD (C.). — *De la compétence civile des juges de paix en matière mobilière*, thèse, 1904.
- BIOCHE. — *Dictionnaire des juges de paix...*, 1866-1867.
- BIRET. — *Recueil général et raisonné de la jurisprudence et des attributions des justices de paix en France*, 1839.
- BIRET et LEVASSEUR. — *Nouveau manuel des Justices de Paix*, 1838.
- *Procédure complète et méthodique des justices de paix*, 1830.
- *Code des justices de paix annoté*, 1825.
- BONCENNE. — *Procédure civile*, t. VII, voir Bourbeau.
- BONNEFOY (Gaston). — *De l'extension de la compétence des tribunaux de paix en matière commerciale*, 1903.
- BONNEFOY et MILHAUD. — *La nouvelle compétence civile et pénale des juges de paix*, 1928.
- BONTEMPS (A.). — *Traité de la compétence en matière civile*, 1884-1885.
- BOST (A.). — *Encyclopédie des juges de paix*, 1863.
- BOUCHEZ (A.). — *Commentaire de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix*, 1905.
- *Loi du 30 décembre 1906 relative à la compétence des juges de paix en matière forestière*, 1907.
- BOURBEAU (O.). — *De la justice de paix*, t. VII de l'ouvrage de Boncenne, 1863.
- BRETON (Eugène). — *Projet de loi sur l'extension de la compétence des juges de paix*, 1881.
- BROSSARD. — *Traité de la juridiction civile, judiciaire du juge de paix*, 1843.
- CABANES (Flavien). — *Manuel des tribunaux de paix et de simple police*, 1930.
- CARCENAC DE BOURRAND. — *Observations présentées à la Chambre des Avoués d'Albi sur le projet de loi sur les justices de paix*, 1881.
- CAROU et BIOCHE. — *De la juridiction civile des juges de paix*, 1843.

- CARRÉ (G.) et FOUCHER. — *Traité du droit français dans ses rapports avec la juridiction des justices de paix*, 1839.
- CARRÉ (N.). — *Compétence des juges de paix en matière civile et pénale*, 1888-1889.
- CARRÉ (N.) et PERRIN (L.). — *Code annoté des juges de paix*, 1907.
- CÈRE. — *Manuel du juge de paix...*, 1854.
- CHARTIER. — *Manuel répertoire pratique des greffiers de paix*, 1930.
- CHEVALIER. — *Guide formulaire des juges de paix*, 1921.
- CONCHON (Bravy). — *De la compétence des juridictions civiles ordinaires en Droit français*, thèse, 1864.
- CORDONNIER (E.) et BONNEFOY (G.). — *Les justices de paix*, 1909.
- CORNILLIAT (J.). — *Traité de la compétence civile judiciaire des juges de paix*, 1906.
- *Répertoire formulaire des juges de paix*, 1911.
- COUTURIER. — *Formulaire général et complet de la procédure civile et criminelle des juges de paix*, 1904-1906.
- CRUPPI (Jean) et BRICOUT. — *La loi du 12 juillet 1905 sur la compétence et l'organisation des justices de paix*, 1906.
- GUISINIER-DELISLE. — *Considérations sur les justices de paix*, 1842.
- CURASSON (J.), POUX-LAGIER et PIALAT. — *Traité de la compétence des juges de paix*, 4^e éd., 1877-1879.
- DAGUIN. — *Les juges de paix et leurs œuvres* ; 1907.
- DALLOZ. — *Compétence civile des juges de paix*, 1906.
- DAUBENTON. — *Manuel pratique des juges de paix*, 1812.
- DEFFAUX (Marc). — *Commentaire de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix*, 1839.
- DERAINE (E.). — *L'extension de la compétence civile des juges de paix devant le Parlement (extrait de la France judiciaire)*, 1887.
- DHUET. — *Traité formulaire de la nouvelle compétence civile et pénale des juges de paix*, 1928.
- DIEUZAIDE (V.). — *De la compétence des juges de paix*, 1864.

- DOUBLE (Alexandre). — *De la compétence des juges de paix*, 1905.
- DUCOUYTES . — *La justice de paix, tribunal de droit commun*, 1896.
- DUPONT. — *Dictionnaire théorique et pratique des justices de paix*, 1870.
- EISENZIMMER (Gaston). — *Les transformations de la justice de paix depuis son institution en France*, thèse, 1925.
- FABRE (A.). — *Code annoté de la nouvelle compétence civile et correctionnelle des juges de paix*, 1927.
- FABRY (Henry). — *La réforme des justices de paix*, thèse, 1908.
- FAURE (A.). — *De l'extension de la compétence des juges de paix*, 1882.
- FONBENÉ. — *Etude historique et critique du tribunal cantonal*, thèse, 1931.
- FONTAINE (H.). — *Des réformes de l'organisation judiciaire, extension de la compétence des juges de paix*, 1887.
- FOUCHER (V.). — *Commentaire des lois du 25 mai et 11 avril 1838 relatives aux justices de paix...*, 1839.
- FOULAN et LEVASSEUR. — *Manuel des justices de paix*, 1838.
- GABRIEL (J.). — *Manuel des justices de paix*, 1906.
- GARNIER (H.). — *Extension de la compétence civile des juges de paix*, 1905.
- GASCON (Henri). — *Innovations apportées par la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence et l'organisation des justices de paix*, thèse, 1906.
- GAUTIER (M.). — *De la compétence des juges de paix en matière mobilière d'après la loi du 12 juillet 1905*, thèse, 1912.
- GISLAIN (F.). — *Code des justices de paix*, 1906.
- GLASSON (E.). — *La loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix...*, 1906.
- GODART (E.). — *Manuel pratique des juges de paix...*, 1903-1906.
- *Commentaire de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix*, 1906.
- GOY (A.). — *De l'extension de la compétence des juges de paix en matière civile et pénale*, thèse, 1906.

- GUÉNARD (G.). — *Compétence des juges de paix, organisation des justices de paix*, 1910.
- GUÉPET (Marcel). — *Extension de la compétence des juges de paix*, 1906.
- GUILBON (N.). — *Traité de la compétence civile des juges de paix en matière contentieuse*, 1864.
- HENRION DE PANSEY. — *Compétence des juges de paix*, 1805, 1813, 1843.
- HUDELOT. — *Compétence des juges de paix*, 1906.
- JACOB (J.). — *Manuel des greffiers des justices de paix*.
- JAMBOIS (C.). — *De la réforme judiciaire dans les justices de paix*, 1879.
- JARDIN (Georges). — *Nous n'en voulons pas...*, 1911.
- JAY (J.). — *Annales et répertoire général de la science des juges de paix*, 1850.
- *Formulaire et manuel de la procédure des justices de paix*, 1854.
- *Répertoire de la science du juge de paix*, 1847-1850.
- *Traité de la compétence générale des juges de paix*, 1864.
- JAY (J.), BEAUME (A.) et MILLION (C.). — *Dictionnaire général et raisonné des justices de paix...*, 1869.
- JOLY (E.). — *Guide manuel des juges de paix...*, 1921.
- JOUANNEAU (A.). — *Traité formulaire des décisions des tribunaux de paix*, 1908-1909.
- JUSTICES DE PAIX. — *Compétence et organisation*, 1905.
- (Un dernier mot sur les), 1882.
- LABARRIÈRE. — *Répertoire de la science des juges de paix*.
- LAMY (Louis de). — *La magistrature cantonale*, 1878.
- *Les causeries du juge de paix*, 1882.
- LANCIEN. — *La loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix*, 1905.
- LAPORTE. — *Compétence des juges de paix*, 1905.
- LARGIER. — *Le juge de paix et les lois sociales*, thèse, 1922.
- LECONTE (H.). — *Traité de la compétence judiciaire et de la procédure des justices de paix en matière civile*, 1875.

- LEDROIT. — *Les justices de paix, extension de leur compétence*, 1902.
- LEDUC (R.). — *Nouveau traité formulaire de la justice de paix*, 1911.
- LELIGOIS (A.). — *Répertoire de la science des juges de paix*, 1874.
- LÉPINE (J.). — *Code des justices de paix annoté*.
- LEVASSEUR et TOUSSAINT. — *Manuel des juges de paix*, 1846.
- Loi du 12 juillet 1905, 1905.
- LONGCHAMPT (E.). — *Dictionnaire des justices de paix...*, 1863.
- MAIRE. — *De la justice de paix*, 1859.
- MARTIN (G.). — *Les justices de paix en France*, 1880.
- MASSON. — *Commentaire raisonné de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix*, 1838.
- MASSON (A.). — *Code alphabétique des justices de paix*, 1890.
- MEUNIER (H.). — *Le juge de paix*, 1925.
- MICHEL (A.). — *Vade mecum des juges de paix*, 1888.
- MILHAUD (Léon). — *Répertoire général alphabétique des justices de paix*, 1932.
- MILLION (C.) et BEAUME (A.). — *Dictionnaire général de la compétence des justices de paix...*, 1905-1908-1912.
- *Répertoire de la science des juges de paix*, 1893.
- MILLION (L.) et MILLION (C.). — *Aide-mémoire à l'usage des juges de paix*.
- MONTÉL (G.). — *La justice au Canton*, 1909.
- MONTRICHARD (A. de). — *Etude critique sur l'organisation des justices de paix*, thèse, 1898.
- OBSERVATIONS d'un vieux juge de paix, 1881.
- PABON (L.). — *Traité théorique et pratique des justices de paix*, 1923-1924.
- PAYENNEVILLE (A.). — *Essai sur la réforme des justices de paix en France*, 1882.
- PERRIN (L.). — *Commentaire des attributions nouvelles des juges de paix, avec formules*, 1906.
- PICOT (L.). — *Les justices de paix à l'étranger*.

- PLUM. — *Compétence des juges de paix en matière de saisie-arrêt*, thèse, 1910.
- PÉIRSON (G.). — *Projet de loi sur les justices de paix*, 1882.
- POUGNARD (P.). — *Guide des juges de paix*, 1865.
- Réforme des justices de paix devant la Chambre des Députés (La)*, 1900.
- RENAULT (V.). — *De la compétence des juges de paix en matière mobilière*, thèse, 1907.
- ROMBAUX. — *Lois postales, compétence des juges de paix*, 1907.
- ROUÉ (P.). — *Code de la justice de paix*, 1897.
- ROUSSEAU (A.). — *Examen critique du projet de loi sur la compétence des juges de paix*, 1880.
- ROUSSEAU (D.). — *Code pratique du juge de paix*, 1899.
- ROUX DE RAZE-SAUVIGNY. — *Attribution des juges de paix de la France continentale*, 1880.
- SAINT-MARTIN. — *Quelques mots sur la compétence*, 1870.
- SAINT-POL. — *Compétence des juges de paix en matière d'accidents du travail*.
- SALIN (H.). — *De l'importance sociale des juges de paix en France*, 1864.
- SÉGÉRAL (A.) et BARRUÉ (C.). — *Code pratique de la justice de paix ou traité théorique et pratique*, 1921.
- SIMON (Maurice). — *Procédure de saisie-arrêt*, 1908.
- SIMON (Paul). — *Agenda aide-mémoire des juges de paix*, 1933.
- SPONI (A.). — *Formulaire portatif...*, 1875.
- TARRIBLE. — *Manuel des juges de paix ou traité des servitudes foncières et des tutelles*, 1806.
- TOULEMON (A.). — *Extension de la compétence des juges de paix*, thèse, 1907.
- TRANCHAND (C.). — *De la compétence des juges de paix d'après les lois postérieures à 1838*, thèse, 1897.
- VAUDORÉ. — *Le droit civil des juges de paix...*, 1843-1846.
- VIRALLY (Paul). — *Compétence des juges de paix*, thèse, 1907.

Périodiques

Annales des justices de paix.

Annuaire des juges de paix, 1933.

Annuaire statistique, 1931.

Archives parlementaires de 1787 à 1860, 1868.

BEAUME et MILLION. — *Table alphabétique de la collection des Annales des justices de paix.*

Bulletin des décisions des juges de paix.

Bulletin de l'union amicale des juges de paix.

Compte général de la justice civile et commerciale, 1925 à 1930.

DALLOZ. — *Jurisprudence générale.*

DUVERGIER. — *Collection complète des lois et décrets.*

Gazette des tribunaux.

Gazette du Palais.

Greffier (Le).

JAY (J.). — *Bulletin des lois des justices de paix*, 1852.

Journal des greffiers (Le).

Journal des juges de paix (Le).

Journal officiel.

Juris-classeur de la justice de paix.

Lois nouvelles (Les).

Moniteur des juges de paix (Le).

Moniteur universel (Le).

Réimpression de l'ancien Moniteur.

Revue des loyers.

Revue trimestrielle de droit civil.

SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*

DE L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE
DES JUGES DE PAIX
EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

Les justices de paix ont été créées par la loi des 16-24 août 1790 (1).

Quelques années plus tard, Henrion de Pansey (2) interprétait dans son ouvrage la pensée des Constituants : « Les vues de ceux qui nous ont donné les justices de paix sont dignes des plus grands éloges : ils ont voulu rétablir parmi nous cette magistrature des premiers âges, que la confiance décernait à la vertu qui commandait par l'exemple et comprimait par la seule autorité de la raison ».

Cette institution qui devait nous ramener aux meilleurs moments de l'âge d'or, trouve sa source dans les idées du XVIII^e siècle, et il semble téméraire de lui chercher des précédents plus anciens.

(1) DUVERGIER, *Lois et décrets*, t. I, p. 364 et suiv.

(2) *De la compétence des juges de paix*, 1^{re} édition, an XIII (1805), p. 2.

On a pourtant voulu découvrir des origines plus lointaines, mais on aboutit plutôt alors à rapprocher des institutions analogues bien plus qu'à indiquer la source véritable de l'institution des justices de paix.

On a proposé successivement de prétendus précédents venus, les uns de Rome, les autres de l'ancienne France et des pays étrangers.

Dans les provinces romaines, le *defensor civitatis* avait des attributions très variées qui sont remplies maintenant, tant par le juge de paix que par le maire, le percepteur, le commissaire de police et les archivistes ; le *defensor* jugeait en matière civile jusqu'à 50 francs ; sous Justinien, jusqu'à 300 sous d'or (1).

On peut encore citer les *pedanei iudices*, dont les attributions purement judiciaires se rapprochent davantage de celles de la justice cantonale ; leur compétence, d'importance minime, avait été portée à 300 sous d'or sous Justinien (2).

On ne saurait faire état non plus de ce fonctionnaire appelé dans la loi salique *tunginus* ou *centenarius*, dont le rôle sans doute était de juger les petits procès, mais dont l'existence semble bien n'avoir même pas été soupçonnée par les membres de l'Assemblée constituante (3).

Pour d'autres le Juge de Paix aurait ses véritables

(1) Code Théodosien, liv. II, de *Defensore Civitatis*, t. I, p. 29 ; ACCARIAS, *Précis de droit romain*, t. II, p. 668.

(2) ACCARIAS, *op. cit.*, t. II, p. 669 ; TOULEMON, *Extension de la compétence civile des juges de paix*, p. 14 et 15.

(3) PARDESSUS, *Loi salique*, p. 579.

origines en France, dans notre moyen âge chrétien (1). Cette affirmation n'est pas non plus contrôlée et on ne trouve dans aucun cahier des Etats généraux un texte qui se rapporte aux désirs du clergé du moyen âge, qui avait en effet réclamé, par charité chrétienne, une conciliation, un arbitrage ou une solution rapide des procès.

Cette idée a d'ailleurs été réalisée bien souvent ; et saint Louis, au ^{xiii}^e siècle, en donna l'exemple. « Maintes foiz avint que en esté il aloit seoir au bois de Vinciennes après sa messe, et se accostoioit à un chesne, et nous fesoit seoir autour li ; et touz ceulz qui avoient à faire venoient parler à li, sans destourbier de huissier ne d'autre » (2).

Presqu'à la même époque, Beaumanoir formule la même idée en ces termes : « Ce n'est pas bon, ne selonc Dieu, que lons ples et grans coz soit mis en petites quereles » (3).

Parmi les tribunaux de l'ancien régime qui s'apparentent aux justices de paix, on rencontre l'auditeur du Châtelet de Paris, et l'exemple des bailliages d'Orléans et de Tours (4).

Depuis 1302 il y avait au Châtelet de Paris un juge appelé *auditeur* ; il jugeait seul, les demandes pure-

(1) Gaston EISENZIMMER, *Les transformations de la justice de paix depuis son institution en France*, p. 36.

(2) JOINVILLE, chap. XXXII, dans MICHAUD et POUJOLAT, *Mémoires pour servir à l'histoire de France*, 1836, 1^{re} série, t. I, p. 184.

(3) BEAUMANOIR, chap. VII, n° 17.

(4) HENRION DE PANSEY, *op. cit.*, p. 23.

ment personnelles dont le montant n'excédait pas 50 livres ; ses jugements étaient toujours susceptibles d'appel au Châtelet de Paris.

Deux édits de mars 1749 et avril 1769 autorisent les bailliages d'Orléans et de Tours à juger les demandes purement personnelles qui ne dépassent pas 40 livres.

Un édit de septembre 1769, enregistré au Parlement de Paris le 4 septembre 1770, étend cette disposition aux bailliages et sénéchaussées de tout le Royaume. « Ordonnons que les causes pures, personnelles, non procédantes de contrats passés sous le « Scel royal, et qui n'excéderont pas la somme de « 40 livres, soient portées devant les officiers de bailliages et sénéchaussées lesquels, au nombre de trois, « et dans une audience particulière, jugeront sommairement et en dernier ressort les dites causes. Voulons « que les jugements qui seront par eux rendus contiennent la liquidation des dépens sans qu'il puisse « en être fait une taxe séparée et qu'ils ne soient sujets « qu'au petit scel. N'entendons néanmoins rien innover à l'égard de la juridiction du juge auditeur de « notre Châtelet de Paris, lequel continuera de juger « les affaires de sa compétence, sauf l'appel en notre « dit Châtelet. Et pareillement, sans qu'en cas où il « y aurait renvoi requis dans une autre juridiction, « les dits juges puissent prononcer sur le déclinatoire qu'à la charge de l'appel en notre Cour du « Parlement de Paris ». (1)

(1) Cité par HENRION DE PANSEY, *op. cit.*, p. 25.

On peut remarquer que plus tard ces deux modes seront employés ; en 1790, la formation en collège est en faveur et s'épanouit sous le Directoire : le juge de paix est assisté de deux assesseurs ; plus tard, le juge unique, nous le verrons, devait prévaloir pour bien d'autres raisons.

Pour en finir avec les institutions analogues aux justices de paix, dans l'ancienne France, il est nécessaire de parler des justices seigneuriales, et il importe de dissiper cette idée fausse que les justices de paix auraient été les héritières des attributions et aussi des qualités et des défauts des justices de village. En quoi donc, les justices de paix diffèrent-elles des justices seigneuriales ? Quelle est la valeur des objections faites à ces justices seigneuriales et trop souvent transposées à l'usage des justices de paix ?

Loiseau qui écrit au début du xvii^e siècle son *Discours sur l'abus des justices de village* a été maintes fois cité lors des discussions que nous aurons l'occasion d'aborder en ce qui concerne l'extension de la compétence des juges de paix. Cependant si Loiseau a noté des abus qui existent probablement plus par la malice des hommes que par le vice des institutions, il importe aussi de vérifier la véritable portée du *discours* et d'apprécier ce que Loiseau a voulu dire en réalité.

Loiseau est un légiste ; son œuvre a pour but d'assurer la soumission au Roi dans tous les domaines. Aussi se plaint-il de l'usurpation de la justice « par

les gentils hommes de Frâce » ; ce que Loiseau déplore surtout, c'est l'usurpation de la fonction de juger, plus que la manière même de juger. En effet, les justices seigneuriales venaient, en grand nombre, du partage féodal de la puissance publique. Loiseau veut simplement faire prévaloir ce principe que le Roi est la source de toute justice : « Comme aussi en bonne « école la Justice n'appartient qu'au Roi en propriété, « qui la tient de Dieu, *a quo omnis potestas, et per* « *quem reges regnant*, et n'est point communicable « aux sujets et principalement aux personnes pri- « vées. » (1)

Ceci nous montre l'esprit dans lequel le discours de Loiseau a été conçu ; ce que l'auteur critique, c'est d'abord la patrimonialité des charges, qui aboutit à faire, du droit de juger, la chose de celui qui en occupe la fonction ; la plupart des justices seigneuriales, de fait, se maintinrent jusqu'à la fin de l'ancien régime dans un but fiscal dont jouissait le seigneur justicier. C'est ensuite le caractère seigneurial et privé de ces justices, sans lien de coordination avec le Roi, source de toute justice. Loiseau dit, en effet, un peu plus loin : « Toutefois ce ne serait que demi-mal si ces justices ainsi démembrées ressortissaient toujours de la justice royale (2). »

Les justices seigneuriales étaient bien, dans leur organisation et leur fonctionnement, en proie aux

(1) LOISEAU, *Discours de l'abus des justices de villages*, édit. 1666, p. 4.

(2) LOISEAU, *op. cit.*, p. 8.

plus criants abus. Par suite de la dévolution successorale, les degrés d'appel devenaient innombrables ; par exemple, la justice du puîné ressortit en appel de celle de l'aîné. Et voilà qui occasionne, pour une grande part, les judicieuses remarques de Loiseau qui se plaint que les procès sont longs, coûteux et mal jugés par des gens « qui sont dans la main du seigneur ».

Or, aucun de ces griefs n'atteint la justice de paix telle qu'elle est organisée de nos jours. On peut dire que dès 1790, en théorie, au moins, et quelques années plus tard, sous l'Empire, en pratique, le service de la justice est assuré sous le contrôle de l'Etat tout entier. Depuis qu'on supprima l'élection des juges, laquelle dura fort peu de temps sous la Révolution, les juges ne sont point nommés par l'autorité locale, mais par le chef de l'Etat sous tous les régimes qui se sont succédés ; en même temps, le recrutement des juges de paix devient de plus en plus satisfaisant.

La patrimonialité des charges de judicature a disparu ; la justice n'est plus la chose de celui qui juge. Le contrôle par l'appel, quand il existe, en tout cas le recours en cassation qui, depuis la loi du 22 décembre 1915, atteint sans aucune exception les sentences du juge de paix, nous mettent à l'abri des craintes de partialité formulées par Loiseau.

Les abus créés par les justices seigneuriales venaient encore de la difficulté où l'on se trouvait de délimiter le territoire, le ressort du tribunal et la com-

pétence, et aussi du morcellement véritablement excessif de ces ressorts : tel seigneur avait droit de justice seulement sur un moulin ou sur une maison. Depuis 1790, les justices de paix ont une compétence territoriale délimitée sans contestation possible par le canton ; si la compétence d'attribution est fixée d'une façon souvent tortueuse et maladroite, sans doute, — nous montrerons à quel point l'extension de cette compétence doit d'abord viser à l'unification — elle est néanmoins susceptible d'offrir des solutions beaucoup plus rapides et sûres qu'au temps des justices seigneuriales. A ce point de vue, il est bien probable que Loiseau, quelques siècles plus tard, n'eût pas critiqué nos justices de paix.

Il est aisé de découvrir implicitement les réformes qu'il préconise pour l'amélioration des justices seigneuriales ; or, la matière de ces griefs, nous l'avons vu, a justement disparu avec l'organisation actuelle des justices de paix. De plus, aucun des défauts considérés par Loiseau comme les plus graves ne se sont retrouvés dans l'institution de 1790 : « pourtant si j'ai écrit que la plupart des justices de village étaient abusives, il ne s'ensuit pas que toutes les justices seigneuriales le soient ; mais comme j'ai dit qu'il sera bon de retrancher celles qui sont abusives, aussi j'entends, il faut conserver celles qui sont légitimement introduites ».

Et le légiste apparaît enfin en pleine lumière : « Celles qui ne sont fondées que sur l'usurpation « n'ayant été concédées ni confirmées par le Roy, sont

« sans doute abusives : mais, de douter que celles
« qui ont été établies par le Roy soient légitimes ce
« serait douter de sa puissance » (1).

Ce dont Loiseau se plaint, c'est donc bien plus des abus commis dans l'établissement des justices seigneuriales, que dans leur fonctionnement. Du reste, Loiseau n'a pas cantonné ses critiques de détail aux justices seigneuriales et il s'élève aussi contre les abus des juges et officiers royaux (2) qui tendaient à empiéter sur les attributions des justices seigneuriales.

On peut donc conclure que les justices seigneuriales ne furent point des précédents de nos justices de paix et que, dans la mesure où on aurait pu, avec beaucoup de prudence, comparer les deux institutions, on était bien mal venu à rappeler les écrits de Loiseau qui n'avait visé qu'à ce but : assurer dans le service de la justice l'autorité du Roi, nous dirions aujourd'hui l'unité de l'Etat.

Quant aux juges de paix d'Angleterre, ils se rapprochent bien plus de nos préfets que de nos magistrats cantonaux.

En 1275 Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, qui avait tout lieu de craindre un abus de puissance des hauts barons, délégua dans l'étendue de son royaume des officiers chargés d'assurer la police, prérogative essentielle et principale du pouvoir de cette époque. En

(1) LOISEAU, suite du *Discours sur l'abus des justices de villages*. Paris, 1666, in-folio, p. 41.

(2) *Ibid.*, p. 27 et 41.

1590, sous le règne d'Elisabeth, une formule des brevets de nomination des juges de paix délimite leurs fonctions ; Henrion de Pansey (1) fait remarquer « que cette formule n'attribue aux juges de paix « la connaissance d'aucune affaire civile. » Il ajoute : « Il y a pour celles dont l'objet n'excède pas 2 livres « sterling, des tribunaux particuliers qu'on appelle « *Cour de conscience* ». Les attributions du *judge of peace* n'ont rien de commun avec celles du juge de paix français ; on a pu dire avec raison : « le décret « des 16-24 août 1790 n'a pris aux juges de paix « d'Angleterre que leur nom » (2).

Parmi ces nombreuses institutions, une seule peut être retenue : celle qui existait en Hollande ; une lettre de Voltaire en 1742 (3) explique que les procès, en Hollande, sont d'abord l'objet d'une tentative de conciliation : « Quand deux hommes veulent plaider « l'un contre l'autre, ils sont obligés d'aller d'abord « au tribunal des *conciliateurs*, appelés *feseurs de Paix* ». Ces conciliateurs les exhortent à s'arranger, temporisent même, puis « si leur folie est incurable, on leur permet de plaider, comme on abandonne au fer des chirurgiens des membres gangrenés, alors la justice fait sa main ». Voltaire ajoute qu'un duc de Rohan-Chabot a, vers 1740, institué un tribunal de conciliation dans ses terres de Bretagne, et souhaite

(1) HENRION DE PANSEY, *op. cit.*, p. 10 en note ; il cite lui-même Richard BURNE qui a recueilli la formule.

(2) GARSONNET, 3^e édit., t. I, p. 86, note 3 *in fine*.

(3) VOLTAIRE, *Œuvres complètes*, édit. 1852, t. 5, p. 497.

vivement que cet usage soit adopté dans toute la France.

On a voulu anéantir la portée de ce précédent parce qu'il n'était point cité par Henrion de Pansey, président de la Cour de cassation sous le 1^{er} Empire, homme dont la culture et l'étendue des connaissances n'auraient pu laisser échapper une source de cette importance si elle avait été présente à tous les esprits, quand il écrivit son ouvrage sur la compétence des juges de paix (1).

Je ne crois pas que cette déduction judiciaire soit concluante cependant. Outre qu'un certain nombre de cahiers de doléances des Etats généraux, semble bien viser implicitement l'exemple de la Hollande, un texte en tous cas met la vérité hors de doute, c'est le cahier de la paroisse de Moulignon (vallée d'Enghien) (2).

« Nous demandons avec les plus vives instances
« que la justice soit administrée promptement et
« gratuitement par des juges instruits et non sus-
« pects : que la vénalité des charges soit abolie ; que
« cette foule d'huissiers, procureurs, avocats, soit
« diminuée et leur salaire fixé ; qu'en leur place on
« établisse des juges de paix, *comme en Hollande*,
« pour empêcher de plaider, et terminer les diffé-
« rends à l'amiable. Une semblable institution est le
« plus beau présent que les Etats généraux puissent
« faire au peuple. »

(1) Cf EISENZIMMER, *op. cit.*, p. 18.

(2) Cf. MAVIDAL et LAURENT, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. IV, p. 742, art. 11.

Cet emprunt fait à la Hollande est donc contrôlé. Faut-il y attacher une grande importance ?

Les cahiers de doléances qui réclament des juges de paix sont au nombre de 56 (1), et tous les rédacteurs de ces cahiers n'ont pas dû savoir qu'il y avait des juges de paix en Hollande. Mais l'idée en elle-même d'un juge apaisant tous les conflits à la satisfaction des deux plaideurs était assez séduisante pour entrer dans le plan de réformes d'un pays qui avait souffert d'une justice toujours mal administrée, souvent mal rendue, à tous les degrés. Retenons donc le précédent de la Hollande, en ajoutant toutefois que, même sans cet exemple, la justice de paix aurait été probablement instituée en France.

Les cahiers de doléances des Etats Généraux, en grand nombre, réclament un bureau de paix, de conciliation ; or, ce bureau devait tenter de concilier les litiges de toute importance, et les vœux du plus grand nombre des cahiers présentent la conciliation comme la mission unique de ce « feseur de paix ». Les formules employées varient fort peu ; celle du Tiers Etat de Lyon (2) les résume assez bien : « On « demande qu'il soit établi partout où faire se pourra, « un ou plusieurs juges de paix élus par la paroisse « pour concilier les différends des habitants, en « sorte qu'on ne puisse se pourvoir en justice

(1) Cf. MAVIDAL et LAURENT, *op. cit.*, 1^{re} série, t. 1, 2, 3, 4, 5, 6 et la table, t. 7, p. 405.

(2) MAVIDAL et LAURENT, *op. cit.*, t. 3, p. 610, art. 4.

« avant que les juges de paix aient porté leur décision ».

D'autres cahiers, ne posant que le principe, s'en remettent à la sagesse de l'assemblée Constituante en ce qui concerne les attributions et le taux de la compétence ; ainsi, le Tiers Etat du Perche (1) : « que
« dans chaque paroisse il soit établi des juges de paix
« dont le nombre et la compétence seront réglés par
« l'Assemblée Nationale, et qui connaîtront sans frais
« les délits des bestiaux et légères contestations ».

D'autres cahiers, enfin, se contentent d'une formule plus laconique encore, telle la paroisse de Thiais (2) qui demande « des juges de paix » ; ce qui prouve bien que l'institution répondait à une idée assez précise dans les esprits de l'époque pour qu'on se dispensât de donner d'autres explications.

Nous avons vu jusqu'ici les vœux qui réclament la conciliation, qui aurait suffi, selon l'avis d'un grand nombre, à arrêter tous les procès. Il est, je crois, inexact d'assurer qu'aucun cahier de la Constituante ou presque ne demande des juges contentieux (3) ; il faut reconnaître cependant que la plupart d'entre eux mettent tout leur espoir dans la conciliation, quelquefois aussi dans l'arbitrage : mais toutefois, plusieurs cahiers (Agen, Angoumois, Orbec-Bernay, Gien, Tiers Etat du Mans, Clergé du Mans, Gévaudan, Nantes, Aubervilliers, Bagneux, Saclay, Vauhal-

(1) MAVIDAL et LAURENT, *op. cit.*, t. 4, p. 328, art. 58.

(2) MAVIDAL et LAURENT, *op. cit.*, t. IV, p. 127, art. 16.

(3) EISENZIMMER, *op. cit.*, p. 42.

land, Noblesse du Perche, Tiers Etat du Perche, Riom, Elbeuf, Toul, Vendôme) ne se contentent point de prévoir la seule conciliation. Des esprits positifs ont alors pensé que les juges de paix pourraient juger rapidement, sans longues discussions, les choses de petite importance. « A peu de choses, peu de plaids » avait dit déjà Loisel.

Aussi la paroisse de Saclay, près Paris, demande-t-elle l'établissement dans chaque paroisse de trois « juges de paix domiciliés, électifs tous les ans par la « municipalité, lesquels concilieront les petits différends, et même les jugeront jusqu'à concurrence de « cinquante livres » (1).

Le cahier du Tiers-Etat d'Elbeuf ne parle même point de conciliation ; il réclame nettement pour le juge de paix des attributions de juge : « que dans « toutes les villes et bourgs, il soit établi des juges de « paix électifs, pour juger en dernier ressort, toutes « autres contestations non excédant la somme de « cent livres » (2).

Le rapport concernant la création des justices de paix fut confié à Jacques-Guillaume Thouret, qui était député du Tiers Etat de la ville et du balliage de Rouen. Le cahier qu'il aida à rédiger ne réclamait pas un juge de paix conciliateur, mais demandait qu'on confiât les contestations à un arbitre dont l'avis aurait été nécessaire pour ester en justice. Le procédé était tout objectif, il ne s'agissait pas tant de concilier que

(1) MAVIDAL et LAURENT, *op. cit.*, t. V, p. 65, art. 23.

(2) MAVIDAL et LAURENT, *op. cit.*, t. V, p. 624, art. 31.

d'éloigner du prétoire des plaideurs dont la cause était perdue d'avance.

Le rapporteur rappela les motifs qui ont conduit à demander la création des juges de paix. « L'institution « des juges de paix est connue chez plusieurs Na- « tions (1). Elles ont varié sur le mode de l'établis- « sement. Le désir le plus général pour le fond de la « chose en elle-même est de procurer aux habitants « une justice prompte et facile et, pour ainsi dire, « domestique qui n'exige pas l'appareil d'une procé- « dure ruineuse et qui ne demande pas d'autre loi que « les indications du bon sens. »

Les résultats escomptés provoquaient un véritable enthousiasme, tant pour l'institution que pour celui qui serait chargé d'en assumer les fonctions ; ce qui faisait dire au député Prugnon, dans un discours où lui-même ne cachait pas son emphase : « Le seul nom « de juge de paix a le droit d'intéresser ; ce mot fait « bien au cœur ; il fait adorer la justice, et si je voyais « un de ces hommes destinés à faire le bonheur de ses « concitoyens, je serais tenté de lui dire : je vous salue, « homme de paix (2) ».

Plus tard, le tribun Faure, sous le Consulat, à la séance du 12 frimaire an IX (3), présentant un projet relatif à l'organisation de la justice de paix, s'expri-

(1) Le tiers état du Poitou, après avoir réclamé des juges de paix, faisait cette remarque : « cet établissement honore la Prusse et manque à l'humanité des Français ».

(2) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. 16, p. 788.

(3) *Le Moniteur*, t. 21, p. 286.

mait exactement en ces termes : « Il n'est personne qui
« ne reconnaisse que la justice de paix est une des
« plus belles institutions de notre législation moderne.

« Représentons-nous un magistrat spécialement
« chargé de veiller aux intérêts de ses concitoyens. Il
« ne pense, il n'existe que pour eux. Les mineurs, les
« absents, les interdits sont l'objet particulier de ses
« sollicitudes. C'est un père au milieu de ses enfants.
« S'il se commet une injustice qui doive être réparée
« sans délai, s'il s'élève une contestation sur des objets
« d'une valeur modique ou d'une extrême urgence,
« c'est à lui qu'on s'adresse, c'est lui qui doit pro-
« noncer sans formes, sans frais ; à son tribunal, ce
« ne sont point des plaidoyers solennels, ce sont des
« explications franches et simples. Il dit un mot et les
« injustices se réparent, les divisions s'éteignent, les
« plaintes cessent. Ses soins constants assurent le
« bonheur de tous : il recueille à son tour la plus
« douce des récompenses : partout il est chéri, par-
« tout il est respecté. Voilà le juge de paix » (1).

(1) Je crois d'ailleurs que cette phrase célèbre, souvent citée, mais avec des variantes la plupart du temps, n'est inspirée au tribun que par le désir de marquer son rapport par un début pompeux ; l'esprit du rapport est assez différent et FAURE ne semble point dupe, à l'encontre des constituants, des résultats extraordinaires qu'on espérait de la Justice de paix dont le rôle visait presque à ressusciter la bonté de la nature humaine. On ne saurait passer sous silence qu'un peu plus loin, parlant du recrutement que THOURER préconisait facile et excellent, FAURE s'exprime ainsi : (*Moniteur*, t. 21, p. 287) « Vous voyez, tribuns, qu'on
« était loin de s'attendre alors à cette inégale distribution de
« lumières, à cette pénurie même dont on se plaint aujourd'hui,
« puisque jamais on ne sentit autant qu'à présent le besoin de
« mettre les fonctions de juge de paix à la portée de tout le monde. »

Homme de paix plus encore que juge, pensait-on sous la Révolution ; c'étaient bien des conciliateurs que l'Assemblée Constituante a voulu nous donner, respectant en cela l'esprit des cahiers généraux.

Pétion (1) désire des juges de paix à compétence gracieuse seulement ; Prugnon dit encore : « Rendre la justice n'est que la seconde dette de la société, empêcher les procès, c'est la première. Il faut que la société dise aux parties : pour arriver au temple de la justice, passez par celui de la concorde ; j'es-père qu'en passant vous transigerez. »

Néanmoins, quelques députés plus psychologues ou simplement plus avertis, pensèrent que la conciliation n'aurait point raison de tout et de tous. Le rapporteur Thouret communiqua cette impression à l'Assemblée : « Rien n'est plus digne de l'esprit de popularité de cette Assemblée que cette institution : mais si les juges de paix n'étaient que des médiateurs, ils deviendraient bientôt inutiles ; tous leurs efforts n'arrêteraient pas les plaideurs ; votre comité vous proposera donc de réunir en eux le double caractère de médiateurs et de juges (2) ».

Chabroud et Dufrasse-Duchey (3) partageaient cet avis qui, après bien des discussions, finit par prévaloir.

Pourquoi donc la juridiction contentieuse ne ralliait-elle pas plus de suffrages ?

(1) *Archives parlementaires, loc. cit.*, p. 738.

(2) *Archives parlementaires, loc. cit.*, p. 746.

(3) *Archives parlementaires, loc. cit.*, p. 739.

C'est qu'on a craint la renaissance des justices seigneuriales avec leur cortège d'abus. Cette idée, que nous avons combattue, était soutenue par Pétion et devait, longtemps encore, hanter les esprits pendant le ^{xix}^e siècle (1).

On craignait aussi d'augmenter le nombre des juges et les frais, et d'avoir des juges incapables. Ces derniers griefs, plus exacts que les autres, n'ont jamais cependant été extrêmement graves au cours du ^{xix}^e siècle et tendent à disparaître de nos jours. Nous verrons à propos du recrutement des juges de paix ce qu'il fallait en penser.

Enfin, c'est la principale raison, le juge de paix devait concilier les plaideurs et l'on craignait, en lui donnant des attributions contentieuses, qu'il n'ait tendance à juger plutôt qu'à concilier : il est piquant de remarquer que c'est tout le contraire qui s'est produit, et que ce qu'on appelle la petite conciliation a toujours eu de meilleurs résultats que la grande conciliation, où le juge de paix ne tranche pas, sauf exception, l'affaire au contentieux.

Une compétence contentieuse avait été adoptée sur la demande de Dèmeunier (2), qui, après une longue discussion, eut gain de cause.

Une discussion non moins longue et très vive s'engagea sur le point de savoir à quel taux on fixerait

(1) Cf. le discours du premier président BOIVIN-CHAMPEAUX, en 1882, cité par F. AUGÉ, *Etude critique sur les justices de paix*, p. 84.

(2) *Archives parlementaires*, *id.*, p. 739.

la compétence du juge de paix (1). Les uns, comme Chabroud, proposent une compétence modique, d'autres, Dufraisse-Duchey par exemple, veulent une compétence plus étendue et avec appel ; d'autres enfin, comme Garat l'aîné, demandent la compétence sans appel. Finalement on adopta la proposition de Thouret dans son rapport : « Le juge de paix, assisté de deux « assesseurs, connaîtra avec eux de toutes les causes « purement personnelles, sans appel jusqu'à la valeur « de cinquante livres, et à charge d'appel jusqu'à la « valeur de cent livres » ; ainsi naquirent les attributions contentieuses du juge de paix.

A cette compétence générale du juge de paix on avait adjoint d'autres matières qui formaient la compétence dite spéciale, ou extraordinaire, soit parce que l'affaire était simple, soit parce que le juge de paix se trouvait sur les lieux. Ici, l'appel est toujours possible. Parmi ces chefs de compétence, on ne s'aperçut pas immédiatement qu'on avait donné aux juges de paix des choses très faciles à trancher, comme les réparations locatives, et d'autres très difficiles, comme les actions possessoires.

Faure, en l'an IX (2), estime que c'est bien excusable : « L'Assemblée Constituante, à qui nous devons « cette sublime institution, ne pouvait nous donner « une organisation parfaite. Cette organisation nouvelle a besoin des leçons de l'expérience ».

Depuis près d'un siècle et demi, on peut se faire

(1) *Archives parlementaires*, *ibid.*, p. 747 et suiv.

(2) *Moniteur*, t. 21, séance du 12 frimaire, p. 286.

une idée bien nette de l'évolution du juge de paix en France. Sous la Révolution, deux sortes d'attributions ont été confiées aux juges de paix : la conciliation de tous les procès ; le jugement des litiges de peu d'importance.

La première de ces deux attributions était de beaucoup la plus importante aux yeux des Constituants ; nous avons vu, par contre, que la compétence contentieuse avait été l'objet de critiques et n'avait pas rallié l'unanimité des suffrages. Or, au cours des temps, l'importance de la conciliation a décliné de plus en plus : tracer son histoire serait faire le tableau de sa décadence, surtout en ce qui concerne la grande conciliation, c'est-à-dire la conciliation des affaires qui doivent être jugées ensuite par les tribunaux de première instance. L'échec vient-il de l'importance des affaires ? Il vient plutôt de deux autres causes : d'abord, de la facilité avec laquelle le président du tribunal civil accorde la dispense du préliminaire de conciliation, par le moyen d'une permission de citer à bref délai, le demandeur invoquant l'urgence ; le bien fondé de cette urgence n'est jamais contrôlé et la formule est maintenant de style ; cette permission est devenue une pure formalité ; elle est obtenue dès que le mot urgence figure au bas de la requête ; dans ces conditions, il est très normal que les plaideurs essayent de se soustraire à la tentative de conciliation puisqu'ils savent qu'ils peuvent l'éviter ; il n'est pas, en effet, très difficile de supposer que si un procès s'engage, c'est que les parties n'ont

pas réussi à se concilier à l'amiable ; ce n'est pas devant le juge de paix que, de leur plein gré, les plaideurs se présenteront, surtout au début de l'instance (nous aurons l'occasion de développer ce point plus tard). La grande conciliation dont on peut dire en de telles conditions qu'elle n'est plus obligatoire, mais facultative en réalité, est vouée à la ruine totale. Un plaideur décidé à intenter un procès en première instance, a tendance à abréger le plus possible une procédure qu'il trouve beaucoup trop longue.

Le procédé de la requête à bref délai n'est pas la seule cause de l'échec de la grande conciliation ; un conciliateur a beaucoup plus d'autorité quand il est, en même temps, le juge éventuel. C'est ce qui explique que, relativement, le nombre des conciliations obtenues dans les affaires soumises à la compétence des juges de paix, est beaucoup plus considérable que dans les affaires de grande conciliation. Thouret l'avait d'ailleurs prévu, dès 1790, et Chabroud, un ancien magistrat, s'exprimait ainsi : « Toutes les fois que la médiation pourra
« être sans efficacité, toutes les fois que vos juges ne
« feront qu'inviter les parties à la paix, vous ne rem-
« plirez pas le but que vous vous proposez. Voulez-
« vous avoir de véritables juges de paix ? Donnez-leur
« une véritable compétence ; c'est le seul moyen de
« prévenir les procès » (1). Ce raisonnement fait pour assurer l'efficacité de la petite conciliation ne fut pas employé, à tort, pour la grande conciliation.

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. 16, p. 739.

Dufraisse-Duchey était aussi de cet avis : « Si, « comme le prétendent quelques opinants, on établis- « sait un bureau de concorde qui n'eût aucun droit de « juger, ce serait un établissement nul » (1).

C'est devant le juge de première instance que la grande conciliation devrait se tenir, si on voulait la rendre efficace. On pourra trouver une application de ces idées dans la loi du 9 avril 1898 (art. 16) qui confie au Président du tribunal civil la conciliation dans l'instance à fin de rente, instance dont le tribunal civil connaîtra ensuite s'il y a lieu.

Puisque dans l'esprit des Constituants la conciliation devait assurer la fin de la plupart des procès, il s'en suivait naturellement que les attributions contentieuses du juge de paix seraient moins importantes que celles de conciliateur.

Or l'évolution s'est produite d'une manière exactement opposée à ces plans et à ces espoirs sans doute un peu idéologiques. « Au cours du XIX^e siècle, « écrit M. Eisenzimmer, (2) le caractère des justices « de paix va être soumis à une transformation totale. « Alors que, à leur origine, les magistrats cantonaux « étaient essentiellement des pacificateurs, des « hommes sages et de bons sens, chargés d'épuiser « tous les moyens de conciliation avant de laisser les « parties s'engager dans un procès et n'étaient juges, « ou plutôt arbitres statuant en équité, que par « occasion, une évolution continue, lente au début,

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 739.

(2) EISENZIMMER, *op. cit.*, p. 67.

« mais qui se précipite vers la fin, en fera des juges
« investis d'attributions contentieuses importantes
« qui absorberont l'essentiel de leur activité. Et ce
« changement en entraînera deux autres : pour suffire
« à sa tâche judiciaire accrue le juge de paix devra, à
« l'entrée de la carrière, justifier des connaissances
« juridiques indispensables ; et d'autre part, il finira
« par perdre le pouvoir de statuer en équité ».

Le premier épisode de cette évolution se manifesta dans une première tentative de refonte qui eut lieu en 1832 avec une proposition de loi sur l'organisation et la compétence des juges de paix, présentée par M. de la Pinsonnière (1). Cette proposition qui n'était pas au point, fut rejetée et suivie d'une autre, meilleure, en 1833, qui pourtant obtint le même sort (2). En 1835, la Chambre prit en considération un projet excellent qui élevait la compétence à 150 fr. en dernier ressort, à 300 fr. en premier ressort et qui établissait une série de règles souhaitables dont plusieurs sont encore désirables aujourd'hui (3). Malheureusement ce projet n'a pas abouti ; il fut retiré par une ordonnance de 1836, sous prétexte que certains articles auraient empêché le vote de la loi tout entière.

La question fut reprise en 1837 et aboutit à la loi du 25 mai 1838 (4) après de nombreux rapports et

(1) *Le Moniteur*, 15 février 1832, p. 447.

(2) *Id.*, 1833, p. 185 et suiv., 273 et suiv.

(3) *Id.*, 24 janvier 1835, p. 177 et suiv.

(4) DUVERGIER, *Lois et décrets*, 1838, p. 342 et suiv.

d'interminables discussions (1) au cours desquelles le projet, pourtant timide, rencontra des adversaires acharnés comme M. Gaillard Kerbertin qui s'était déjà épouvanté du projet de 1835 qui donnait aux juges de paix « une extension effrayante » (2), ou comme Merlin de l'Aveyron, qui retrouvait dans l'extension de 1838, les justices seigneuriales (3).

La loi du 25 mai 1838 avait réalisé une modification de la compétence ordinaire et de la compétence extraordinaire du juge de paix. En ce qui concerne la compétence extraordinaire, nous le verrons bientôt, les attributions du juge de paix ont certainement été étendues.

Quant à la compétence ordinaire, sans doute le chiffre a été modifié; dorénavant le juge de paix juge en dernier ressort jusqu'à 100 fr., en premier ressort jusqu'à 200 fr. ; pourtant la loi de 1838 a-t-elle, en réalité, *augmenté* la compétence des juges de paix ? Je ne le crois pas ; il semble plus exact de dire qu'elle a été *adaptée*. C'est, au contraire, les chiffres de 50 et 100 fr. qui ne correspondaient plus pour

(1) Rapport du garde des Sceaux PERSIL, 6 janv. 1837 (*Moniteur*, 7 janv., p. 39); rapport de RENOARD, Chambre, 29 mars 1837 (*Moniteur*, 30 mars, p. 725); Discussion, séance 13 avril 1837 (*Moniteur*, 14 avr. 1837, p. 887); Séance du 14 avr. 1837 (*Moniteur* du 15 avr., p. 898 et suiv.); Rapport de M. de GASPARIIN à la Chambre des pairs, séance du 19 juin 1837 (*Moniteur*, 20 juin, p. 1574); Discussion, séance du 24 juin 1837 (*Moniteur* du 25, p. 1662 et suiv.); Séance du 27 juin (*Moniteur* du 28 juin, p. 1701 et suiv.); Séance du 31 janv. 1838 (*Moniteur*, 1^{er} févr. 1838, p. 190, 217 et suiv.), etc...

(2) Séance du 13 avril 1837, *Moniteur* du 14 avril, p. 887.

(3) *Ibid.*, p. 889.

diverses raisons à l'étendue de compétence qu'on avait attribuée aux juges de paix en 1790.

M. de la Pinsonnière, dans sa proposition en 1833, estime (1) que depuis la Révolution jusqu'à cette date « les choses ont doublé et même triplé de valeur » ; en proposant une compétence de 150 et 300 fr., chiffres que la Cour de cassation conseillait aussi d'adopter, il ajoutait « vous aurez élevé le chiffre il est vrai, mais vous n'aurez changé, en réalité, que peu de chose à la nature des actions portées devant les justices de paix par la loi organique de 1790 ».

De même M. Persil (2) soutient que le prix du grain a augmenté considérablement et que, somme toute, le chiffre de la compétence est tout à fait le même qu'en 1790.

Et on ne saurait mieux dire que M. Curasson : « En doublant le taux de la compétence établie en 1790, « la Loi n'a fait que rétablir les parties dans la position où elles avaient été placées à cette époque » (3).

M. de Gasparin arrive à la même conclusion, mais à l'aide d'un autre raisonnement ; pour lui, les denrées n'ont pas augmenté ; « la vie est plus chère parce qu'elle est meilleure » ; le train de vie est plus considérable en 1838 qu'en 1790 ; « l'élévation des salaires en est la mesure et la preuve » (4).

(1) *Le Moniteur* (séance du samedi 2 février 1833), 3 févr. 1833, p. 274.

(2) Séance du 14 avril 1837, *Moniteur* du 15 avr. 1837, p. 900.

(3) CURASSON, *De la compétence des juges de paix*, 4^e édition, 1877, t. I, p. 252.

(4) Séance, 19 juin 1837, *le Moniteur*, 20 juin 1837, p. 1574.

En tous cas, c'est à tort ou inutilement, au moins, qu'on a invoqué la fin de l'article 9 du titre III de la loi des 16-24 août 1790. « Les législateurs pourront élever cette compétence ». Car, il n'y avait pas dans la partie de la loi de 1838, qui a trait à la compétence générale, de véritable accroissement de compétence, et les Constituants n'avaient certainement pas prévu une augmentation devenue nécessaire par suite d'une dépréciation de la monnaie. Invoquer l'article en cette occurrence, c'était en fausser le sens. L'augmentation prévue n'aurait été réalisée que si on avait adopté, par exemple, le taux choisi tout d'abord en 1835 de 150 fr. sans appel et 300 fr. avec appel, ou des chiffres plus élevés.

Il faut ensuite arriver à la loi du 12 juillet 1905 pour rencontrer une augmentation du chiffre de la compétence générale du juge de paix. Mais les projets pour y aboutir plus tôt n'ont pas manqué. Là, encore, comme en 1838, on ne peut guère parler d'une véritable extension de la compétence générale. De 100 fr. en dernier ressort, la compétence est portée à 300 fr., et à 600 fr. au lieu de 200 en premier ressort. Les conditions économiques avaient considérablement changé depuis 1838, et ce n'était vraiment pas une témérité que d'adopter ce nouveau taux. « Telle qu'elle est, cette loi n'a point des airs de révolution ; elle est petite, réservée, prudente », disait M. Cruppi, le rapporteur de cette loi (1).

(1) CRUPPI et BRICOUT, *Compétence et organisation des justices de paix*, p. VIII.

C'était donc, comme en 1838, une simple mise à jour, au moins dans sa partie générale.

Au cours du XIX^e siècle, les résultats satisfaisants obtenus par la compétence du juge de paix joints à des causes économiques : l'augmentation des richesses, la dépréciation croissante de la monnaie, le développement de la grande industrie, enfin la vétusté et la complication inutile du Code de procédure civile, étaient autant de raisons favorables à une extension de la compétence des juges de paix.

Aussi, dès 1866, le Conseil d'Etat de l'Empire fut chargé d'étudier un projet de loi en ce sens.

Après les événements de 1870 la question se posa de nouveau. De nombreux projets ou propositions (1) avaient été déposés, discutés, quelquefois même votés par l'une ou l'autre Chambre, jusqu'au 12 juillet 1905 où la proposition de M. Cruppi, qui avait repris lui-même la proposition Godin, eut enfin l'honneur de devenir une Loi. La compétence ordinaire des juges de paix était donc dorénavant de 300 fr. en dernier ressort et de 600 fr. à charge d'appel. « Si nous comparons », dit

(1) Propositions FLOQUET-PARENT, 1877 ; EYMARD-DUVERNAY, 1880 ; Projet CAZOT, 1881 ; Proposition GOBLET, 1881 ; Propositions GIRAUD, 1882 ; BISSEUIL, 1882, POISSET, 1882 ; MARTIN-FEUILLEE, 1882 ; Projet HUMBERT, 1882 ; Projet MARTIN-FEUILLEE, 1883 ; Proposition SAINTE-ROMME, 1883 ; Projet BRISSON, 1885 ; Proposition BROUSSE, 1886 ; Proposition SABATIER, 1886 ; Proposition COLFAVRE, 1886 ; Proposition LABUSSIÈRE, 1889 ; Proposition MILLION, 1893 ; Proposition DUPUY-DUTEMPS, 1893 ; Projet ANTONIN DUBOST, 1894 ; Proposition GODIN, 1896 ; Proposition MILLION, GUYOT-DESSAIGNE, 1898 ; Proposition GUILLEMET, 1898 ; Proposition CRUPPI, 1902.

M. Augé (1), « les divers projets de lois soumis aux
« Chambres depuis 1871, nous constatons que la
« réforme, préconisée par les premiers, était beaucoup
« plus complète que celle réclamée par les plus
« récents ; le Législateur semble avoir compris que
« l'insuccès de son œuvre était dû à des prétentions
« excessives ; pour triompher des difficultés considé-
« rables qu'il rencontrait, et aboutir le plus prompte-
« ment possible à cette réforme tant désirée, il a con-
« senti à un abandon partiel de ses revendications ». Voilà un langage bien singulier ; certaines propositions n'étaient point du tout excessives, telle la proposition Godin qui, votée au Sénat en 1896, adoptait le taux modeste de la future loi de 1905 et cependant n'attendit pas moins de neuf ans pour devenir une loi ; qu'étaient ces difficultés considérables rencontrées par le Législateur ? Cruppi nous l'apprend : « Depuis 1838, il n'y a
« pas un jurisconsulte, il n'y a pas un homme d'affaires,
« il n'y a pas un député, quel que soit son parti qui
« n'ait dit : mais, enfin, il faudrait augmenter un peu et
« d'une façon raisonnable en matière personnelle et
« mobilière la compétence des juges de paix, ne fût-ce
« que pour compenser la dépréciation du signe moné-
« taire depuis 1838 », et alors voici ce qui s'est passé :

« En 1891, après que 20 rapporteurs avaient
« infructueusement renouvelé l'effort que je fais en
« ce moment, à la tribune, après que 40 fois, sur les
« 5 heures du soir, les obstacles imprévus avaient
« surgi, un homme obtint un très grand résultat, et

(1) AUGÉ, *Etude critique sur les justices de paix*, p. 71.

« je l'en félicite : c'est l'honorable Garde des Sceaux
« actuel, M. Vallée, qui a fait voter l'article 1^{er} d'un
« projet sur la compétence des juges de paix, article
« qui était hardi, car, Messieurs, nous reculons en ce
« moment, nous sommes beaucoup plus modestes en
« 1903 qu'on ne l'était en 1891 ! Ecoutez, en effet,
« ce qui a été voté en 1891 : « les juges de paix con-
« naissent en matière civile de toutes actions pure-
« ment personnelles et immobilières, en dernier res-
« sort jusqu'à la valeur de 300 fr. et à charge d'appel
« jusqu'à la valeur... non pas, de 600 fr. » mais « de
« 1.500 fr. ». Et alors, un cri a été jeté, je ne dirai
« pas par la France entière, mais par la plupart des
« officiers ministériels ; ils ont dit : le juge de paix
« compétent jusqu'à 1.500 fr. ! mais c'est la ruine de
« nos charges, et un mouvement de résistance s'est
« organisé si vigoureux que, 4 ans après, l'honorable
« Garde des Sceaux... était battu au Sénat — non pas
« en sa personne, mais dans ses idées — puisqu'on
« revenait à ce projet si simple, si modéré, si mitigé,
« si timide et si insuffisant, à mon gré, qui consiste,
« en matière personnelle et mobilière, à limiter la
« compétence des juges de paix à 300 et à 600 fr. » (1).

En effet, le rapporteur Labussière, en 1891 (2), dut répondre aux griefs de MM. de Lamarzelle et Antoine Perrier qui reprenaient tout simplement le

(1) *Journal officiel* du 17 juin 1903 (séance du 16 juin), p. 2003, 3^e colonne.

(2) Chambre des députés, séance du 13 févr. 1891 ; *Journ. officiel* du 14 févr., p. 299, 3^e colonne.

mémoire fait par la conférence des Avoués des départements. De son côté, M. Royer, député de l'Aube, et ancien avoué, reprenait tous les arguments maintes fois rappelés depuis 1790, en 1838 et plus tard, contre les juges de paix, avec une âpreté assez mal déguisée (1).

De telle sorte qu'au Sénat, comme à la Chambre, sous le couvert d'arguments désintéressés tirés de la garantie du public et de la bonne administration de la justice, c'était en réalité une question uniquement corporative qui décidait de la réforme.

D'ailleurs, il faut le reconnaître, ces problèmes de compétence ne sont pas de nature à passionner l'opinion publique ; et, comme le disait encore Cruppi, parlant de cette longue et tenace résistance des officiers ministériels : « Les intérêts particuliers toujours bien armés dans la lutte contre l'intérêt public, savaient multiplier les objections excellentes ; et l'opinion, changeante et fuyante, presque toujours indifférente ou hostile aux réformes qui n'ont pas un caractère bruyant et décoratif, se faisait la complice des partisans du *statu quo* » (2).

Depuis 1905, le chiffre de la compétence des juges de paix a été élevé à deux reprises. La loi du 1^{er} janvier 1926 leur a attribué une compétence de 600 fr. en dernier ressort, de 1.500 fr. à charge d'appel ; le

(1) Ch. des députés, séance du 16 févr. 1891 ; *Journ. off.*, 17 févr. P. 318 à 325.

(2) CRUPPI et BRICOUT, *Compétence et organisation des justices de paix*, p. VII.

décret du 5 novembre 1926, ratifié par la loi du 22 août 1929, fait passer le dernier ressort à 1.000 fr. et le premier ressort à 3.000 fr. Ces chiffres qui peuvent paraître avoir été considérablement augmentés en une période de vingt ans, ne sont en réalité que la conséquence logique de la hausse des prix et de la stabilisation, par la loi du 25 juin 1928, de la monnaie dépréciée. Actuellement, il faut 1 franc pour acheter ce qu'on pouvait se procurer avant la guerre pour 0 fr. 20 ; le coefficient 5 a été appliqué ici, pour le premier ressort du juge de paix (600-3.000) ; cette proportion reste moindre pour la compétence en dernier ressort (300-1.000). Il n'est donc pas paradoxal de soutenir qu'en réalité on n'a pas augmenté la compétence générale des juges de paix depuis 1790.

Au contraire, une extension, parfois importante, a été réalisée au sujet de la compétence extraordinaire par les lois organiques de 1838 et de 1905 et par une foule de lois spéciales.

En effet, chaque fois que le besoin s'est fait sentir d'obtenir d'une loi nouvelle une sanction satisfaisante procurant les avantages d'une justice prompte, économique et aussi bien rendue que devant tout autre tribunal, c'est au juge de paix qu'on a attribué compétence.

C'est ainsi que dès 1790 on avait déféré au juge de paix, en dernier ressort, jusqu'à 50 livres, sans limitation à charge d'appel, les contestations concernant les dommages aux champs (loi 16-24 août 1790, titre III, art. 10, 1^o) les actions possessoires (art. 10, 2^o),

certaines actions entre propriétaires et locataires (art. 10, 3^o et 4^o), l'exécution de certains contrats de travail (art. 10, 5^o) et les injures, rixes ou voies de fait (art. 10, 6^o). Cette compétence spéciale fut étendue par la loi de 1838, notamment en ce qui touche à certaines contestations entre les hôteliers et les voituriers avec les voyageurs (art. 2), et à nombre de questions qui peuvent diviser locataires et propriétaires (art. 3, 4 et 5). Puis, à son tour, la loi du 12 juillet 1905 vint mettre un peu d'ordre dans ces matières disparates et ajouter quelques nouvelles attributions, dont la plus importante concerne les contestations sur les correspondances ou objets recommandés (art. 2, 4^o).

Enfin, un très grand nombre de lois spéciales attribuent compétence au juge de paix dans les domaines les plus divers ; nous aurons l'occasion de les nommer bientôt.

« D'une façon générale, dit M. Glasson (1), on a
« voulu renvoyer au juge de paix, dont la juridiction
« offre les grands avantages de la rapidité, de la proximité, de l'économie de frais, un grand nombre
« d'affaires, soit modiques quant à l'intérêt en jeu,
« soit simples à juger ».

Bien mieux, la compétence du juge de paix a donné de bons résultats parfois même là où d'autres tribunaux n'avaient pas bien réussi. L'application des lois du 29 avril 1845 et du 11 juillet 1847 sur les irriga-

(1) GLASSON, TISSIER et MOREL, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 3^e édition, t. 2, p. 63, n^o 343.

tions avait été confiée au tribunal civil, ce qui paraissait logique à l'époque, puisque chaque fois que le pétitoire était en jeu — c'était une tradition — le juge de paix était incompétent ; or, cette loi n'avait pas donné la satisfaction qu'on en attendait ; l'échec était imputable à une obéissance aveugle à des principes dont les applications montrent, nous le verrons, la fausseté. En effet, quelques années plus tard, Eugène Gareau, député au corps législatif, rapporteur de la loi du 10 juin 1854 sur le drainage, réclama dans cette matière voisine de l'irrigation, la compétence du juge de paix (1), car il paraissait manifeste que cette loi sanctionnée par le tribunal civil comme les autres actions pétitoires n'aurait pas donné des résultats plus brillants qu'en 1845 ou en 1847 ; le rapporteur s'exprime en ces termes : « l'article 5 (de « la loi) détermine la juridiction qui prononcera sur « les contestations qui pourraient s'élever au sujet de « la servitude de passage, et il confie cette juridiction « à un autre tribunal que celui qui avait été, par la « loi de 1845, établi pour des cas à peu près analogues. On avait espéré, il faut le reconnaître, que « la loi sur les irrigations produirait des effets plus « grands que ceux qu'elle a opérés en réalité et tous « les hommes compétents s'accordent pour reconnaître que la principale cause à laquelle il faut « attribuer ce manque de succès, vient du système « établi pour la juridiction. En agriculture, il faut

(1) Rapport du 9 mai 1854, *Moniteur* du 11 mai, p. 518.

« surtout que l'on puisse opérer promptement et
« économiquement. La justice des tribunaux de pre-
« mière instance et des cours d'appel est plus lente
« et plus coûteuse que celle des juges de paix, par
« lesquels la nouvelle loi fera juger les contestations
« en premier ressort : on n'ira devant les tribunaux
« de première instance qu'en appel ».

Par contre, on peut enfin noter quelques cas où la compétence du juge de paix a été abolie. Elle s'est éteinte d'abord à l'égard des baux communaux, des litiges entre les messageries royales et les usagers : car la loi du 9 Vendémiaire an VI a supprimé ces messageries ; et aussi à l'égard de certaines affaires concernant les prises maritimes et la télégraphie optique (1).

Mais deux catégories plus importantes d'affaires ont été véritablement ôtées à la compétence du juge de paix : la validité des oppositions à mariage ressortit depuis 1804 aux tribunaux de première instance, d'après l'article 117 du Code civil ; on ne peut qu'approuver cette solution qui sans doute visait à unifier la matière du mariage et résultait de ce que le juge de paix n'avait pas réussi à imposer dans ces matières familiales l'autorité paternelle qu'on lui prêtait en 1790.

L'article 20 de la loi du 25 mai 1838 donne compétence aux tribunaux de première instance pour les demandes en nullité ou en déchéance de brevet d'in-

(1) Cf. *Répertoire Carpentier* au mot *Juge de Paix*, t. 25, chapitre III, sect. 2, § 3-8°, p. 219, n° 1134 et suivants.

vention. Ces questions, surtout pour le juge de paix de cette époque, étaient trop délicates ; et encore maintenant, en première instance, on voit très souvent ces affaires frappées d'appel.

Néanmoins, on peut conclure que sur presque tous les points très variés qui formaient les attributions des juges de paix, le législateur avait été bien inspiré de lui donner compétence ; à part quelques exceptions négligeables, la juridiction cantonale a bien réussi. Il importe donc de savoir quelles sont ces attributions d'une manière aussi complète que possible avec un peu plus de détails.

DEUXIÈME PARTIE

La situation actuelle.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE CARACTÈRE D'EXCEPTION DE LA JUSTICE DE PAIX

Nous arrivons ainsi à l'examen de la situation actuelle ; il faudra sommairement indiquer ce qui compose la compétence du juge de paix.

Le juge de paix est un juge d'attribution, c'est-à-dire qu'il n'est juge que des affaires qui lui sont formellement attribuées par le texte d'une loi. On dit encore que le juge de paix n'est pas juge de droit commun, mais juge d'exception. Il est donc particulièrement important de connaître tous ces textes puisqu'en ces matières on n'a pas le droit de sous-entendre ou de raisonner par analogie ; aussi, nous proposons-nous de faire un tableau général des attributions du juge de paix. Nous n'avons pas l'intention

d'analyser chacune de ces dispositions, puisque ce travail a déjà été mené à bien par de nombreux auteurs (1). Nous désirons pourtant, sans copier servilement les textes à la suite les uns des autres, indiquer du moins, dans un seul aperçu, l'ensemble des attributions actuelles, en faisant d'emblée les modifications apportées par les lois successives, et en groupant autant que possible les chefs de compétence. Voici pourquoi : depuis déjà longtemps, par une coutume déplorable, due probablement à la hâte apportée à la rédaction des textes et surtout aux amendements dont on abuse au cours des séances parlementaires, au lieu d'abroger la loi antérieure qu'on modifie et de rédiger en entier une loi nouvelle, on se contente de signaler les mots ou les membres de phrases qui doivent être modifiés dans tel ou tel article, et on renvoie, pour le reste, au texte antérieur. Cette détestable pratique oblige chacun à compulsier toute une série de textes, à faire des comparaisons, des reconstitutions longues et sujettes à confusion ; alors que ce devrait être au rédacteur de la loi d'opérer ce travail lui-même, une seule fois pour tout le monde.

Par exemple, la loi du 22 août 1929 ratifie le décret du 5 novembre 1926 qui renvoie à la loi du 1^{er} janvier 1926, laquelle se reporte à son tour à la loi du 12 juillet 1905. Qu'on en juge plutôt : l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1926 est ainsi rédigé : « Les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 15 de la loi

(1) Cf. la bibliographie et spécialement BOURBEAU, PABON, CHARTIER, les thèses.

« du 12 juillet 1905 sont modifiés ainsi qu'il suit... ». Il vaudrait bien mieux les remplacer par d'autres articles dont la nouvelle rédaction réaliserait la modification.

Dans la même loi, un peu plus loin, on indique que l'article 2 de la loi du 12 juillet 1905 est modifié. On soumet des bribes du texte nouveau et du texte ancien ; les intéressés voudront bien les accommoder ensemble... Il importe d'éviter ces cascades de textes qui rendent illisibles les lois.

Qu'on essaye de donner une référence touchant un point de cet article 1^{er} de la loi de 1926 ; cet article a 21 paragraphes et renvoie à plusieurs articles, à lui seul. Pourquoi donc ne pas rédiger la loi de la manière suivante :

ART. 1^{er}. — Les articles tant et tant de la loi du 12 juillet 1905 sont abrogés.

ART. 2. — Les juges de paix connaissent... etc... (en donnant ici, d'un bout à l'autre, les dispositions nouvelles en accord avec la rédaction ancienne).

Bien entendu, il n'est pas non plus question de bouleverser toute une matière et d'opérer par exemple une abrogation de tout le Code de procédure civile ou de quelque loi importante parce qu'on doit apporter une modification quelconque ; mais il est bon cependant de remplacer au moins l'article entier qu'on doit modifier. Nous verrons plus tard que, sous ce rapport, la codification rendrait les plus grands services.

*Énoncé de la compétence contentieuse
des juges de paix.*

Pour pallier les inconvénients de la méthode du législateur, nous nous proposons de donner une liste qui, de prime abord, puisse révéler assez exactement et sans recherches supplémentaires, la matière et l'étendue de la compétence du juge de paix en matière contentieuse.

**Compétence attribuée par les
lois organiques.**

I. — COMPÉTENCE GÉNÉRALE.

« Les juges de paix connaissent en matière civile de
« toutes actions purement personnelles ou mobilières,
« en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1.000 fr., et à
« charge d'appel jusqu'à la valeur de 3.000 fr. » (art. 1^{er}
de la loi du 12 juillet 1905, modifiée par la loi du 1^{er} jan-
vier 1926, modifiée par le décret du 5 novembre 1926, rati-
fié par la loi du 22 août 1929).

II. — COMPÉTENCE SPÉCIALE.

« les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la
« valeur de 1.000 fr. et à charge d'appel jusqu'au taux
« de la compétence en dernier ressort des tribunaux de
« 1^{re} instance, sur les contestations entre les hôteliers,
« aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires
« en garni, leurs répondants, ou cautions, pour dépense

« d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans
« l'auberge ou dans l'hôtel, 2° entre les voyageurs et les
« entrepreneurs de transports par terre ou par eau, les
« voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et
« perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs ;
« 3° entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ou-
« vriers pour fournitures, salaires et réparations faites
« aux voitures et autres véhicules de voyage ; 4° sur les
« contestations à l'occasion des correspondances ou objets
« recommandés et des envois de valeur déclarée grevés
« ou non de remboursement.

« Dans le cas du paragraphe 4, la demande pourra être
« portée soit devant le juge de paix du domicile de l'expédi-
« teur, soit devant le juge de paix du domicile du destina-
« taire, au choix de la partie la plus diligente » (art. 2 de la
loi de 1905, modifié par la loi du 1^{er} janvier 1926, par le
décret du 5 novembre 1926 et par la loi du 22 août 1929).

« Les juges de paix connaissent, sans appel, jusqu'à la
« valeur de 1.000 fr. et à charge d'appel à quelque valeur
« que la demande puisse s'élever : des actions en paiement
« de loyers ou fermages ; des congés ; des demandes en
« résiliation de baux, fondées soit sur le défaut de paiement
« des loyers ou fermages, soit sur l'insuffisance des meubles
« garnissant la maison, ou de bestiaux et ustensiles néces-
« saires à l'exploitation, d'après les articles 752 et 1766
« du Code civil, soit enfin, sur la destruction de la totalité
« de la chose louée, prévue par l'article 1722 du Code civil ;
« des expulsions de lieux, des demandes en validité ou en
« nullité ou mainlevée de saisies-gageries pratiquées en
« vertu des articles 819 et 820 du Code de procédure civile,
« ou de saisies-revendications portant sur des meubles
« déplacés sans le consentement du propriétaire dans les
« cas prévus aux articles 2102 § 1^{er} du Code civil et 819 du
« Code de procédure civile à moins que, dans ce dernier

« cas, il n'y ait contestation de la part d'un tiers. Le tout
« lorsque les locations verbales ou écrites n'excéderont pas
« annuellement 1.500 fr.

« Si le prix principal du bail se compose en totalité ou
« en partie de denrées ou prestations en nature appré-
« ciables d'après les mercuriales, l'évaluation sera faite
« sur les mercuriales du jour de l'échéance, lorsqu'il s'agira
« du paiement des fermages ; dans tous les autres cas, elle
« aura lieu suivant les mercuriales du mois qui aura pré-
« cédé la demande.

« S'il comprend des prestations non appréciables d'après
« les mercuriales, ou s'il s'agit de baux à colons par-
« tielles, le juge de paix déterminera la compétence, en
« prenant pour base du revenu de la propriété le principal
« de la contribution foncière de l'année courante multiplié
« par 5 » (art. 3 de la loi de 1905 modifié par la loi du
1^{er} janvier 1926, modifié par le décret du 5 novembre 1926
et la loi du 22 août 1929).

« Les juges de paix connaissent, sans appel, jusqu'à la
« valeur de 1.000 fr. et à charge d'appel à quelque valeur
« que la demande puisse s'élever : des réparations locatives
« des maisons ou fermes ; des indemnités réclamées par le
« locataire ou fermier pour non jouissance provenant du
« fait du bailleur, lorsque le droit à une indemnité n'est pas
« contesté ; des dégradations et pertes dans les cas prévus
« par les articles 1732 et 1735 du Code civil.

« Néanmoins, le juge de paix ne connaît des pertes
« causées par incendie ou inondation que dans les limites
« posées par l'article 1^{er} de la présente loi » (art. 4 de la loi
du 12 juillet 1905, modifié par la loi du 1^{er} janvier 1926,
modifié par le décret du 5 novembre 1926 et par la loi du
22 août 1929).

« Les juges de paix connaissent également, sans appel,
« jusqu'à la valeur de 1.000 fr., et à charge d'appel à quel-

« que valeur que la demande puisse s'élever : des contesta-
« tions relatives aux engagements respectifs des gens de
« travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les
« emploient ; des maîtres, domestiques ou gens de services
« à gages ; des maîtres ou patrons et de leurs ouvriers ou
« apprentis ; sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et
« règlements relatifs soit à la juridiction commerciale, soit
« à celle des prudhommes, soit au contrat d'apprentissage,
« ni aux lois sur les accidents du travail ; 2° des contesta-
« tions relatives au paiement des nourrices » (art. 5 de la
loi du 12 juillet 1905, modifié par la loi du 1^{er} janvier 1926,
modifié par le décret du 5 novembre 1926 et par la loi du
22 août 1929).

« Les juges de paix connaissent encore, sans appel,
« jusqu'à la valeur de 1.000 fr. et à charge d'appel à quel-
« que valeur que la demande puisse s'élever : 1° des actions
« pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit
« par l'homme, soit par les animaux, dans les conditions
« prévues par les articles 1382 à 1385 du Code civil ;
« 2° des actions relatives à l'élagage des arbres ou haies et
« au curage des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation
« des propriétés, ou au mouvement des usines lorsque les
« droits de propriété ou de servitude ne sont pas contes-
« tés ; 3° des actions civiles pour diffamations ou pour
« injures publiques ou non publiques, qu'elles soient ver-
« bales, ou par écrit, autrement que par la voie de la
« presse ; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait,
« le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la
« voie criminelle ; 4° de toute demande relative aux vices
« rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884
« soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus,
« soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis
« par tout autre mode de transmission ; 5° des contesta-
« tions entre les compagnies de chemins de fer ou tous

« autres transporteurs et les expéditeurs ou les destina-
« taires relatives à l'indemnité afférente à la perte, à l'ava-
« rie, au détournement d'un colis postal, du service conti-
« nental intérieur, ainsi qu'aux retards apportés à la
« livraison. Ces indemnités ne pourront excéder les tarifs
« prévus aux conventions intervenues entre les compagnies
« ou autres transporteurs concessionnaires et l'Etat.

« Sont considérés, à ce point de vue, comme apparte-
« nant au service continental intérieur les colis postaux
« échangés entre la France continentale, la Corse, la Tuni-
« sie et l'Algérie. Dans le cas du paragraphe 5, la demande
« pourra être portée soit devant le juge de paix du domi-
« cile de l'expéditeur, soit devant le juge de paix du domi-
« cile du destinataire, au choix de la partie la plus dili-
« gente » (art. 6 de la loi du 12 juillet 1905, modifié par la
loi du 1^{er} janvier 1926, modifié par le décret du 5 novem-
bre 1926 et la loi du 22 août 1929).

« Les juges de paix connaissent, à charge d'appel,
« 1^o des demandes en pension alimentaire n'excédant pas
« en totalité 1.500 fr. par an, fondées sur les articles 205,
« 206, 207 du Code civil. S'il y a plusieurs défendeurs à la
« demande en pension alimentaire, ils pourront être cités
« devant le tribunal de paix du domicile de l'un d'eux au
« choix du demandeur ; 2^o des entreprises commises dans
« l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation des
« propriétés et au mouvement des usines et moulins, sans
« préjudice des attributions de l'autorité administrative
« dans les cas déterminés par les lois et règlements : dénon-
« ciations de nouvel œuvre, plaintes, actions, en réinté-
« grande et autres actions possessoires fondées sur des faits
« également commis dans l'année ; 3^o des actions en bor-
« nage et de celles relatives à la distance prescrite par la
« loi, les règlements particuliers et l'usage des lieux pour
« les plantations d'arbres ou de haies, lorsque la propriété

« ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés ;
« 4^o des actions relatives aux constructions et travaux
« énoncés dans l'article 674 du Code civil, lorsque la pro-
« priété ou la mitoyenneté ne sont pas contestées ; 5^o des
« demandes en paiement de droits de place perçus par les
« commune ou leurs concessionnaires, lorsqu'il n'y a con-
« testation sur l'interprétation de l'article ou des articles
« servant de base à la poursuite. L'affaire sera jugée devant
« le juge de paix du lieu où la perception est due ou récla-
« mée » (art. 7 de la loi du 12 juillet 1905 modifié par la
loi du 1^{er} janvier 1926).

« Lorsque plusieurs demandes formulées par la même
« partie contre le même défendeur seront réunies dans
« une même instance, le juge de paix ne prononcera qu'en
« premier ressort si la valeur totale s'élève au dessus de
« 1.000 fr., lors même que quelqu'une de ces demandes
« serait inférieure à cette somme.

« Il sera incompétent sur le tout, si ces demandes
« excèdent, par leur réunion, les limites de sa juridiction »
(art. 8 de la loi de 1905 modifié par la loi du 1^{er} janvier
1926, modifié par le décret du 5 novembre 1926 et par la
loi du 22 août 1929).

« La demande formée par plusieurs demandeurs ou con-
« tre plusieurs défendeurs collectivement et en vertu
« d'un titre commun, sera jugée en dernier ressort si la
« part afférente à chacun des demandeurs ou à chacun
« des défendeurs dans la demande n'est pas supérieure
« à 1.000 fr. ; elle sera jugée pour le tout en premier res-
« sort, si la part d'un seul des intéressés excède cette
« somme ; enfin le juge de paix sera incompétent sur le
« tout, si cette part excède les limites de sa juridiction.

« Le présent article n'est pas applicable au cas de
« solidarité, soit entre les demandeurs, soit entre les défen-
« deurs » (art. 9 de la loi du 12 juillet 1905 modifié par la loi

du 1^{er} janvier 1926, modifié par le décret du 5 novembre 1926 et par la loi du 22 août 1929).

« Les juges de paix connaissent de toutes les demandes
« reconventionnelles ou en compensation, qui, par leur
« nature ou leur valeur sont dans les limites de leur compé-
« tence, alors même, que ces demandes réunies à la demande
« principale excéderaient les limites de leur juridiction.

« Ils connaissent, en outre, comme de la demande
« principale elle-même, des demandes reconventionnelles
« en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la
« demande principale, à quelque somme qu'elles puissent
« monter » (art. 10 de la loi du 12 juillet 1905).

« Lorsque chacune des demandes principales, recon-
« ventionnelles ou en compensation sera dans les limites
« de la compétence du juge de paix en dernier ressort,
« il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel.

« Si une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée
« qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcera sur
« toutes qu'en premier ressort.

« Néanmoins, il statuera en dernier ressort si seule la
« demande reconventionnelle en dommages-intérêts, fondée
« exclusivement sur la demande principale dépasse sa
« compétence en premier ressort.

« Si la demande reconventionnelle ou en compensation
« excède les limites de sa compétence, il pourra soit retenir
« le jugement de la demande principale, soit renvoyer sur
« le tout les parties à se pourvoir devant le tribunal de
« 1^{re} instance, sans préliminaire de conciliation » (art. 11
de la loi du 12 juillet 1905).

« Les juges de paix connaissent des actions en validité
« et en nullité d'offres réelles, autres que celles concernant
« les administrations de l'enregistrement ou des contribu-
« tions indirectes, lorsque l'objet du litige n'excède pas les

« limites de leur compétence » (loi du 12 juillet 1905, art. 12).

« Les juges de paix connaissent des demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies sur débiteurs forains pratiquées pour des causes rentrant dans les limites de leur compétence.

« En cette matière, comme en matière de saisie-gagerie et de saisie-revendication, si les saisies ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la permission du juge dans les cas prévus par les articles 2102 du Code civil, 819 et 822 du Code de procédure civile, cette permission sera accordée par le juge de paix du lieu où la saisie devra être faite toutes les fois que les causes de la saisie rentreront dans sa compétence.

« S'il y a opposition pour des causes, qui, réunies excéderaient cette compétence, le jugement en sera déferé aux tribunaux de 1^{re} instance » (art. 13 de la loi du 12 juillet 1905).

« Les juges de paix connaissent des demandes en validité, en nullité et en mainlevée de saisies-arêts et oppositions — autres que celles concernant les administrations de l'enregistrement et des contributions indirectes — ainsi que des demandes en déclaration affirmative lorsque les causes de la saisie n'excèdent pas les limites de leur compétence, sans préjudice de l'application de la loi spéciale du 12 janvier 1895 » (du 4 août et du 24 août 1930) « sur la saisie-arêt des salaires et des petits traitements » (art. 14 de la loi du 12 juillet 1905).

« Les juges de paix seront seuls compétents pour procéder, à défaut d'entente amiable entre les créanciers opposants et le saisi, à la distribution par contribution des sommes saisies lorsque les sommes à distribuer n'excéderont pas 1500 fr. Cette distribution sera faite, après le dépôt de la somme à distribuer, à la Caisse des

« Dépôts et consignations dans les formes prévues par les
« articles 11 et 18 de la loi du 12 janvier 1895 et par le
« décret du 8 février suivant.

« Si les titres des créanciers produisant sont con-
« testés et si les causes de la contestation excèdent les
« limites de leur compétence, les juges de paix surseoiront
« au règlement de la procédure de distribution jusqu'à ce
« que les tribunaux compétents se soient prononcés et leur
« jugement soit rendu définitif » (art. 15 de la loi du 12 juil-
let 1905, modifié par la loi du 1^{er} janvier 1926, modifiée par
la loi du 14 août 1926).

« Les juges de paix peuvent autoriser une femme
« mariée à ester en jugement devant leur tribunal, lors-
« qu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari
« entendu ou dûment appelé par voie de simple avertis-
« sement

« Ils peuvent aussi, dans les cas prévus à l'article 5 de
« la présente loi, autoriser les mineurs à ester en justice
« devant eux.

« Dans tous les cas, il sera fait mention dans le juge-
« ment de l'autorisation donnée (art. 16 de la loi du
« 12 juillet 1905).

« Les juges de paix connaissent des actions en payement
« des frais faits ou exposés devant leur juridiction »
(art. 17 de la loi du 12 juillet 1905).

Compétence attribuée par les lois spéciales.

En outre de ces lois organiques qui constituent
actuellement la base de la compétence des juges de
paix, s'ajoute un nombre important de lois spé-
ciales (1).

(1) Seul l'ordre alphabétique peut rendre ici quelques services,
quand on se propose de rechercher si le juge de paix est compé-

Nous n'avons pas l'intention, nous l'avons dit, d'analyser ces lois spéciales d'une manière complète. Ce qui nous a paru nécessaire ici, c'est d'indiquer à propos de chacune de ces lois la mesure de leur compétence, ce qui aide à faire ressortir combien ces mesures diffèrent les unes des autres, sans qu'on puisse expliquer raisonnablement pourquoi, et combien, par conséquent, il serait nécessaire d'y mettre un peu d'ordre en unifiant le taux.

On a essayé de rassembler dans la mesure du possible les matières qui paraissent appartenir à un même groupe comme tout ce qui concerne, par exemple, les contestations sur les élections et sur les servitudes ; nous avons cru bien faire, enfin, en rappelant au milieu des lois spéciales les chefs de compétence qui sont placés dans les lois organiques, mais qui traitent en réalité de matières spéciales et que l'index alphabétique permet de découvrir plus facilement.

Enfin, certaines lois paraissent donner au juge de paix une compétence gracieuse, mais très souvent l'affaire devient contentieuse, et il a fallu pour cette raison les mentionner tout de même.

tent, en vertu d'un texte spécial ; quoique certaines lois, comme celles concernant les accidents du travail, puissent quelquefois être groupées, les matières sont ici trop disparates pour qu'on puisse les classer méthodiquement.

TABLEAU ALPHABÉTIQUE DE LA COMPÉTENCE SPÉCIALE DU
JUGE DE PAIX

(avec indication de l'étendue de cette compétence s'il y a lieu) :

Abandonnés : (vente d'objets)

Chez les aubergistes et les hôteliers, loi du 31 mars
1896 article 2 et s.

Compétence illimitée.

Chez les ouvriers et industriels, loi du 31 décembre
1903, article 2 et s. et loi du 7 mars 1905.

Compétence illimitée.

Accidents du travail :

Lois du 9 avril 1898 articles 13 et 29	} ouvriers
22 mars 1902	
31 mars 1905	

Lois du 18 juillet 1907.

30 juin 1899	} accidents agricoles
15 décembre 1922	

12 avril 1906 exploitations commerciales.

15 juillet 1914 accidents forestiers.

2 août 1923, accidents domestiques.

25 octobre 1919, maladies professionnelles.

Compétence illimitée.

Sur l'indemnité journalière, compétence illimitée sans
appel.

Sur les frais médicaux, compétence illimitée sauf appel
au-dessus de 300 fr.

Animaux non gardés ou abandonnés : Voir Dommages.

Apprentissage (contrat d') :

Apprentissage agricole, loi du 18 janvier 1929.

Apprentissage industriel et commercial :

Loi du 22 février 1851, art. 18.

Code du travail, livre I, art. 7 *a* et 7 *b*, art. 17 et 18.

Compétence illimitée sans appel.

Assistance,

Aux vieillards, infirmes et incurables, loi du 14 juillet 1905, art. 11.

Aux famille nombreuses, loi du 14 juillet 1913, art. 4 ;
loi du 22 juillet 1923, art. 4.

Aux femmes en couches, loi du 15 juillet 1893, art. 1^{er}
§ 2, et loi du 17 juin 1913.

Médicale gratuite, loi du 15 juillet 1893, art. 17.

Associations syndicales : Voir Servitudes.

Assurances sociales, loi du 5 avril 1928, loi du 30 avril 1930,
décret du 25 juillet 1930.

Contestations, loi de 1928, art. 63.

Compétence illimitée en premier ressort seulement.

Risque maladie, loi de 1928, art. 7, § 3.

Aubergistes, hôteliers, carrossiers, voituriers et voyageurs,

Loi du 12 juillet 1905, art. 2, modifié.

Compétence jusqu'à 1.000 fr. en dernier ressort ;
jusqu'au taux, en dernier ressort, des tribunaux
de 1^{re} instance, à charge d'appel.

Baux : (résiliation de)

Loi du 12 juillet 1905, art. 3.

Compétence, dernier ressort : 1.000 fr. ; premier res-
sort : illimitée.

Si la location annuelle n'excède pas 1.500 fr.

Baux à colonat partiaire :

Loi du 18 juillet 1889, art. 11.

Compétence en dernier ressort 1.000 fr. ; en premier
ressort : illimitée.

Baux ruraux (résiliation de) voir : loyers

Bien de famille :

Loi du 12 juillet 1909, art. 8 et 18.

Loi du 14 mars 1928.

Carrossiers, voir : Aubergistes.

Cautiounnement des employés (retrait de) :

Loi du 18 octobre 1917, Code du travail, livre I
art. 32 b.

Compétence jusqu'à 3.000 fr., à défaut de prud'hommes.

Cessions de salaires. Voir saisie-arrêt

Chemins d'exploitations ou sentiers :

Code rural, livre I, titre I (loi du 20 août 1881), art. 36.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Chemins ruraux :

Loi du 25 décembre 1929.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Chemins vicinaux :

Loi 21 mars 1836, art. 15.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Colis postaux :

Loi 12 juillet 1905, art. 6, 5^e, modifié.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Contribution (distribution par) :

Loi du 14 août 1926 modifiant la loi du 12 juillet
1905, art. 15.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

La somme à distribuer n'excédera pas 1.500 fr.

Contribution des époux aux charges du ménage, voir :
saisie de gains.

Correspondances : voir : recommandés.

Diffamation et injures :

Loi 12 juillet 1905, art. 6, modifié,

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Distribution par contribution : voir : contribution.

Distribution d'énergie électrique, voir : Servitudes.

Dommages aux champs, fruits et récoltes :

Loi du 12 juillet 1905, art. 6, modifié.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr. sans
appel.

Dommage causés par les animaux non gardés :

Code rural, livre I, titre 6, art. 1 (loi du 4 avril 1889)

Compétence illimitée en premier ressort.

Dommages causés par le gibier :

Loi du 19 avril 1901, art. 1.

Compétence illimitée en 1^{er} ressort, 300 fr. sans appel.

Dommages causés par les lapins de garenne :

Loi du 10 mars 1930, art. 2.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr. sans
appel.

Doryphora :

Loi du 15 juillet 1878, art. 11.

Compétence illimitée en premier ressort, 100 fr. sans
appel.

Douanes :

Décret du 28 décembre 1926, art. 540 et 545.

Compétence de droit commun, illimitée sauf appel.

Drainage et ses conséquences, voir Servitudes.

Droits de place (paiement de) :

Loi du 12 juillet 1905, art. 7, 5^e.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Eaux (régime des) voir : Servitudes.

Elagage des arbres et des haies :

Loi du 12 juillet 1905, art. 6, 2^e, modifié.

Compétence illimitée avec appel, 1.000 fr. sans appel.

Elections (contestations sur les) :

Décret du 2 février 1852, art. 22.

Compétence illimitée sans appel.

Agriculture (élections aux chambres d') :

Loi du 3 janvier 1924, art. 10.

Compétence comme juge d'appel.

Assurances sociales (élections aux conseils d'administration des caisses primaires et départementales des) :

Décret du 25 juillet 1930, art. 232, § 1, 2, 3.

Chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures (élections des membres des) :

Loi du 19 février 1908, art. 2.

Compétence illimitée sans appel.

Chambres d'industrie thermique, climatique et touristique (élections des membres des) :

Loi du 24 septembre 1919, art. 7 et s.

Décret du 4 mai 1920.

Compétence illimitée sans appel.

Chambre de métiers (élections des membres des) :

Loi du 26 juillet 1925, art. 6, § 11.

Compétence illimitée sans appel.

Consulaires (élections) :

Loi du 8 décembre 1883, art. 4 et s.

Loi du 14 janvier 1933, art. 4 et s.

Compétence illimitée sans appel.

Maritimes (élections d'arbitres) :

Décret du 19 mars 1910, art. 14.

Compétence illimitée sans appel.

Mineurs (élections aux caisses de secours et de retraite des) :

Loi 21 mars 1930, art. 11.

Compétence illimitée sans appel.

Mineurs (élections au conseil d'administration de la caisses autonome des ouvriers) :

Loi du 25 février 1914, art. 2, § 7.

Décret du 31 mars 1914, art. 9.

Compétence illimitée sans appel.

Mineurs (élections de délégués à la sécurité des) :

Code du travail, Livre II, art. 140.

Municipales et politiques (Elections).

Loi du 7 juillet 1874, art. 3.

Compétence comme juge d'appel.

Prud'hommes (élections) :

Code du travail, livre IV, art. 26 (loi du 24 juin 1924).

Compétence illimitée sans appel.

Secours mutuel (élections des membres du conseil d'administration et du bureau des sociétés de) :

Loi du 1^{er} avril 1898, art. 6.

Compétence illimitée sans appel.

Secours mutuel (élections de représentants au conseil supérieur des sociétés).

Décret du 2 mai 1899, art. 7.

Compétence illimitée sans appel.

Tabacs (élections des membres des commissions départementales des) :

Loi du 30 juillet 1913, art. 42 § 13.

Compétence comme juge d'appel.

Travail (élections des membres des conseils consultatifs du) :

Code du travail livre IV, art. 130.

Compétence illimitée sans appel.

Energie électrique : voir : Servitudes.

Engrais (vente des) :

Loi du 8 juillet 1907, art. 3.

Compétence illimitée en premier ressort, 300 fr. sans appel.

Enseignement public (responsabilité des membres de l') :

Loi du 20 juillet 1899, art. 1.

Compétence 3.000 fr. en premier ressort, 1.000 fr. sans appel.

Famille, voir Bien de famille.

Frais faits ou exposés devant la juridiction du juge de paix (demandes en paiement de) :

Loi du 12 juillet 1905, art. 17.

Compétence illimitée en premier ressort.

Frais médicaux, voir : accidents du travail.

Funérailles :

Loi du 15 novembre 1887, art. 4 et 5.

Compétence illimitée ; en premier ressort seulement.

Gens de travail et gens de service à gages :

Loi du 12 juillet 1905, art. 5 modifié.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr. sans appel.

Gibier, voir : dommages.

Habitations à bon marché :

Loi du 5 décembre 1922, art. 81, 1^{er} et 2^e.

Hôteliers : voir : aubergistes.

Indemnité journalière, voir : Accidents du travail.

Louage de service, voir : gens de travail.

Loyers (paiement de) :

Loi du 12 juillet 1905, art. 3 modifié.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr. sans appel.

La location n'excédera pas 1500 fr.

Loyers :

Baux ruraux.

Loi du 9 mars 1918, art. 34 § 1 et 6 ; art. 35 § 5.

Compétence illimitée sans appel.

Baux à longue durée.

Loi du 6 juillet 1925, art. 4.

Loi du 3 avril 1928, art. 2, § 2 et 7.

Compétence illimitée avec appel, 1.000 fr. sans appel.

Le loyer annuel n'excédera pas 1500 fr.

Loyers d'habitation.

Loi du 1^{er} avril 1926, art. 15 modifié par la loi du 29 juin 1929, et art. 17.

Compétence illimitée sans appel.

Le loyer annuel n'excédera pas 3.000 fr., ou 500 fr. par mois en meublé.

Marins (contrats d'engagements entre armateurs et) :

Code du travail maritime (loi du 13 déc. 1926) titre VII, art. 121.

Compétence illimitée avec appel, 1500 fr. sans appel.

Mineurs, voir : Elections.

Monuments historiques (indemnité pour servitude de classement des) :

Loi du 31 décembre 1913, art. 5.

Compétence illimitée en 1^{er} ressort, 300 fr. sans appel.

Monuments naturels et des sites (protection des) :

Loi du 2 mai 1930, art. 8.

Compétence illimitée en premier ressort, 1500 fr. sans appel.

Objets abandonnés (vente d'), voir : Abandonnés.

Objets recommandés, voir : recommandés.

Octrois.

Décret du 29 décembre 1926, 1^{re} partie, II contentieux.

Compétence illimitée avec appel, 1.000 fr. sans appel.

Offres réelles :

Loi 12 juillet 1905, art. 12.

Mesure de la compétence générale (1.000, 3.000).

Païement de droits de place, voir : Droits de place.

Pensions alimentaires :

Loi du 12 juillet 1905, art. 7 modifié.

Compétence illimitée avec appel, en premier ressort seulement.

La pension ne dépassera pas 1.500 fr. par an.

Phylloxéra (indemnité de submersion) :

Loi du 15 décembre 1888, art. 12.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Plantations d'arbres et de haies.

Loi du 12 juillet 1905, art. 7, 3^e.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Possessoires (actions) :

Loi du 12 juillet 1905, art. 7.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Postes : V. Colis, recommandés.

Propriété rurale (associations pour le remembrement de la) :

Loi du 27 novembre 1918, art. 4, 3^e.

Compétence en dernier ressort.

Prud'hommes, voir : Elections et :

Loi du 27 mars 1907, art. 23 § 4.

Compétence du conseil des prud'hommes.

Recommandés (correspondance et objets) et envois de valeur déclarée :

Loi du 12 juillet 1905, art. 2, 4^e modifié.

Compétence : en premier ressort, taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de 1^{re} instance (1500) ; 1.000 fr. sans appel ;

Réparations locatives :

Loi 12 juillet 1905, art. 4 modifié.

Compétence illimitée avec appel, 1.500 fr. sans appel.

Réquisitions militaires (indemnités dues aux particuliers à la suite de) :

Loi du 3 juillet 1877, art. 26.

Compétence 1.500 fr. en premier ressort, 200 sans appel.

Résiliation de baux, voir : baux.

Résiliation de baux ruraux, voir : loyers.

Responsabilité des membres de l'enseignement public : voir : Enseignement public.

Retraites ouvrières :

Loi du 5 avril 1910, etc.. abrogées et fondues avec la législation sur les assurances sociales, voir ce mot.

Rixes et voies de fait :

Loi du 12 juillet 1905, art. 6. modifié.

Compétence illimitée en premier ressort ; 4.000 fr. sans appel.

Saisies-arrêts :

Loi du 12 juillet 1905, art. 14, modifié.

Compétence 3.000 fr. en premier ressort, 4.000 fr. sans appel.

Saisies-arrêts et cessions de salaires :

Loi du 27 juillet 1921.

Code du travail, livre I, titre 3, art. 64, 64 *a* et 66, (Loi du 4 août 1930).

Compétence illimitée avec appel, 4.000 fr. sans appel.

Le salaire annuel ne dépassera pas 15.000 fr.

Saisies-arrêts et cessions des appointements, traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires.

Loi du 24 août 1930.

Compétence illimitée avec appel, 4.000 fr. sans appel.

Le salaire annuel ne dépassera pas 15.000 fr.

Saisie foraine :

Loi 12 juillet 1905, art. 13, modifié.

Compétence 3.000 fr. en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Saisie-gagerie, saisie revendication. :

Loi 12 juillet 1905, art. 3, modifié.

Compétence illimitée avec appel, 1.000 fr. sans appel

Saisie des gains d'un époux par l'autre :

Loi du 13 juillet 1907, art. 7.

Compétence illimitée.

Sentiers, voir : Chemins vicinaux.

Servitudes :

De drainage :

Loi du 10 juin 1854, art. 5.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Au profit des Associations syndicales :

Loi du 21 juin 1865, titre III, art. 19.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Pour l'écoulement des eaux :

Code rural, livre II (loi du 8 avril 1898), art. 6.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Pour l'exercice du flottage :

Code rural, livre II, art. 32.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

De halage :

Code rural, livre II, art. 50.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

D'appui pour l'énergie électrique :

Loi du 15 juin 1906, art. 12.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

Sites, voir : Monuments naturels.

Vente des engrais, voir : Engrais.

Vices rédhibitoires :

Loi du 12 juillet 1905, art. 6, 4^e modifié.

Compétence illimitée en premier ressort, 1.000 fr.
sans appel.

Voituriers, voir : Aubergistes.

Voyageurs, voir : aubergistes.

Warrants agricoles (référé) :

Loi du 30 avril 1906, art. 5.

Compétence illimitée, en premier ressort seulement.

CHAPITRE I

LES CAUSES DES INCONVÉNIENTS DE LA SITUATION ACTUELLE

Le tableau de la compétence actuelle des juges de paix en matière contentieuse fait immédiatement ressortir les multiples inconvénients qui se dégagent de la dispersion excessive de ces textes et même de ces attributions. En particulier, il a été traité de matières identiques et dans les lois organiques et dans les lois spéciales ; nous verrons combien à ce point de vue la codification serait nécessaire pour éviter les difficultés, parfois même les contradictions, qui résultent de la combinaison de ces dispositions.

Des inconvénients résultent du morcellement de la compétence, avons-nous dit ; quelles sont les diverses causes qui ont provoqué ce morcellement ou qui le maintiennent ?

SECTION I

Commodité de la justice de paix.

Chose singulière, le morcellement vient, pour une part, de la très grande commodité de la justice de paix, et de la faveur que cette institution rencontre

chez le législateur depuis plus d'un siècle. Très souvent, lorsqu'une loi nouvelle intervient, on en soumet les difficultés d'exécution au juge de paix ; par exemple, la loi du 15 décembre 1888 sur le phylloxéra ; nous avons pu, avec la liste que nous avons donnée, précédemment, nous rendre compte du nombre de lois qui ont consacré la compétence des juges de paix, conformément à cette idée.

A ce point de vue, je ne crois pas que le morcellement soit un mal, puisqu'il simplifie la procédure sur des questions, qui, la plupart du temps, ne sont pas susceptibles de complications au fond. Si, par extraordinaire, un débat vient à s'élever sur la compétence du juge de paix, *ratione materiæ*, le litige est voué à une solution immédiate puisque la loi attribue au juge de paix une compétence étroitement limitée par le texte.

Dans d'autres circonstances, au contraire, le morcellement de la compétence doit être évité ; sans doute, on a voulu confier au juge de paix les affaires simples et celles qui nécessitent une solution rapide ; mais souvent la difficulté réside, en définitive, pour le plaideur, dans la « qualification » du litige, ou dans la recherche du tribunal compétent, parce que certaines affaires très voisines les unes des autres sont déferées les unes au tribunal civil, les autres en justice de paix ; de plus, certaines d'entre elles, sujettes à incidents, sont fréquemment l'objet d'exceptions déclinatoires au cours de l'instance : or, si un débat pour un quelconque de ces motifs, s'instaure presque

régulièrement sur la compétence, on perd tout le bénéfice qu'on devrait attendre de la justice de paix. Cette remarque s'applique spécialement aux affaires de locations, de baux et de saisies. La compétence quantitative ne donne pas lieu à de sérieuses difficultés, mais la compétence qualitative est un nid à procès à elle seule, et les questions préjudicielles y abondent. Il est donc important de grouper les chefs de compétence en de semblables matières si les circonstances ne s'y opposent pas.

Malheureusement cette manière de voir n'a pas été suivie en législation ; il y eut à cela plusieurs causes.

SECTION II

La résistance des officiers ministériels contre le regroupement.

Je ne compte pas reprendre dans le détail l'histoire de cette résistance des officiers ministériels qui s'est manifestée pendant tout le ^{xix}^e siècle contre le regroupement des affaires en justice de paix ; nous en avons déjà parlé dans notre première partie ; cela constitua sans aucun doute le principal obstacle à l'extension et à l'unification de la compétence des juges de paix. Les porte-paroles des avoués, notamment, dans les assemblées législatives, se sont toujours ingéniés soit à faire échouer toute extension, soit à accumuler les réserves, les réticences, ou les exceptions ; c'est là et nulle part ailleurs qu'on doit chercher bien souvent l'explication d'anomalies ou

d'incohérences que par euphémisme on appelle « l'oubli, ou l'inadvertance du législateur » ; malheureusement, le résultat souvent à l'opposé de celui qui doit être recherché n'assurait pas, en justice de paix, la simplicité désirable non plus que la rapidité.

SECTION III

La garantie insuffisante de la justice de paix.

Alors que l'intérêt des officiers ministériels fut la raison de leur opposition, on donna surtout pour prétexte, exact d'ailleurs pendant longtemps, l'insuffisance de connaissances et de capacités présentées par les juges de paix. Longtemps on a vécu dans la crainte de faire régler par le juge de paix les situations estimées trop délicates. Il est vrai que pendant plus d'un siècle la seule garantie des justiciables résidait dans le choix et la révocation du juge de paix par le gouvernement, sans aucun diplôme, sans aucun stage, sans examen. Cette garantie était considérée à bon droit comme tout à fait insuffisante, non seulement par les plaideurs et les représentants des Chambres, mais même — c'est un comble — par le gouvernement qui les nommait.

On a craint aussi de charger à excès les attributions du juge de paix, qui eut été obligé dans ces conditions de travailler vite, donc mal (1) ; il faut du reste voir là encore un prétexte plutôt qu'une raison,

(1) AUGÉ, *op. cit.*, p. 109 et suiv. et 166.

et cette crainte n'inquiétait pas tout le monde au même degré.

Le manque de capacité professionnelle était donc la troisième raison, très atténuée, et sinon disparue actuellement, du moins en voie de disparition, d'où résultait cet état de morcellement de la compétence. Cette cause, nous l'étudierons dans notre dernière partie, ne suffira bientôt plus à expliquer les anomalies existantes puisque les conditions de recrutement des magistrats ont été modifiées afin d'offrir de sérieuses garanties aux justiciables.

CHAPITRE II

LES DIVERS INCONVÉNIENTS

Connaissant les motifs qui sont un obstacle à l'unification, nous allons maintenant examiner quels sont les inconvénients divers qui résultent de l'absence d'unification. On verra d'ailleurs au fur et à mesure de cette analyse que certains de ces vices ont déjà été plus ou moins aplanis.

SECTION I

Reconnaissance et vérification d'écriture.

La reconnaissance d'écriture est une simple formalité suivant laquelle le juge, quand l'accord sur ce point règne entre les parties, reconnaît que l'écriture de telle pièce émane de celui qui est réputé l'avoir écrite. Car le juge de paix a le droit d'apprécier des titres que les parties apportent à l'appui de leurs prétentions. Y a-t-il conflit ? n'est-on plus d'accord ? le titre est dénié ou méconnu ; un contrôle alors s'impose : c'est la vérification d'écriture. Le juge de paix dont le pouvoir est proclamé dans le premier cas est obligé dans le second de se déclarer incom-

pétent ; les parties doivent alors porter cet incident au tribunal civil. Pour quel motif a-t-on dessaisi le juge de paix ? Bourbeau (1) pense que la vérification d'écriture est chose trop compliquée pour que le juge de paix en connaisse ; mais cette procédure n'est pas impossible en justice de paix ; d'habitude, le tribunal civil nomme un expert dont les conclusions sont adoptées en pratique dans le jugement. Je crois donc qu'il serait beaucoup plus simple de laisser le juge de paix compétent, dans les limites bien entendu, où il est saisi de l'affaire au principal ; il aurait à nommer l'expert, tâche dont il peut s'acquitter aussi facilement que le tribunal civil. Cela éviterait une perte de temps causée par une instance incidente au tribunal civil, avec ou même sans retour en justice de paix. Tout au moins, les frais seraient sérieusement réduits pour le justiciable : il faudrait donc unifier la procédure.

Cette simplification a déjà été proposée dans un projet de réforme en 1898 ; l'article 9 de ce projet prévoyait que les juges de paix pourraient statuer « sur les incidents de vérification d'écriture soulevés à l'occasion des affaires dont ils sont saisis » (2).

(1) BOURBEAU (t. 7, *du traité de procédure civile* de BONCENNE), *De la justice de paix*, p. 103.

(2) GARSONNET, *Traité théorique et pratique de procédure*, 3^e édition, t. 2, p. 434, n^o 266 bis.

SECTION II

Interprétation des clauses d'un contrat.

Une autre disposition d'ensemble répétée à plusieurs reprises dans les lois sur la compétence, révèle qu'on a jamais voulu attribuer au juge de paix l'interprétation des clauses d'un contrat ; en 1838 et plus tard, ce fut toujours la condition à laquelle on subordonna l'attribution au juge de paix de tel ou tel chef nouveau de compétence. Cette disposition justifiable autrefois, n'a plus actuellement de raison d'être ; c'est seulement une entrave inutile qui retarde la solution des procès.

Une proposition de M. Maillard (dont nous aurons l'occasion de retrouver plusieurs autres suggestions), a réclamé (1) la compétence du juge de paix sur l'interprétation des clauses d'un contrat : cette proposition a une portée générale ; elle intéresse particulièrement les affaires de bail car plus qu'ailleurs elle y est indispensable, mais ce n'est pas la seule application qu'on puisse en trouver. On la retrouvera encore à l'occasion des droits de place ou des servitudes.

SECTION III

Demandes réunies.

La législation sur les demandes réunies n'est pas satisfaisante ; si les demandes réunies n'excèdent pas,

(1) Doc. parl. Chambre des députés, 12^e législature, 1923, session ordinaire, 2^e séance du 25 mai 1923, t. 1, p. 903, n^o 6056.

au total, la compétence des juges de paix, il demeure bien évident que le juge de paix est compétent, personne ne le conteste.

Attachons-nous maintenant à une hypothèse presque aussi simple et qui pourtant a occasionné une discussion au sujet de laquelle la solution adoptée paraît inadmissible : deux ou plusieurs demandes, réunies dans le même exploit, dépassent, du fait de leur réunion dans l'acte, la compétence du juge de paix ; prises séparément chacune de ces demandes rentrerait dans sa compétence : mais le juge de paix est incompetent par le seul fait que les demandes sont réunies.

En 1790, cette question des demandes, réunies n'avait pas été résolue par le législateur. Aussi Henrion de Pansey est-il obligé de se référer à la jurisprudence des présidiaux sous l'ancien régime, à une époque où la doctrine était partagée (1). Pour les uns, le fait de réunir les demandes dans un seul exploit devait entraîner l'incompétence du juge de paix, dès que le chiffre global dépassait la compétence ; peu importe que chaque demande prise séparément ne dépasse pas cette compétence. Il semble bien que ce soit l'avis de Henrion de Pansey qui n'est pas très affirmatif sur ce point. Pour d'autres, le juge de paix est incompetent seulement si les demandes sont confondues ; les demandes sont énumérées dans le même exploit par un fait matériel ; mais si on les distingue facilement, chacune sera prise en considéra-

(1) HENRION DE PANSEY, *De la compétence des juges de paix*, 8^e édit., p. 87,

tion séparément pour apprécier la compétence ; le fait de leur réunion matérielle ne saurait être un obstacle à la compétence du juge de paix. La question ainsi posée ne devait pas manquer d'attirer l'attention des réformateurs.

Un projet de 1835 que nous avons signalé dans la première partie de cette étude, avait attribué au juge de paix la connaissance des demandes réunies, si la réunion, d'un montant supérieur à la compétence du juge de paix, n'était que purement matérielle, et si chacune des demandes ne dépassait pas sa compétence. Il fallait aussi, bien entendu, que les causes fussent différentes, sans cela on se trouvait devant une même demande ; ce projet excellent fut repoussé un peu plus tard ; une solution exactement opposée lui fut préférée. L'article 9 de la loi du 25 mai 1838 s'exprime en ces termes : « lorsque plusieurs deman-
« des formées par la même partie seront réunies dans
« une même instance, le juge de paix ne prononcera
« qu'en premier ressort, si leur valeur totale s'élève
« au-dessus de 100 fr., lors même que quelqu'une de
« ces demandes serait inférieure à cette somme. Il
« sera incompétent sur le tout, si ces demandes excè-
« dent, par leur réunion, les limites de sa juridiction ».

L'adoption d'une telle solution se comprend aisément lorsque, dans le même exploit, le demandeur attaque la même personne pour une même cause. Mais lorsque ces demandes réunies fortuitement dans le même exploit procèdent de causes tout à fait différentes et non confondues, il est inadmissible

qu'on additionne ces demandes et que ce soit leur somme qui indique le tribunal compétent. Le seul lien entre ces causes est un lien purement matériel ; aucune bonne raison ne justifie l'incompétence du juge de paix. Le rapporteur Renouard (1) l'a lui-même déclaré. Il trouve plus logique de donner compétence au juge de paix, mais « décider autrement, ce serait « autoriser une extension démesurée de compétence » ; à vrai dire on ne voit pas bien en quoi la compétence aurait été si démesurée. Il a essayé alors tout de même de donner quelques bonnes raisons : « Si (le « demandeur) a réuni ensemble plusieurs demandes, « on doit en conclure qu'il a voulu les confondre en « une seule ». Je ne suis pas du tout de cet avis ; réunir et confondre n'ont pas du tout ici le même objet ; le demandeur a probablement voulu, tout simplement, économiser des frais en portant plusieurs demandes sur le même exploit ; il est paradoxal dans ce cas de lui enlever le bénéfice de la compétence peu dispendieuse du juge de paix ou de l'obliger, pour en profiter, à faire les frais de plusieurs exploits. C'est un peu plus loin que le rapporteur dit la véritable raison qui a entraîné l'adoption de cette mesure : « votre commission en adoptant ce dernier avis, a été « principalement dirigée par le désir qui l'a dominé dans « tout l'examen de cette loi, de n'apporter à la compétence actuelle des juges de paix, qu'une extension « modérée ». De cet aveu, il résulte qu'on n'avait pas

(1) Chambre des députés, 29 mars 1837, *Moniteur*, 30 mars 1837, p. 725.

pu, en face des influences opposées, apporter, en 1838, une solution commandée pourtant par le bon sens. Les discussions furent d'ailleurs vives et des avis très considérables tels que ceux du gouvernement et de la Cour de cassation étaient opposés à l'adoption du système que la loi consacra (1).

L'adoption de la solution admise en 1838 et conservée depuis, ne va pas d'ailleurs sans soulever des questions épineuses. Si les demandes réunies tombent toutes sous le coup de l'article 1^{er} de la loi de 1905 et dépassent, par leur réunion, le chiffre de la compétence, tout le monde est bien d'accord sur ce point : le juge de paix est incompétent. Mais, — et voilà où se trouve la difficulté — puisque des demandes, dans l'hypothèse, n'ont pas la même cause, il est fort possible que l'une soit par exemple régie par l'article 1^{er}, une autre par l'article 3 ou par l'article 6. Ainsi, une compagnie d'assurances propriétaire d'un immeuble, réclame le paiement d'un loyer de 1.200 fr. et une prime de 2.000 fr. à un locataire qu'elle assure en même temps contre l'incendie ; ou encore un propriétaire commerçant réclame 2.000 fr. de réparations locatives à son locataire, et demande paiement de 2.000 fr. de fournitures à ce locataire qui est son client. Ces demandes réunies dont chacune est d'une cause différente et bien déterminée, devraient être prises séparément et jugées chacune par le juge de paix ; en bonne logique il n'y aurait à cela aucune difficulté.

(1) Cf. BENECH, *Compétence des juges de paix*, t. I, p. 309.

Or, pour résoudre le problème de la compétence dans des cas semblables, sous l'empire de la législation actuelle, les auteurs sont tout à fait partagés. La difficulté est en effet très grande. Curasson (1) après avoir vivement critiqué l'attitude prise par le législateur, adopte un système qui semble juste et conforme à l'esprit de la loi « de n'accorder au « juge de paix qu'une compétence modérée » ; on s'attachera à la catégorie du chiffre le plus élevé ; chaque chef rentrera naturellement dans les limites de sa compétence et, en outre, la réunion des demandes ne devra pas dépasser le chiffre de la catégorie la plus élevée.

Bourbeau (2) n'adopte pas le raisonnement de Curasson. Il préconise une solution plus simple qui consiste à restreindre le champ d'application de l'article 9 de la loi de 1838 aux demandes de l'article 1^{er} et de ceux où, seule, la quotité et non pas la nature de l'affaire est en jeu. Cet escamotage habile vient en effet affranchir de certaines solutions incohérentes devant lesquelles on se trouve, par exemple, si une demande de l'article 1^{er} est jointe à une action possessoire ; mais ce procédé trop adroit ne suffit pas à satisfaire la raison. En réalité, répétons-le, malgré les interprétations habiles qu'on a pu avancer, pour appliquer ce texte sans le rendre impraticable, une modification législative s'impose. Du moment que deux demandes ont été réunies, au lieu d'être présentées

(1) CURASSON, *op. cit.*, t. 2, p. 413 et suiv.

(2) BOURBEAU, *op. cit.*, p. 156, n° 85.

l'une après l'autre « dans le but aussi louable que « naturel, d'éviter des frais et des lenteurs » comme dit Curasson, il est difficile de concevoir pourquoi le juge de paix cesse d'être compétent. La Belgique nous donne, du reste, l'exemple à suivre dans ces matières. La loi belge du 25 mars 1876, article 23, dispose que « si la demande a plusieurs chefs qui proviennent de la même cause, on les cumulera pour déterminer la compétence et le ressort. S'ils dépendent de causes distinctes, chacun des chefs sera, d'après sa valeur propre, jugé en premier ou dernier ressort » (1).

Un autre inconvénient qui concerne les saisies-gageries s'apparente aux règles défectueuses sur les demandes réunies ; la loi de 1838, puis celle de 1905 dans son article 13, établit la règle suivante : « S'il y a « opposition pour des causes qui, réunies, excéderaient « cette compétence (celle de l'art. 1^{er}) le jugement en « sera déféré aux tribunaux de première instance ». Si on a adopté le chiffre de compétence de l'article 1^{er}, la chose est assez logique, car l'opposant ne tient pas son droit du bail, mais des termes communs de la loi, il n'y aurait donc pas lieu de lui accorder le traitement de faveur des affaires de l'article 3. Mais si les oppositions n'émanent pas de la même personne et que chacune de ces oppositions ne dépasse pas 3.000 fr., chiffre actuel de la compétence générale, on ne voit pas bien pourquoi il faudrait enlever à chacun de ces parties le bénéfice de l'instance en justice de paix,

(1) DE PAEPE, *Etude sur la compétence civile*, p. 149.

sous le prétexte que, prises en bloc, le montant des oppositions dépasse 3.000 fr., puisque justement ces opposants ne puissent pas leur droit dans le bail. Cette disposition rétrécit encore la législation générale pourtant déjà si étroite sur les demandes réunies, selon laquelle l'indivisibilité ou la solidarité seules lient plusieurs demandeurs ou plusieurs défendeurs, sur la mesure de la compétence.

SECTION IV

L'article 2 de la loi du 12 juillet 1905; ses modifications faites et à faire.

§ 1^{er}. — *La rédaction et la portée de l'article 2.*

L'article 2 de la loi du 25 mai 1838 donnait compétence au juge de paix « sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr. et, à charge d'appel, *jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance* » sur les contestations entre les hôteliers, les voituriers et leurs clients dans le but de favoriser une solution rapide et d'éviter ainsi des pertes de temps pendant les voyages d'affaires. En 1838, l'expression « *taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance* » était l'équivalent du chiffre de 1.500 fr. (1). Cette périphrase qui n'était pas ambiguë devait cependant dans la suite faire com-

(1) Cette formule était employée couramment pour indiquer ce chiffre ; cf. BOURBEAU, *op. cit.*, p. 202, n° 106, p. 203, n° 107.

mettre aux rédacteurs des lois postérieures une étourderie qui ne se serait probablement pas réalisée si on avait inscrit dans l'article 2 de la loi de 1838 le chiffre de 1.500 fr. ; si le taux de compétence en dernier ressort est passé de 100 fr. en 1838 à 300 fr. en 1905, et à 600 fr. par la loi du 1^{er} janvier 1926 et enfin à 1.000 fr. par le décret du 5 novembre 1926, au contraire le taux de la compétence en premier ressort n'a pas été modifié une seule fois depuis 1838.

D'autre part la compétence générale avait gravi l'échelle que nous connaissons bien, en premier ressort : 300 fr. en 1838, 600 fr. en 1905. La loi du 1^{er} janvier 1926 retint le chiffre de 1.500 fr. ; c'était donner un traitement équivalent aux affaires de l'article 1^{er} et à celles de l'article 2 de la loi de 1905, en premier comme en dernier ressort.

Les trois premiers paragraphes de l'article 2 n'étaient plus une exception à l'article 1^{er} ; c'était simplement un des cas de l'article 1^{er}, puisqu'il s'agissait dans l'article 2 d'affaires personnelles et mobilières. L'article 2 était donc devenu inutile. Tout au plus l'article 2 demeurerait-il nécessaire pour les affaires entre hôteliers, voituriers et leurs clients, si ces affaires sont de nature commerciale, car l'article 1^{er} de la loi de 1905 ne vise que les affaires civiles ; encore toute la doctrine ne s'accorde-t-elle pas à reconnaître cette compétence au juge de paix ; nous aurons à examiner plus tard dans son ensemble cette question intéressante.

Je ne crois pas, en tous cas, que cette préoccupation ait un seul instant guidé le législateur de 1926

qui n'a pas envisagé la suppression de l'article 2 pour quelque cause que ce soit.

C'est avec le décret du 5 novembre 1926 que l'écueil dissimulé fit son apparition. Dans sa hâte nécessaire — c'est son excuse — le législateur a modifié seulement les chiffres sans toucher aux périphrases qui, elles aussi, indiquaient le taux de la compétence et devaient être retouchées.

On a bien relevé le taux de la compétence de l'article 1^{er} qui, de 1.500 fr. passe à 3.000 fr. en dernier ressort ; on a oublié de modifier, à l'article 2, l'expression « taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance » de sorte que ce taux n'a jamais été modifié et reste à 1.500 fr.

On se trouve alors, depuis 1926, devant une situation véritablement curieuse et anormale ; la compétence générale est de 3.000 fr ; la compétence de l'article 2 qui n'a fait partie de la compétence spéciale que pour obtenir un traitement de faveur, finit par être régie d'une manière défavorable.

C'est une anomalie résultant d'une inattention sans doute ; aussi de bons esprits, choqués de cette inconséquence, se sont crus autorisés à rectifier eux-mêmes la faute d'attention du législateur. Parmi les auteurs, M. Cézair-Bru notamment (1) en a déduit que l'extension de la compétence de l'article 1^{er} convient aux matières de l'article 2 ou plus exactement que les affaires entre 1.500 et 3.000 fr. sont régies par l'ar-

(1) *Traité de procédure*, supplément à GARSONNET, p. 267, n° 519.

ticle 1^{er} depuis 1926. C'est aller, je pense, un peu vite en besogne. La justice de paix est une juridiction d'attribution ; par une pratique bien connue dans les questions de compétence, on ne saurait suppléer à la loi quand celle-ci n'a pas expressément déterminé les affaires soumises au tribunal d'exception. A plus forte raison, ne doit-on pas supprimer un texte existant qui indique limitativement un chiffre de compétence.

C'est à l'aide de ce raisonnement qu'un certain nombre d'auteurs (1) estiment nécessaire de s'en tenir à la lettre de la loi.

La Cour de cassation dans un arrêt de la Chambre civile du 21 février 1923 (2) a eu l'occasion dans une affaire de compétence spéciale du juge de paix, d'appliquer un système dont la portée dépasse le cadre de l'affaire au sujet de laquelle il a été rendu et que nous retrouverons à propos des réquisitions militaires. En substance, l'arrêt déclare qu'une loi n'est abrogée que si le texte nouveau le dit formellement ou si les termes de la nouvelle loi sont inconciliables avec la première.

Or, les dispositions, ici, ne sont pas inconciliables. Quand un texte spécial restreint la compétence ordinaire du juge d'attribution, il est difficile de soutenir que le législateur a voulu donner tout de même com-

(1) CHARTIER, *Manuel répertoire pratique des greffiers de paix*, p. 102 ; MILHAUD, *Rép. général alphabétique des justices de paix*, t. I, p. 495.

(2) Sirey 1923.1.272.

pétence à ce même juge dans la mesure où le chiffre de l'affaire ne dépasse pas le taux de la compétence générale.

Remarquons que, même en admettant au nom du bon sens cette dernière solution, on arrive encore à une cote mal taillée. Il faut aller plus loin. Du moment qu'on n'applique plus la loi à la lettre, mais dans son esprit, pourquoi ne pas rappeler que si la matière de l'article 2 est mentionnée dans la compétence spéciale, c'est que la compétence du juge de paix doit y être plus considérable, qu'elle doit jouir d'un traitement de faveur par rapport à la compétence générale. Pourquoi s'arrêter au pis-aller d'une assimilation à la compétence générale si on fait litière du texte de l'article 2 ? Les différends de cette catégorie doivent bénéficier, en bonne logique, d'une compétence plus étendue que celle de l'article 1^{er} puisque c'est justement pour cette raison qu'on a créé un texte spécial. Mais, voici que viennent les difficultés ; dans quelle proposition réaliser l'extension ? En 1838, la compétence de l'article 2 était 7 fois $1/2$ plus grande que celle de l'article 1^{er} ; on la porterait alors, aujourd'hui, à 21.500 fr., en adoptant la proportion de la loi de 1905, la compétence serait de 7.500 fr.

Suivant la proportion, enfin, de la loi du 1^{er} janvier 1926, dernière loi en vigueur, donc la seule à retenir semble-t-il, la proportion serait bien de 3.000 fr., mais alors on n'explique pas pourquoi on a organisé une compétence spéciale pour ce genre d'affaires.

Avec un tel raisonnement poussé à l'extrême, on aboutit donc à une très grande fantaisie.

§ 2. — *Le cas spécial des contestations postales.*

Ce n'est pas tout. Dans un paragraphe 4 ajouté en 1905 à l'article 2, et bénéficiant de la compétence spéciale, on a donné au juge de paix la connaissance de contestations postales concernant les correspondances, objets recommandés, envois de valeur déclarée. Et, ajoute la loi de 1905, la partie la plus diligente a le choix entre deux tribunaux : le domicile de l'expéditeur et celui du destinataire ; suivant l'opinion de M. César Bru, les colis, valeurs dépassant 1.500 fr. sans excéder 3.000 fr., seraient régis par l'article 1^{er} de la loi : cette faculté de choisir le tribunal disparaîtrait donc et il est réellement difficile de trouver satisfaisant de traiter de deux manières différentes les colis d'une valeur inférieure à 1.500 fr., taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance et ceux d'une valeur supérieure à ce taux, jusqu'à 3.000 fr. Ce seul point mériterait une modification législative.

Il faut donc bien convenir que, tel qu'il est, l'article 2 est boiteux, qu'il forme un obstacle à l'unification de la compétence du juge de paix et donne, quel que soit le raisonnement qu'on fasse, des solutions sans harmonie. Cet obstacle résulte d'une bévue, d'une mauvaise confection des lois, soit, mais cela doit être modifié législativement pour obtenir dans l'ensemble une solution convenable.

Ceci dit, je crois d'ailleurs qu'en cette matière il n'est pas indispensable d'étendre au-delà des limites de la compétence ordinaire du juge de paix, cette compétence pour les litiges entre hôteliers, voituriers et leurs clients. Des frais s'élevant à plus de 3.000 fr. à l'hôtel, dépassent la moyenne du prix d'un passage et ne se comprennent guère que pour un séjour ; la même somme réclamée par le voiturier ou le garagiste, puisque les automobiles ont été assimilées sur ce point aux autres voitures, indique une grosse réparation, supérieure, elle aussi, aux réparations qu'on subit d'ordinaire sur route, et qui s'apparenterait plutôt à quelque accident important.

Or, la loi de 1838 a voulu faire régler par le juge de paix les dépenses courantes que les voyageurs ont l'habitude, l'occasion de faire au cours du voyage et dans le seul but d'éviter un retard susceptible de causer aux gens pressés un gros préjudice. Mais les conditions économiques ne se présentent plus sous le même jour qu'en 1838 ; on peut même dire que, relativement, l'extension particulière de compétence en ces matières est moins utile qu'autrefois. Qu'on se représente, en effet, une des hypothèses les plus courantes qui ont servi à établir les dispositions spéciales dans la loi de 1838 : le voyageur a dû faire réparer sa voiture en route ; il trouve la réparation mal faite, ne veut pas payer le prix qu'on lui demande. Le voiturier retient la voiture jusqu'au paiement ; autrefois le voyageur ne pouvait continuer son voyage ; de nos jours le voyageur peut emprunter

presque partout un autre moyen de communication.

Sans doute la justice de paix reste-t-elle un moyen rapide pour juger ces différends faciles à trancher et il est, à première vue, illogique de ne pas rajuster la compétence dans la proportion choisie en 1838 ; mais l'argument de commodité qui avait servi de base est moins impérieux qu'autrefois. Aussi la compétence générale pourrait être adoptée ; mais faut-il au moins permettre au juge de paix de l'appliquer en portant la compétence de 1.500 à 3.000 fr. car l'article 2 englobe avec exclusivité toutes ces affaires quand elles peuvent être portées devant le juge de paix.

§ 3. — *L'article 2 s'applique-t-il aux contestations commerciales ?*

Faut-il, dans ces conditions, supprimer purement et simplement l'article 2 ? Nous avons fait entrevoir tout à l'heure qu'une question se posait. *Ratione materiae*, le juge de paix est-il compétent suivant l'article 2 de la loi de 1905, pour toutes les contestations entre hôteliers, carrossiers et leurs clients, que ces contestations aient le caractère civil ou commercial ; ou est-il compétent seulement pour les affaires civiles, à l'exclusion des affaires commerciales, dans le domaine de l'article 2 ? Bourbeau (1) assure que le juge de paix ne saurait être compétent lorsque les deux parties sont commerçantes, car les rédacteurs de

(1) *Op. cit.*, p. 217, nos 118 et 119.

la loi de 1838, qui n'ont d'ailleurs pas aperçu qu'une difficulté pouvait s'élever sur ce point, n'auraient pas entendu donner au juge de paix une compétence commerciale.

De même, plus tard, MM. Cordonnier et Bonnefoy (1) estiment que si le juge de paix est compétent lorsque l'obligation n'a pas le caractère commercial, ou si le défendeur n'a pas fait acte de commerce, par contre, dans le cas où les deux plaideurs sont commerçants ou ont fait acte de commerce, le tribunal de commerce est compétent (2).

A l'inverse, Cruppi et Bricout (3), organes officiels de l'esprit de la loi de 1905, estiment que le juge de paix est compétent dans tous les cas ; il n'est pas défendu au législateur d'attribuer à chaque juridiction les affaires qui se prêtent le mieux à leur solution. C'est justement ce qu'on a voulu ici. On a essayé de rendre plus facile et rapide la solution d'incidents de voyage. Or, s'il faut aller au siège du tribunal de commerce et à défaut, ne l'oublions pas, au siège du tribunal civil, il semble inadmissible de donner un traitement défavorable aux commerçants pour qui la rapidité est spécialement nécessaire et qui bénéficient d'habitude d'un traitement plus favorable.

Au surplus, le texte est clair et n'exclut point les commerçants.

(1) *Les justices de paix*, 1909, p. 21.

(2) CURASSON, *op. cit.*, t. I, n° 242.

(3) CRUPPI et BRICOUT, *op. cit.*, p. 40 et 41.

Il ne faut pas, je crois, se reporter au texte de l'article 1^{er} qui, selon certains auteurs, engloberait l'article 2.

J'en profite pour réfuter, ici encore, l'opinion de M. Cézard-Bru, selon qui l'article 1^{er}, modifié, de la loi de 1905 régit les affaires décrites à l'article 2, quand elles dépassent 1.500 fr. sans excéder 3.000. L'auteur n'a point contredit, dans son supplément paru en 1931, la doctrine qui semble acceptée par une note du même ouvrage (1), où, même les affaires de l'article 2 ayant une cause commerciale sont considérées comme étant de la compétence du juge de paix. On ne saurait donc suppléer à l'oubli du législateur de 1926 en faisant régir ces affaires entre 1.500 et 3.000 fr. par l'article 1^{er}, puisque l'article 1^{er} n'attribue pas compétence au juge de paix pour les affaires commerciales.

La jurisprudence des tribunaux inférieurs avait une tendance marquée à se prononcer dans le sens de MM. Cruppi et Bricout (2), respectant en cela l'esprit de la loi de 1905 (3). C'est cependant en sens contraire qu'a statué la Cour de cassation (4).

(1) GARSONNET, *op. cit.*, 3^e éd., 1912, t. I, n° 519, p. 813, note 5.

(2) CRUPPI et BRICOUT, *op. cit.*, p. 40 et 41.

(3) En ce sens : Trib. paix Bressuire, 16 août 1904, *Journal des transports*, 1906, p. 550 ; Trib. paix Libourne, 19 août 1905, confirmé par Trib. civ. Libourne, 13 décembre 1905. S. 1912.1.257.

(4) Cass. civ., 18 déc. 1909. S. 1912.1.257 (note FERRON).

SECTION V

**La compétence *ratione loci*
et les affaires de l'article 2.**

Il reste enfin une amélioration désirable à apporter à l'article 2 en législation.

Nous avons dit que certains arrêts ont préféré la compétence du tribunal de commerce. Ainsi que le faisait déjà remarquer très judicieusement Bourbeau (p. 224) c'est probablement moins par conviction que par désir d'assurer plus de commodités aux plaideurs. On sait, en effet, que le Code de procédure civile (art. 420), laisse le choix au demandeur d'assigner à trois endroits différents « devant le tribunal du domicile du défendeur, devant celui de l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ; devant celui de l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué ». Il avait semblé aux tribunaux que cette latitude donnerait un avantage plus important aux justiciables commerçants qu'une solution même rapide en justice de paix. C'est qu'en justice de paix, seul le tribunal du défendeur est compétent. Or, si la plupart du temps, le domicile du défendeur se trouve être au lieu même de la perte ou de l'avarie, il n'en est pas toujours ainsi ; non seulement le défendeur n'est pas forcément l'aubergiste ou le voiturier — ceci a peu d'importance, car ce n'est pas l'aubergiste qui est pressé, c'est le voyageur — mais surtout le lieu du litige n'est pas

forcément celui du domicile du défendeur ; or, toutes ces questions de pertes d'objets, d'avaries, d'accidents, nécessitent presque toujours une enquête qui a tout intérêt à se faire sur le lieu du dommage. De l'obligation de porter le débat devant le tribunal du défendeur résulte une gêne qui tend à faire écarter la compétence du juge de paix. La loi du 26 novembre 1923, dans un autre domaine, dispose que « la demande en réparation du dommage causé par un délit, une contravention ou un quasi-délit, pourra être portée devant le juge du lieu où le fait dommageable s'est produit ».

Pourquoi ne pas prendre exemple sur cette loi, en notre matière ? Il faut donner semblable faculté aux justiciables visés par l'article 2.

SECTION VI

Les affaires de bail.

Parmi les chefs de compétence dont l'organisation prête le plus à critiques, il faut à coup sûr donner une place de choix aux affaires qui concernent le contrat de bail et les nombreuses ramifications qui s'y rattachent et qui sont l'objet des articles 3 et 4 de la loi de 1905.

§ 1. — *Chiffre de la compétence.*

En ce qui concerne les affaires nombreuses visées par l'article 3, on doit d'abord faire une critique d'ensemble,

Les actions en paiement de loyers ou fermages, etc... sont de la compétence du juge de paix quel que soit le taux à charge d'appel, mais à condition, d'après les termes de la loi de 1905, que les locations verbales ou écrites n'excèdent pas annuellement 600 francs. Le chiffre était alors en concordance avec celui des autres articles.

La loi du 1^{er} janvier 1926, suivant l'exemple, lors de l'adaptation aux circonstances nouvelles, retint le chiffre de 1.500 fr. Par contre le décret du 5 novembre 1926, qui a réajusté à 1.000 fr. la compétence en dernier ressort dans tous les articles de la loi de 1905, a, par inadvertance encore, fixé à 3.000 fr. le chiffre du premier ressort, pour les matières de l'article 1^{er} seulement, sans mentionner les autres articles. Mais on n'a pas heureusement en cette matière à signaler un inconvénient analogue à celui que nous avons tenu à propos de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1905.

En effet, cette compétence spéciale de l'article 3 dépasse considérablement la compétence générale puisque le juge de paix statue sans limite si le loyer ne dépasse pas 1.500 fr. Cela n'empêche pas le juge de paix de statuer jusqu'à 3.000 fr. sur les contestations de bail et quel que soit le chiffre du loyer (1) ; car ici il n'intervient plus une mesure de la compétence, mais bien deux, très faciles à distinguer :

D'une part la mesure spéciale comprenant certaines

(1) MOREL, *Traité élémentaire de procédure civile*, p. 256.

affaires bien déterminées qui jouissent de la compétence du juge de paix par une faveur de la loi : compétence illimitée parce que la location ne dépasse pas 1.500 fr. ;

D'autre part, la mesure générale prévue pour toutes les affaires de bail qui font partie de la compétence personnelle et mobilière et sans qu'on ait à connaître la valeur du bail ou même le montant de la location, car il peut bien n'y avoir pas même de bail (1).

Les deux compétences se suppléent l'une l'autre, sans que l'une puisse exclure l'autre. Et nous verrons qu'il n'en est pas de même pour les affaires de l'article 2 ou les réquisitions militaires, et les dommages causés par le gibier.

Il n'en demeure pas moins vrai que, sans présenter les inconvénients de l'article 2, le chiffre de compétence de l'article 3 n'a pas été adapté en novembre 1926 à la valeur monétaire nouvelle ; aussi faut-il législativement porter à 3.000 fr. le chiffre de location qui est demeuré à 1.500 fr, depuis la loi du 1^{er} janvier 1926.

De cette façon, l'article 3 jouera entièrement son rôle : assurer la solution prompte des litiges de valeur élevée, mais particulièrement faciles à trancher et concernant les loyers modérés à l'heure actuelle.

(1) Cf. Cass. civ., 22 mai 1901. D. P. 1901.1.193 ; Trib. civ. Seine, 17 févr. 1916. D. P. 1916.2.73.

§ 2. — *Incompétence en cas de contestation
sur l'existence du bail ou sur le titre.*

Un autre inconvénient se présente dans l'article 3. Pour que le juge de paix soit compétent au delà de 3.000 fr. il faut déjà que les locations verbales ou écrites n'excèdent pas 1.500 fr.

Mais si une contestation s'élève sur l'existence du bail ou sur le titre produit, la doctrine voit dans ce fait un élément d'incertitude qui enlève compétence au juge de paix, car la demande serait alors indéterminée (1).

Bourbeau, notamment, ne pense pas que le juge de paix puisse décider si le bail existe ou n'existe pas, ni déterminer sa valeur ; car c'est la convention antérieure des parties qui donne compétence au juge de paix et le juge de paix ne possède pas pleine juridiction.

Il est pourtant très utile que le juge de paix puisse lui-même décider de l'existence ou de la validité du bail, et déterminer sa valeur. Car si la valeur du bail dépasse le taux exigé, un simple jugement d'incompétence conduira l'affaire au tribunal civil ; si la valeur rentre dans les limites de sa compétence, le juge de paix statuera immédiatement sur le fond.

Car ce que le juge de paix fera, c'est une simple constatation ; il ne créera pas un état de droit ; il

(1) BOURBEAU, p. 255, n° 141 ; DHUET, *Traité de la nouvelle compétence des juges de paix*, p. 30.

déclarera seulement que le bail existe ou n'existe pas. Pourquoi ne pas considérer cet incident comme une simple exception que le juge de l'action a, en principe, le droit de résoudre ?

Quoi qu'il en soit, on devrait, législativement si certains le croient nécessaire, attribuer compétence au juge de paix d'autant mieux qu'il apprécie déjà de nombreuses demandes en validité. A un autre égard, la jurisprudence a rétréci, comme à plaisir, la compétence du juge de paix dans le domaine de l'article 3, en décidant que jamais le juge de paix n'est juge de l'exception au cas de contestation sur le titre (1) et qu'il ne peut même pas apprécier la durée et l'étendue des clauses du bail, ce qui est absolument inadmissible puisque le prix du loyer est connu et hors de contestation (2).

La Cour de cassation y pose encore en principe « que le juge de paix est incompétent pour connaître des questions qui ne peuvent se résoudre que par l'interprétation d'un bail ».

A plus forte raison le juge de paix ne pourrait-il pas apprécier la validité de ce bail puisqu'il ne peut en analyser une des dispositions. Aussi la proposition de M. Maillard permettant au juge de paix l'interprétation des clauses des contrats, serait-elle ici spécialement désirable.

(1) DHUET, *op. cit.*, p. 30.

(2) Voir Trib. civ. Seine, 18 nov. 1911. *Gaz. Trib.*, 1911, n° sem. II, 455 ; Cass., 9 nov. 1921 (DHUET, p. 17) dans les *Annales des juges de paix*, 1922, p. 67 ; Cass., 2 janv. 1924, *Revue loyers*, 1924.

Il nous reste à examiner, non plus dans leur ensemble, mais en particulier, les inconvénients qui résultent de certaines dispositions contenues dans l'article 3.

Parmi les actions résultant des créances qui précèdent du bail, certaines d'entre elles ne sont attribuées au juge de paix que dans la limite de l'article 1^{er} ; par exemple : la créance du bailleur pour les avances au fermier. Il faudrait donc autant que possible grouper au sein de la justice de paix, ces actions qui sont de la même famille et unifier ainsi la compétence.

§ 3. — *Des affaires de bail hors de la compétence du juge de paix.*

Le juge de paix connaît, dans la mesure de l'article 3, d'un certain nombre de demandes en résiliation de baux ; sans doute, la liste a été allongée en 1905, mais elle n'est pas encore complète ; n'y figurent pas notamment : la résiliation provenant de la privation de logement, par suite de grosses réparations, de la destruction partielle de la chose louée, l'emploi de la chose louée à un usage auquel elle n'était pas destinée, ou l'abus de jouissance (1) et l'abandon de la culture (2).

Cette dualité de compétences pour ces différentes actions s'explique assez mal ; il serait souhaitable de

(1) MOREL, *Traité élémentaire de proc. civile*, p. 257, cit. Paris févr. 1931. *Gaz. Pal.*, 22 avril.

(2) Cf. BONNEFOY, p. 39.

grouper toutes ces affaires de résiliation de baux sous une compétence commune.

M. Jean Maillard (1) a déjà réclamé la compétence du juge de paix pour les litiges ayant trait à une cause quelconque de résiliation. Il faudrait aussi y joindre les affaires qui nécessitent l'intervention d'un tiers. Très longtemps on a craint l'incapacité du juge de paix pour régler de semblables questions. Mais le bon fonctionnement des lois sur les saisies-arrêts qui font partie depuis 1895 de la compétence du juge de paix et où les tiers apparaissent, montre qu'il n'y a rien à craindre sur ce point (loi du 12 janvier 1895, loi du 27 juillet 1921, loi des 4 et 24 août 1930). Cette remarque s'applique aussi à la saisie-gagerie et à la saisie-revendication ; là encore on a réservé les cas où il pouvait y avoir contestation de la part d'un tiers ; cette exception crée un inconvénient indésirable en retardant la marche de l'affaire, dès que l'incident se produit ; cet inconvénient se révèle particulièrement fréquent dans la saisie-revendication où presque toujours il y a contestation de la part d'un tiers (2). L'article 3 a prévu la saisie-gagerie et la saisie-revendication ; l'article 13 de la loi de 1905 donne compétence au juge de paix pour les saisies foraines. Mais il est encore d'autres saisies, sur lesquelles la loi de 1905 ne s'est pas expliquée et ce

(1) Documents parlementaires de la Ch. des députés, 12^e législature, 1923, session ordinaire, 2^e séance, 25 mai 1923, t. I, p. 903, annexe n^o 6056.

(2) BONNEFOY, p. 42 ; LANCIEN, loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix, p. 141.

silence fait supposer à juste titre qu'elles ne seraient point de la compétence du juge de paix. Il en est ainsi de la saisie-brandon. Aucune raison n'autorise à traiter cette saisie d'une façon distincte des autres ; un alinéa pourrait la faire figurer parmi la compétence du juge de paix.

Tels sont les inconvénients à signaler dans l'article 3.

Examinons à présent quelles remarques appellent les matières de l'article 4 de la loi de 1905 :

Pour le seul intérêt historique, disons que les actions en indemnités pour non jouissance provenant du fait du propriétaire et pour dégradations avaient été portées à la justice de paix en premier ressort jusqu'à quelque valeur que la demande puisse s'élever, lors de la loi de 1790. En 1838, par suite d'un motif difficile à justifier, on avait réduit la compétence à 1.500 fr. La loi de 1905 a corrigé cette anomalie en rétablissant le premier ressort au taux choisi en 1790 et qu'on n'aurait jamais dû modifier (1).

La loi de 1905 a fort heureusement mis en ordre un certain nombre d'incohérences et redressé plusieurs points défectueux qui semblent être l'apanage de la législation chaque fois qu'il s'agit de baux. C'est ainsi qu'on a pris soin de grouper plusieurs chefs de compétence dispersés en 1838. Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi de 1838 sur les répa-

(1) BOURBEAU, *op. cit.*, p. 227, note 1.

rations locatives qui voisinait avec les dommages aux champs et les contestations relatives au contrat de travail a repris la place qu'il devait occuper en devenant un paragraphe de l'article 4 de la loi de 1905. Cette solution excellente permet de voir plus clair dans les attributions du juge de paix grâce au groupement dans un article des affaires se rapportant à la location des immeubles.

La loi de 1838 avait cru bon de restreindre la compétence du juge de paix aux seules réparations locatives « mises par la loi à la charge du locataire » excluant ainsi les réparations dues en vertu d'une clause d'un bail. C'était la manifestation d'une phobie, très caractérisée à l'époque, et dont nous ne sommes point encore débarrassés, selon laquelle le juge de paix ne pouvait jamais apprécier les clauses d'un bail et leur validité.

La loi de 1905 a supprimé le membre de phrase « mises par la loi à la charge du locataire » et maintenant la compétence du juge de paix est adoptée, même s'il s'agit de réparations locatives conventionnelles, entendues au sens le plus large (1). Il demeure compétent, bien entendu, si c'est la loi qui a mis les réparations locatives à charge du locataire. Mais, encore maintenant, si le bailleur prétend que le bail ne lui impose pas les réparations, le juge de paix est obligé de surseoir jusqu'à ce que cette question soit tranchée par le tribunal civil (2).

(1) *Contra* : PABON, *Traité des justices de paix*, n° 3856.

(2) BONNEFOY, *op. cit.*, p. 48 ; GRUPPI et BRICOUT, *op. cit.*, p. 73.

Une autre anomalie de la loi de 1838 consistait dans la distinction de traitement qu'on avait accordé en premier ressort aux réparations locatives et aux dégradations ; le juge de paix sur ce chapitre des dégradations était compétent jusqu'à 1.500 fr. (art. 4, 2^o loi du 25 mai 1838) seulement ; en ce qui concerne les réparations locatives, sa compétence était illimitée. Cette distinction propice à de nombreux conflits sur les qualifications, de nature à faire traîner en longueur des choses très simples, et à multiplier en artifices de langage les incompétences, chez celui qui voulait gagner du temps, grâce à la procédure, a été heureusement abolie par la loi de 1905, qui, en réunissant les deux vocables dans son article 4, a donné au juge de paix compétence illimitée en premier ressort dans ces matières.

Ces remarques, faites pour être complet, abordons le fond du sujet.

Si on a déjà amélioré certains points défectueux dans les affaires de bail, on n'a pas encore abouti à une solution entièrement satisfaisante, tant s'en faut. Les rectifications, qui ont du bon, n'ont été que fragmentaires, même en 1905 où l'on a mis beaucoup de bonne volonté, mais seulement pour supprimer ce qui choquait le plus.

Aussi nous n'en avons pas encore fini avec cette question épineuse.

§ 4. — *La non-jouissance et le trouble de jouissance.*

Doit-on tout d'abord faire une distinction entre la non-jouissance et le trouble de jouissance? Il faut penser que le trouble de jouissance n'est qu'une non-jouissance partielle (1); il est donc désirable que le juge de paix en connaisse.

En 1905, on a bien rendu au juge de paix la compétence à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, en ce qui concerne les indemnités pour non-jouissance, mais on n'a pas supprimé deux conditions dont la seconde aboutissait souvent à paralyser l'action en justice de paix : il est nécessaire, en effet, d'une part que la non-jouissance du locataire provienne du fait du propriétaire ; d'autre part, que le droit à indemnité ne soit pas contesté.

La première condition s'explique très bien : si le trouble de jouissance vient d'un tiers, le juge de paix n'est plus compétent, dans le domaine des affaires de baux ; ou bien le tiers n'est qu'un fâcheux qui ne prétend point à la propriété : le juge de paix sera compétent dans la mesure de l'article 1^{er} pour les dommages et intérêts ; ou, s'il s'agit de dommages aux champs, dans la limite de l'article 5 ; dans la plupart des cas, on retombe dans le domaine des actions possessoires. Ou bien, le tiers prétend à la propriété ou à un droit et, s'il a raison, le contrat va être modifié ; en réalité l'affaire de bail est dépassée par la question de

(1) GLASSON, *op. cit.*, 3^e éd., t. 2, p. 75 ; DHUET, *Traité de la nouvelle compétence des juges de paix*, p. 38.

propriété où le locataire privé de jouissance peut intervenir sans même pour cela introduire lui-même l'action (on lui a parfois reconnu ce droit : arrêt de la Cour de Montpellier, 2 févr. 1849. D. 49.1.158) (1).

Ici, c'est la situation des parties qui est en cause ; le bail est-il valable ; est-ce le propriétaire qui l'a consenti ? On retombe alors dans un autre ordre d'idées dont nous avons parlé à l'occasion de l'article 3 : l'appréciation de la validité du contrat ; nous avons dit qu'il faudrait que le juge de paix puisse en connaître ; mais alors c'est la question générale qui se pose et nous n'avons pas à la traiter ici de nouveau. La limitation de compétence occasionnée par la seconde réserve : « lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté », est inacceptable ; on a montré que si cette restriction avait été adoptée, ce n'est pas parce que cet incident aurait rendu la demande illimitée, puisque depuis la loi de 1905, en effet, la compétence, comme de 1790 à 1838, est devenue illimitée ; ce n'est pas non plus parce que la contestation soulèverait une question incidente ou préjudicielle (c'est une simple défense), mais simplement parce qu'on n'avait pas voulu accorder au juge de paix une compétence un peu étendue sur un objet relativement délicat.

Cette raison, défendable en 1838, ne l'est plus actuellement. Dans les conditions actuelles du recrutement des magistrats cantonaux, on peut sans crainte

(1) BOURBEAU, *op. cit.*, p. 677, n° 404.

laisser le juge de paix résoudre de telles questions ; il en tranche souvent de plus difficiles. Sans doute, la jurisprudence exige que la contestation du droit à indemnité soit sérieuse et n'accepte pas qu'on en fasse un moyen dilatoire. Il faut que ce soit le juge de paix lui-même qui reconnaisse qu'une contestation existe sur le droit à indemnité ; il ne suffit pas qu'un des plaideurs l'allègue (Cass., 11 avril 1860. S. 1860. 1.735).

Malgré tout, il vaudrait mieux maintenant donner au juge de paix le pouvoir de statuer sur le droit à indemnité ; on éviterait ainsi, en supprimant cette restriction « si le droit à indemnité est contesté » la lenteur et les frais rendus inévitables par l'envoi au tribunal civil et par le retour après solution de la question préjudicielle et sans que pour cela le bon droit soit susceptible d'en souffrir. Il y a là une complication devenue inutile. La proposition, déjà citée, de M. Maillard réclamait la suppression de cette condition.

§ 5. — *Pertes causées par incendie ou inondation.*

Pour en terminer avec l'article 4, il faut encore signaler que le juge de paix ne connaît des pertes causées par incendie ou inondation que jusqu'à 3.000 fr., taux de l'article 1^{er} de la loi de 1905.

On peut tenir ici le même raisonnement qu'en ce qui concerne la non jouissance des lieux lorsque le droit à une indemnité est contesté ; le juge de paix

est maintenant capable d'apprécier convenablement le dommage causé. Les plus timorés se rassureront à la pensée qu'il y a d'ailleurs toujours possibilité de faire appel au-delà de 1.000 fr. ; en cette matière, le juge de paix est près des lieux litigieux et les expertises courantes dans ce genre d'affaires auront toutes chances d'être plus exactes, puisqu'elles seront faites plus vite ; il faut donc donner au juge de paix, pour les dégradations et pertes provenant d'incendie ou d'inondation, une compétence analogue à celle qu'il possède pour les autres dégradations.

Nous en avons ainsi terminé avec cette série un peu insidieuse d'inconvénients amoncelés dans les affaires de bail.

SECTION VII

Pensions alimentaires.

Nous arrivons maintenant aux affaires de l'article 7 de la loi de 1905.

Il y avait plusieurs excellentes raisons d'attribuer au juge de paix la connaissance des demandes de pension alimentaire. D'abord, par hypothèse, celui qui demande la pension alimentaire est dénué de ressources, il est pressé d'en obtenir ; la justice de paix sert son désir d'avoir gain de cause rapidement. Ensuite (cette raison était vraie dans une plus grande mesure autrefois qu'aujourd'hui), le juge de paix vivait très près du plaideur et mieux qu'un juge peu averti, pouvait apprécier à la mesure nécessaire et

les besoins et les ressources des plaideurs. Enfin, les frais sont moins élevés qu'au tribunal de première instance. On a voulu y trouver encore un avantage : celui de donner le moins de retentissement à l'affaire, de causer le moins de scandale, en comptant sur le caractère paternel de la justice de paix : à ce point de vue malheureusement, je ne crois pas que la justice de paix constitue un avantage ; l'affaire causera au contraire plus de scandale dans un petit pays, par exemple, que dans le tribunal d'une grande ville où elle serait passée inaperçue. Le meilleur moyen serait peut-être à cet égard celui qui est préconisé par M. Jean Maillard (1) qui réclame le huis clos pour l'instruction et les plaidoiries des affaires de pensions alimentaires ; seul le jugement serait publié.

D'autre part, la comparution personnelle, si utile dans des situations comme celles-ci, se trouve grandement facilitée ; les avantages, somme toute, priment assez nettement les inconvénients dans cette balance pour qu'on porte ces litiges en justice de paix.

Le juge de paix est compétent à charge d'appel, c'est-à-dire qu'il est compétent en premier ressort quel que soit le chiffre de la demande.

Mais voici que des limitations interviennent, et avec elles certains inconvénients.

(1) Documents parlementaires, Ch. des députés, 12^e législ., 1923, session ordinaire, 2^e séance du 25 mai 1923, t. I, p. 903, n^o 6056.

§ 1. — *Taux de la compétence.*

En 1838, la compétence du juge de paix, qu'on eut bien du mal à établir, fut accordée à la condition que la pension n'excéderait pas 150 fr. par an. En 1905 le taux fut heureusement unifié au chiffre de 600 fr., se trouvant ainsi en harmonie avec la compétence générale. La même symétrie fut conservée par la loi du 1^{er} janvier 1926, avec le chiffre de 1.500 fr.

Comme pour d'autres chefs de compétence déjà signalés (art. 2, art. 3) le décret du 5 novembre 1926 a omis, par inadvertance encore, de modifier l'article 7 de la loi de 1905. Comme en matière de conflits entre bailleurs et locataires, la même question, traitée déjà, s'est posée : faut-il considérer le conflit comme personnel et mobilier, si la pension dépasse le chiffre de 3.000 fr. par an ? Oui, certes, ici, encore à la différence des conflits entre hôteliers, voituriers, etc. et leurs clients, il n'y a pas une seule mesure de compétence, mais deux et l'une n'empêche pas l'autre de fonctionner.

Sont donc de la compétence de l'article 7, les pensions alimentaires de 1.500 fr. au plus par an, quel que soit le chiffre de la demande ; sont de la compétence du juge de paix en vertu de l'article 1^{er}, les demandes n'excédant pas 3.000 fr., indépendamment du montant annuel de la pension.

Il n'en demeure pas moins que lorsque la demande dépasse 3.000 fr. le juge de paix n'est compétent que

si la pension n'excède pas 1.500 fr. par an. Il est nécessaire de réajuster au moins à 3.000 fr. le montant annuel de la pension. Si l'on examine que 3.000 fr. par an font une pension de 250 fr. par mois, c'est-à-dire de 8,25 par jour environ, on doit reconnaître qu'il s'agit d'un litige d'une valeur assez médiocre en soi et, bien au contraire, on a déjà proposé de relever le taux dans une proportion beaucoup plus considérable.

M. Maillard (1) a demandé qu'aucune limitation en premier ressort n'empêche le juge de paix de décider sur les pensions alimentaires.

Ce régime fonctionne dans les limites de ce projet en Alsace et Lorraine (2).

Revenant à un projet plus modeste, M. Ed. Blondel a demandé (3) qu'on porte la compétence du juge de paix à 3.000 fr. Cette proposition aurait mérité d'être prise en considération, mais rien n'a encore été fait (4).

§ 2. — *Pensions alimentaires*
dont le juge de paix ne connaît pas.

Le chiffre annuel supérieur à 1.500 fr. n'est pas le seul obstacle à l'exercice de la demande en pension alimentaire devant le juge de paix. En effet toutes les

(1) Documents parlementaires, *loc. cit.*

(2) EISENZIMMER, p. 206.

(3) Doc. parl. Chambre : annexe 5799, 2^e séance, session extra, 3 décembre 1931, p. 295.

(4) *Revue trimestrielle*, 1932, p. 320.

pensions alimentaires ne ressortissent pas de sa compétence.

On a limité ces cas en 1838 aux articles 205, 206 et 207 du Code civil. Depuis cette époque on n'a pour ainsi dire pas étendu aux autres cas de pensions alimentaires la compétence qualitative du juge de paix ; c'est tout à fait regrettable, car cette limitation, qui n'a jamais été justifiée, n'a plus aucune bonne raison de subsister. Tout au plus faut-il citer la loi du 13 juillet 1907, articles 7 et 9 qui attribue au juge de paix le pouvoir d'autoriser la saisie-arrêt sur les gains de l'époux qui ne contribue pas aux charges du ménage et même de le condamner à payer (trib. civ. Seine, 4 février 1931. D. 1931.2.63) soit que ce pouvoir soit accordé directement par l'article 7 ou indirectement par l'article 9 de la loi (1).

Cette disposition exceptionnelle semble bien d'ailleurs accorder au juge de paix une compétence illimitée et ne pas suivre les règles de l'article 7 de la loi de 1905 puisqu'elle est basée sur l'article 212 du Code civil.

Il faut encore donner compétence en premier ressort au juge de paix pour les pensions alimentaires entre l'adoptant et l'adopté (art. 356 du Code civil) ; entre donateur et donataire (art. 955 Code civil) pour les pensions dérivant d'un contrat ou d'un testament ; dans ces deux derniers cas, on a pu craindre longtemps que le juge de paix étant obligé d'apprécier les dona-

(1) V. la note de M. Henri LALOU sous ce jugement, même référence, note 1.

tions, le contrat ou le testament, ne fût point à la hauteur de ces attributions. Cette crainte n'est plus guère fondée maintenant.

Il faudrait encore donner compétence au juge de paix pour le paiement de la pension de l'article 301, tout en réservant les cas de connexité avec la procédure du divorce, car alors il est plus avantageux de laisser compétence au tribunal civil qui connaît déjà de l'affaire; de même pour la pension de l'article 212. Remarquons à cet égard qu'un pas a déjà été fait dans cette voie au cas de saisie-arrêt (1).

§ 3. — *La part contributive aux charges du ménage.*

En vertu de la loi du 13 juillet 1907, article 7, nous venons de le dire incidemment, un époux peut saisir-arrêter et toucher une part du salaire de l'autre époux qui se dérobe aux charges du ménage. C'est le juge de paix qui autorise la saisie-arrêt et c'est lui qui fixe la part contributive.

Seulement, avec la loi de 1907, on se heurte à un certain nombre de conditions qui restreignent la compétence du juge de paix (2), laquelle se trouve somme toute assez limitée.

Cela demeure un essai timide qui ouvre les possibilités d'une extension plus considérable.

(1) GLASSON, TISSIER et MOREL, *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire de compétence et de proc. civ.*, 3^e éd., t. 4, p. 354, n^o 1162.

(2) *Op. cit.*, p. 355.

SECTION VIII

**Actions immobilières.
pétitoires et possessoires.**

Vous abordons maintenant une question très importante qui a donné lieu à de nombreuses controverses et qui partage encore aujourd'hui la doctrine. Pourquoi n'attribue-t-on pas au juge de paix compétence pour les actions immobilières pétitoires ? Cette question, posée en ces termes, nous la retrouverons dans la troisième partie de cette étude lorsque nous proposerons les solutions à recommander en législation. Je voudrais simplement ici faire remarquer les inconvénients qui résultent d'une part de ce fait que le pétitoire échappe à la compétence du juge de paix qui ne peut examiner les titres de propriété ou statuer sur les servitudes ; d'autre part, de ce fait que le pétitoire et le possessoire ne sont pas soumis à la compétence du même tribunal.

Les actions possessoires, dès 1790, ont été attribuées au juge de paix, en premier ressort, sans limitation, et en dernier ressort jusqu'à 50 fr. La loi de 1838 a supprimé le dernier ressort ; en ces matières, le juge de paix ne statue donc qu'à charge d'appel. Or, c'était donner aux juges de paix compétence sur des matières infiniment délicates parfois très importantes. C'est qu'on a voulu faire trancher rapidement un état de choses qui menaçait plus ou moins la paix

publique ; de plus, le juge de paix était, tout près des lieux litigieux, mieux placé que quiconque pour se rendre bien compte de la situation ; enfin, la possession était un état de fait, il n'y avait pas à apprécier les titres.

Néanmoins cette séparation du possessoire et du pétitoire est la cause d'un certain nombre d'inconvénients.

§ 1. — *L'incompétence sur la propriété
et sur les servitudes.*

Le pétitoire échappe au juge de paix.

Cet inconvénient se révèle à plusieurs reprises, à peu près toujours dans les mêmes conditions, toutes les fois qu'il s'agit, dans les lois organiques, comme dans les lois spéciales, d'apprécier la question de propriété ou de servitude, par le seul fait d'une contestation du défendeur à ce sujet.

Le juge de paix n'est compétent pour statuer sur les dommages occasionnés aux champs, fruits ou récoltes ou pour faire un bornage que si un droit de propriété ou de servitude n'est pas en jeu (1) ; cette restriction est la porte ouverte au retard gênant ; pourtant on exige que la contestation soit sérieuse (2), ce qui, du moins, supprime l'obstruction systématique.

Cette incompétence se révèle dans les demandes d'élagage d'arbres ou de haies, ou de curage des

(1) Cass. civ., 26 mai 1908. S. 1908.1.344.

(2) Cass., 20 juin 1908. S. 1908.1.448 et les références aux arrêts antérieurs.

fossés, affaires peu importantes ; par exemple lorsque le défendeur se prévaut d'une servitude, d'un titre ou de la destination du père de famille, le juge peut régler les questions de possession de servitude d'enclave, mais il ne peut statuer sur la question de savoir quel est le trajet le plus court ou le moins dommageable, ou quel est le chiffre de l'indemnité à fixer.

Le juge de paix est encore incompétent lorsque la question de propriété et de servitude est soulevée au sujet d'une contestation sur l'entretien ou la viabilité des chemins d'exploitation (Code rural, art. 36).

On n'a pas cependant été bien longtemps sans apercevoir combien ces questions préjudicielles étaient nuisibles : aussi, dans des circonstances matérielles analogues, deux lois, celle du 10 juin 1854, article 5, sur le drainage, et celle du 21 juin 1865, titre III, article 19 sur l'établissement de servitudes, ont reconnu l'erreur en accordant au juge de paix une compétence pétitoire (1).

§ 2. — *La séparation du possessoire et du pétitoire s'impose-t-elle ?*

Le pétitoire et le possessoire n'ont pas toujours été des actions séparées : l'interdiction du cumul n'existait ni dans le droit romain, ni dans le droit canonique (2). C'est une ordonnance de 1535 qui a enjoint de procéder en deux instances séparées.

(1) V. GAREAU, *Le Moniteur*, 11 mai 1854, p. 518.

(2) BOURBEAU, *op. cit.*, p. 679, n. 405.

C'est cette coutume qui amena à donner compétence à des tribunaux différents puisque les instances pétitoire et possessoire ne pouvaient pas être réunies.

Mais il y a de multiples inconvénients à séparer le pétitoire du possessoire.

D'abord certaines règles sont imposées aux parties (art. 26 du Code de procédure). Le demandeur au pétitoire ne peut plus intenter une action au possessoire, ce qui est normal ; le défendeur au pétitoire peut se pourvoir au possessoire. Mais à l'inverse et ceci peut être préjudiciable, le défendeur au possessoire ne peut intenter une action au pétitoire que lorsque le possessoire est réglé. Cette manière de procéder peut être quelquefois détestable : imaginons que le défendeur au possessoire, condamné, doive démolir, par exemple, des travaux qui ont été faits par lui alors qu'il a en mains les titres de propriété. Il ne peut obtenir le maintien de ces travaux qu'il pense avoir eu le droit de faire, puisqu'il sait qu'il est propriétaire, mais il ne peut faire valoir ces titres au pétitoire avant que le possessoire soit réglé.

Les difficultés les plus ardues se présentent au cas de précarité de la possession : qu'il nous suffise de signaler ces inconvénients, il n'est pas possible dans cette étude générale d'analyser chaque difficulté.

Disons simplement que le juge est quelquefois obligé de consulter les titres, ne serait-ce que pour apprécier la précarité. Remarquons, en passant, que si le titre est contesté, c'est encore une occasion de retard pour résoudre le litige, puisque dans la légis-

lation actuelle le juge de paix n'est pas compétent pour en apprécier la validité.

Bref, dans ces actions possessoires, il est si épineux de se cantonner dans les limites de la compétence que Bourbeau a pu dire (p. 693) : « C'est principalement « dans ces hypothèses diverses que les difficultés se « multiplient, et que le pouvoir attribué au juge de « paix semble inconciliable avec la règle qui lui défend « de cumuler le possessoire et le pétitoire. »

C'est ainsi que le juge de paix doit refuser de se baser sur les titres parce qu'il en découlerait la preuve de la propriété.

On voit combien tout ceci est subtil : il semble véritablement singulier qu'en 1790, en 1838 et en 1905, on ait été aussi exigeant pour l'attribution de la connaissance de certaines affaires, alors que toutes les actions possessoires étaient du ressort des juges de paix sans cumul possible avec les actions pétitoires.

SECTION IX

Paiement de droits de place.

L'article 7,5^o, de la loi de 1905 a donné aux juges de paix compétence pour les demandes en paiement de droits de place perçus par les communes ou leurs concessionnaires. Mais s'il survient une contestation sur l'interprétation du texte servant de base à la poursuite, c'est le tribunal civil qui devra régler cette question préjudicielle (tribunal civil de la Seine, 30 janvier 1911. *Gaz. des tribunaux*, 5 mars 1911).

remarque que nous avons à faire ici n'est pas particulière aux distributions par voie de contribution. Comme dans les affaires de bail, on n'a pas voulu laisser le juge de paix régler la contestation sur les titres.

On voit que, pour des litiges de si faible importance, le juge de paix devrait statuer sur les exceptions et les contestations soulevées par les parties.

On ne saurait se borner à indiquer les inconvénients qui résultent des lois organiques de la justice de paix.

Il faut encore remarquer les anomalies contenues dans un certain nombre de lois spéciales.

SECTION XI

Dommages causés par le gibier.

La loi du 19 avril 1901, article 1^{er}, non modifiée depuis, sur les indemnités provenant des dommages causés par le gibier, limite la compétence en dernier ressort à 300 fr. ; le chiffre aurait dû suivre la progression de la compétence générale et être rajusté à 1.000 fr. L'état actuel est d'autant plus anormal que le chiffre du dernier ressort est fixé à 1.000 fr., si le gibier dont il s'agit se trouve être le lapin de garenne (art. 2 de la loi du 10 mars 1930).

On ne peut d'ailleurs emprunter par analogie le raisonnement qu'on emploie quand il s'agit de l'article 3 de la loi de 1905 et estimer que, si le législateur a oublié, en 1926, de modifier le chiffre de com-

pétence de la loi spéciale, il soit possible de faire régir ces actions comme de simples actions personnelles et mobilières rentrant en conséquence dans le cadre de l'article 1^{er} de la loi de 1905 modifiée en 1926.

Un très grand nombre d'arrêts de la Cour de cassation ont résolu le problème d'une manière indubitable.

Aux termes d'un arrêt de principe de la Chambre criminelle du 8 novembre 1918 (S. 1920.1.377) « l'abrogation d'une loi ne peut résulter que d'un texte « nouveau la prononçant en termes formels, ou au « moins de dispositions légales inconciliables avec la « législation antérieure ». Aussi l'appel est-il toujours possible au-dessus de 300 fr. (1).

SECTION XII

La vente des engrais.

La loi du 8 juillet 1907 sur la vente des engrais apparaît avec un traitement absolument semblable. La compétence, en premier ressort, est illimitée ; mais l'affaire n'est jugée sans appel que jusqu'à 300 fr. Il faut porter le dernier ressort à 1.000 fr.

SECTION XIII

Réquisitions militaires.

On peut enfin signaler le même inconvénient et aussi la même fermeté de la jurisprudence à l'égard

(1) Trib. civ. d'Alençon, 19 mai 1931. *Gaz. Pal.*, 11 juillet 1931.

des indemnités réclamées pour les dommages causés par les réquisitions militaires ; mais ici l'observation porte sur le premier comme sur le dernier ressort.

La loi du 3 juillet 1877, on le sait, accorde au juge de paix compétence jusqu'à 200 fr. en dernier ressort et 1.500 fr. à charge d'appel.

La Cour de cassation, le 21 février 1923 (S. 1923.1.272), a été appelée à statuer sur la validité d'un appel formé, et les motifs de l'arrêt étaient complètement le raisonnement que nous avons proposé. « Attendu que l'article 26 (de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires) attribue compétence aux juges de paix pour statuer en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 fr. inclusivement, et en premier ressort jusqu'à 1.500 fr. inclusivement, sur les indemnités pouvant être dues aux habitants ou aux communes, à la suite de réquisitions militaires ; que la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix n'a pas expressément dérogé à la compétence instituée par cette loi spéciale ; qu'il s'ensuit que cette compétence demeure applicable aux litiges taxativement prévus par la loi du 3 juillet 1877. « Attendu que pour refuser de connaître de l'appel formé par le représentant de l'autorité militaire d'une décision de la justice de paix de Salles-Civran, qui l'avait condamné à payer, pour indemnité de réquisition la somme de 244 fr. 75, le jugement attaqué se fonde sur ce que le litige rentrerait par son chiffre dans la compétence en dernier ressort du juge de paix, en vertu de la loi du 12 juillet 1905

« dont les dispositions générales auraient dérogé aux
« règles spéciales de compétence édictées par l'article 26
« de la loi du 3 juillet 1877. Mais attendu que la déci-
« sion était susceptible d'appel dès qu'elle portait sur
« un litige supérieur à 200 fr. ; qu'en décidant comme
« il l'a fait le jugement attaqué a violé le texte visé au
« moyen ».

Cette question est donc bien éclairée ; on ne peut par conséquent invoquer l'article 1^{er} de la loi de 1905 ; l'anomalie n'en est pas moins choquante, mais c'est en législation et non en jurisprudence que la critique est adressée ; il faut donc modifier la loi du 3 juillet 1877, au moins dans la mesure du décret du 5 novembre 1926.

SECTION XIX

Les baux à colonat partiaire.

Pour que le juge de paix puisse connaître des comptes de baux à colonat partiaire selon la loi du 18 juillet 1889, il ne faut pas que le bail soit contesté.

Comme dans les hypothèses générales prévues par la loi de 1905, ici encore la suppression de cette condition, pour les mêmes raisons, doit se réaliser.

Tels sont les inconvénients qui rendent délicate l'appréciation de la compétence du juge de paix pour les plaideurs ; de là vient aussi pour le juge lui-même une gêne inutile et à peu près injustifiable qui doit être supprimée.

TROISIÈME PARTIE

Les solutions à recommander.

Après avoir signalé les inconvénients qui étaient la conséquence d'une compétence morcelée à l'excès, nous nous proposons d'examiner un certain nombre de solutions qui, s'inspirant du désir d'unifier la compétence des juges de paix, paraissent recommandables.

Déjà, en passant en revue toute la suite des inconvénients, la solution à donner s'est découverte d'elle-même ; il suffit de prendre le contrepied de l'inconvénient signalé. Aussi n'y a-t-il pas lieu de revenir sur ces solutions-là.

Cependant, dans d'autre cas, il n'y a pas seulement des situations malencontreuses à redresser, il y a une compétence à créer. Certains chefs de compétence pourraient être attribués au juge de paix, pour des raisons de commodité, de rapidité, de simplicité et d'économie de frais, raisons déjà maintes fois rappelées. Ces chefs de compétence, à l'heure actuelle, ne font pas partie de la compétence des juges de paix, mais leur solution gagnerait à leur être livrée.

C'est cet ensemble de nouvelles attributions qu'il nous faut dégager maintenant.

Mais si, en législation, certaines réformes s'imposent ou sont simplement désirables, il ne faut pas non plus perdre de vue les moyens mis actuellement à la disposition de la justice de paix pour faire triompher les solutions les plus équitables et utiliser les procédés les plus propres à son but. Il faudra donc remettre en lumière certaines pratiques indiquées par le Code de procédure civile ou d'autres textes, et qui tendent à tomber en désuétude alors qu'elles pourraient sans doute rendre encore des services appréciables.

Comme pour l'unification de la compétence et à plus forte raison, certains s'étonneront sur le chapitre de l'extension qu'on cherche à modifier les attributions du juge de paix.

Mais il faut rappeler l'évolution du juge de paix. La force des choses, les besoins en ont fait un personnage très différent du tableau irréalisable qu'on en traçait en 1789. Le juge de paix a la connaissance des contestations qui nécessitent un dénouement rapide ou dont la solution est facile. Mais on a vu que la capacité personnelle du juge doit à l'heure actuelle lui permettre de régler, dans les affaires qui sont portées devant lui, certains points connexes, qui lui échappent actuellement et constituent des questions préjudicielles. Trop souvent le renvoi devant un autre tribunal est commandé plus par les exigences du Code de procédure que par une réelle nécessité ;

il faut, dans la mesure du possible, éviter de retarder inutilement un procès déjà engagé et de faire supporter aux plaideurs les frais d'une instance devant deux tribunaux quand l'affaire peut être jugée d'une manière satisfaisante par un seul.

Pourquoi, dans ces conditions, et pour les mêmes motifs, ne pas attribuer au juge de paix la connaissance d'affaires un peu plus délicates, si la rapidité y gagne, si l'intérêt des plaideurs n'en est pas lésé pour cela ? Qu'on se rappelle aussi que la loi du 22 décembre 1915 soumet au contrôle de la Cour de cassation toutes les affaires du ressort de la justice de paix.

Ce n'est pas qu'il faille craindre plus qu'avant des sentences défectueuses, ignorantes ou tendancieuses, bien au contraire, mais ce recours toujours ouvert est une garantie de plus pour les plaideurs et doit calmer les esprits inquiets à la pensée d'une nouvelle extension. Enfin, nous verrons qu'on exige déjà maintenant des conditions très sérieuses pour être juge de paix.

Allant plus loin, et voulant accélérer cette transformation, diverses suggestions ont été émises et notamment la proposition de M. Escoffier à la Chambre des députés (1) qui fut reprise sensiblement dans les mêmes termes au Sénat par M. Fouilloux (2). Nous

(1) Doc. parl. Chambre, 13^e législature, 1927, session extraord., 2^e séance du 9 déc. 1927, p. 392.

(2) Doc. Parl. Sénat, 13^e législature, 1927, séance du 24 déc. 1927, p. 753.

aurons l'occasion d'indiquer à leur place chacun des termes de cette proposition.

Mais une remarque d'ensemble est d'abord nécessaire ; il faut tenir compte d'un fait important en cette matière : le rétablissement par les lois du 22 août 1929 et du 16 juillet 1930, de presque tous les tribunaux supprimés par le décret du 3 septembre 1926.

Il est certain qu'en 1927 des réformes plus hardies pouvaient être entreprises, et telle proposition alors soutenable ne pourrait plus être présentée dans les circonstances actuelles.

Malgré tout, ces idées émises doivent être rappelées ; elles peuvent être reprises et aboutir dans un avenir plus ou moins lointain.

Qu'on ne nous reproche point d'indiquer une série de mesures, qui, prises ensemble peuvent paraître incompatibles les unes avec les autres, ou dont les unes sembleront inutiles si d'autres sont adoptées. On se borne à développer ici un ensemble de suggestions. Les plans harmonieux qu'on dresse sont souvent trompeurs, parce qu'ils sont rebelles aux modifications. Or, l'expérience a montré que c'est bien rarement, avec les habitudes parlementaires, qu'on parvient à faire adopter une loi dans son ensemble : il faut bien ensuite tout de même s'intéresser aux solutions de détail au cas où le plan d'ensemble ne serait pas retenu.

CHAPITRE I

LE RETOUR AUX PRATIQUES TOMBÉES EN DÉSUÉTUDE ET LEUR UTILISATION PLUS FRÉQUENTE

Il faut insister tout d'abord sur certaines mesures qui s'appliquent à toutes les affaires portées en justice de paix ; certaines de ces mesures font déjà partie des lois positives, mais ont perdu une partie de leur importance ; les autres sont mal organisées ou ne présentent encore qu'un développement insuffisant.

A cet égard, il faut citer la conciliation, la comparution personnelle et la possibilité de faire appel.

SECTION I

La conciliation.

Il est inutile de reprendre à nouveau les remarques que nous avons faites à propos de la grande conciliation ; nous avons vu dans notre première partie que la grande conciliation est vouée à l'échec parce que le conciliateur n'est pas en même temps juge de l'affaire.

En ce qui concerne, en particulier, la petite conci-

liation qui seule doit actuellement nous retenir, l'organisation n'est pas entièrement heureuse. Ici le conciliateur est bien juge. Mais le vice réside dans le fait que la conciliation est placée tout à fait au début de l'instance. Cette affirmation peut sembler paradoxale, car il faut bien concilier avant de juger ; elle recèle tout de même une des causes pour lesquelles il y a beaucoup moins d'arrangements qu'il ne devrait y en avoir (1).

Au début d'une instance, les deux plaideurs sont persuadés de leur bon droit et ils n'en veulent pas démordre : au cours de l'instance, au contraire, dans les procès sujets à l'enquête et à l'expertise notamment, les plaideurs commencent à se lasser, et deux facteurs matériels : la longueur de l'instance et les frais qu'elle entraîne sont souvent des conseillers plus écoutés que les paroles de sagesse du conciliateur ; car, bien que les frais soient beaucoup plus modestes en justice de paix qu'au tribunal civil, ils ne sont pas tout de même nuls, étant donné en particulier le taux élevé des frais de timbre et d'enregistrement.

A ce moment-là, plus volontiers qu'avant le début de l'instance, les plaideurs entendraient raison. Aussi est-ce, malgré le désir louable des Constituants et leur sincérité évidente d'éviter les procès, une faute

(1) La petite conciliation, en 1930, a donné les résultats suivants : sur 534.159 affaires, 157.393 ont été conciliées, 206.462 non conciliées en présence des parties ; 170.304 non conciliées pour défaut de comparution d'une des parties. Cf. compte général de l'administration de la justice, 1930, p. 76.

psychologique d'avoir placé la conciliation tout au début du procès, ou de ne l'avoir placée qu'à ce moment-là. La conciliation pourrait se renouveler ou avoir lieu avant d'exposer les frais d'enquête ou d'expertise, après la citation à l'audience, quand la nature des affaires s'y prête. Une loi interviendrait donc, prescrivant au juge de tenter une conciliation à ce moment, qui semble le plus propice aux concessions réciproques.

SECTION II

La comparution personnelle.

La comparution personnelle n'est pas non plus une nouveauté. En effet, l'article 119 du Code de procédure civile autorise le juge de paix à exiger la comparution personnelle des plaideurs. Il ne s'agit ici que d'en recommander l'usage le plus fréquemment possible.

La représentation n'est pas obligatoire en justice de paix comme devant les tribunaux de première instance. Elle n'est pas défendue non plus, d'ailleurs ; mais ce qu'il faut éviter, c'est qu'en justice de paix la représentation ne devienne la règle. Si le juge de paix a son siège au canton, s'il se rend en audience foraine dans les communes, en application de la loi du 21 mars 1896, c'est pour éviter des déplacements aux justiciables ; c'est aussi, à n'en pas douter, pour permettre aux justiciables de se présenter eux-mêmes.

L'avantage de la comparution personnelle est

indéniable ; le juge de paix, sans pour cela faire de l'inquisition, ni statuer *ultra petita*, peut obtenir des explications beaucoup plus sincères et complètes du plaideur lui-même que d'un mandataire qui ne connaît pas toute l'affaire ou qui désire, par habileté, qu'on n'insiste pas trop sur tel sujet, et se retranchera dans un mutisme fort utile pour sa cause ; au contraire, si les intéressés sont présents, le juge de paix les interroge et sa pratique courante des litiges lui fait très souvent deviner le reste. Aussi la comparution personnelle devrait-elle être plus employée qu'elle ne l'est maintenant ; cela ne ferait point obstacle à la présence simultanée d'un défenseur, si le plaideur craint de ne pas bien s'expliquer lui-même ; mais, dans les affaires de justices de paix, on se trouve très souvent devant des questions de fait où la comparution personnelle éclairerait singulièrement la religion du juge. Ce serait, en outre, on l'a vu un moyen de tenter avec succès une conciliation.

Cette pratique aurait risqué d'être complètement ruinée par la proposition de loi de M. Escoffier à la Chambre (1) et de M. Fouilloux au Sénat (2), car l'on aurait obligé la comparution à un prétoire central dans un ressort qui eut pu contenir, suivant l'esprit du projet, jusqu'à 3 ou 4 cantons. C'était une des parties indésirables de cette proposition de valeur

(1) Doc. parl. Chambre, 1927, session extraord., 13^e législature, 2^e séance du 9 déc. 1927, p. 392.

(2) Doc. parl. Sénat, session extraord., 13^e législature, 1927, séance du 24 déc. 1927, n^o 753.

inégale, dont, pour être juste, il ne faut apprécier les dispositions qu'en fonction de la réforme de 1926 et de la suppression des tribunaux d'arrondissement, sans quoi ces réformes n'auraient plus beaucoup de raison d'être, nous l'avons déjà dit.

Cette préoccupation d'assurer la comparution personnelle paraît constante chez le législateur qui plusieurs fois le rappelle formellement quand apparaissent des lois spéciales. La loi du 13 juillet 1907 relative à la contribution des époux aux charges du ménage stipule (art. 8 : § 2) qu'en cas de conflit, « Ils « (le mari et la femme) devront comparaître en per-
« sonne, sauf en cas d'empêchement absolu et dûment
« justifié ». La loi sur les assurances sociales du 30 avril 1930, article 63 § 3, recommande, pour faire aboutir la conciliation, l'emploi de la comparution personnelle.

SECTION III

La possibilité de faire appel.

Une autre pratique, en législation maintenant, devrait donner d'assez bons résultats : elle consisterait à attribuer une compétence assez étendue au juge de paix, mais en premier ressort seulement.

L'appel est une garantie contre un mauvais jugement, en admettant que le juge de paix, dans l'état actuel des choses, ait pu se tromper. Je sais bien qu'on a souvent soutenu, non sans bonnes raisons, qu'il faut éviter deux instances au lieu d'une, et que pour gagner

du temps, les mauvais plaideurs auront beau jeu à faire appel, chaque fois qu'une décision leur est défavorable.

Mais il ne faut pas perdre de vue les avantages plus importants que l'appel peut procurer. Il permet, sans danger, d'étendre la compétence ; en mettant les choses au pire, même avec appel, les deux instances ne seraient ni beaucoup plus longues, ni plus coûteuses qu'un seul jugement en première instance ; mais le plus souvent, il est évident que tous les jugements ne seront pas frappés d'appel ; d'une part, beaucoup de plaideurs s'en tiendront à la décision du juge du premier degré, tous n'ont pas envie de retarder à plaisir la solution d'une affaire quand on sait qu'il n'y a rien à gagner ; d'autre part, favoriser la faculté d'appel n'aboutit pas du tout à le multiplier, au contraire, si paradoxal que cela puisse paraître ; en effet, le juge, en général, n'aime pas que sa sentence soit infirmée par une juridiction supérieure : son amour-propre en est blessé. Il jugera peut-être mieux s'il sait que sa sentence peut être infirmée, au cas où elle ne serait pas juste : il est bien vrai de dire que, pour obtenir une bonne sentence, il n'est pas nécessaire que l'appel joue ; il suffit que l'appel puisse jouer.

Et les plaideurs chicaniers, qui connaissent assez souvent leur intérêt, n'aiment guère faire appel d'une décision qu'ils ont toute chance de voir confirmer.

Les statistiques répondent aux craintes de ceux qui s'exagèrent le nombre des appels.

En 1930, 61.282 jugements étaient susceptibles d'appel, 7.320 ont été frappés d'appel, 1.691 jugements ont été infirmés et 2.942 confirmés, les autres restant à juger ou soumis à transaction (*Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1930*, p. 75).

En chiffres ronds 2.500 décisions infirmant la sentence du juge de paix sur 60.000 jugements ; la proportion n'est pas inquiétante, on le voit : elle n'atteint pas même 5 %.

CHAPITRE II

SOLUTIONS RECOMMANDABLES CRÉANT UNE COMPÉTENCE NOUVELLE

SECTION I

La juridiction de droit commun.

Parmi les solutions radicales et réclamées, on demande pour le juge de paix la juridiction de droit commun dans la mesure quantitative de sa compétence générale actuellement en vigueur.

On a même été jusqu'à proposer la plénitude de juridiction, ce qui semble bien être simplement un abus de langage. En effet, un juge qui a plénitude de juridiction peut juger une affaire qu'on porte devant lui alors qu'un autre tribunal est expressément désigné par la loi pour juger cette contestation. Ce pouvoir, il n'est pas question de l'accorder au juge de paix.

La juridiction de droit commun ne confère pas un pouvoir aussi étendu. Voici en quoi cela consiste : non seulement le juge de l'action est le juge de l'ex-

ception, ce qu'on admet en principe déjà pour les justices de paix, mais en outre le juge peut statuer sur les questions qu'une disposition précise ne leur a pas enlevées.

Bien des auteurs ont déjà réclamé cette réforme. Toutefois, il faudrait — on est généralement d'accord là-dessus — réserver un certain nombre de litiges dont aucun autre juge que le tribunal civil ne doit connaître pour plusieurs raisons.

Il en est ainsi des questions d'état, de capacité, de mariage et de divorce ou de filiation.

Prenons un exemple : quelqu'un réclame une pension alimentaire ; le défendeur excipe qu'il ne la doit pas parce qu'il n'est pas le fils du demandeur ; le juge de paix ne connaîtra pas de cette question ; si l'exception soulevée est sérieuse, c'est le tribunal civil qui devra l'examiner.

Pourquoi le tribunal civil doit-il en connaître ?

Parce qu'il faut en ces matières, où il y aurait tant d'avantages à régler la question d'une manière définitive la première fois qu'elle se présente, réduire le plus possible le nombre des tribunaux susceptibles d'en connaître. Il faut à tout prix éviter, sur ce point, des jugements qui se contrediraient les uns les autres : c'est déjà la raison pour laquelle les auteurs de l'ancien droit ont fait échec au principe de la relativité de la chose jugée dans les questions d'état ; actuellement encore, la jurisprudence et même une partie de la doctrine, à tort ou à raison, se basant sur l'indivisibilité de l'état, cherchent à éluder les inconvé-

nients provenant de solutions contradictoires (1).

Aussi le juge de paix ne saurait être ici compétent sur le même pied que le tribunal civil.

Et puis, les questions d'état, par leur procédure même, s'opposent à la compétence du juge de paix. Sans doute les formalités solennelles qui accompagnent ces procédures ne semblent pas compatibles avec le jugement rapide en justice de paix, car on a multiplié les garanties pour éviter tout risque d'erreur ; et lorsqu'une affaire ne peut être jugée ni vite, ni à peu de frais, on ne voit pas bien pourquoi donner compétence au juge de paix ; mais de tous, le motif le plus grave, c'est l'obligation de communiquer ces affaires au ministère public, et le ministère public n'existe pas en justice de paix.

Sous cette réserve, la juridiction de droit commun reste souhaitable en justice de paix.

Cette réforme a été réclamée à plusieurs reprises dans les propositions ou les projets qui se succédèrent dans les assemblées législatives, entre 1870 et 1905, notamment par MM. Dupuy-Dutemps et Brisson.

Plus près de nous, M. Escoffier, à la Chambre, dans la proposition déjà citée du 9 décembre 1927 et M. Fouilloux au Sénat, le 24 décembre, la demandent à leur tour.

Il est très remarquable qu'on peut s'inspirer ici des pratiques suivies en Alsace et Lorraine où le juge

(1) Cf. PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire de droit civil*, 12^e édition, 1932, t. I, p. 175 et suiv., nos 440 et suiv.

cantonal (Amtsritcher) est juge de droit commun (1) sous réserve de l'évaluation du litige.

SECTION II

Le taux de la compétence générale du juge de paix.

On a déjà vu que le juge de paix est actuellement compétent jusqu'à 1.000 fr. en dernier ressort, à 3.000 fr. en premier ressort.

Ces chiffres, beaucoup plus élevés qu'en 1790, ne sont pas tant — nous l'avons démontré — une réelle extension de la compétence des juges de paix qu'une adaptation à la situation actuelle, étant donné les dépréciations considérables et successives de la monnaie depuis 1790.

Les circonstances qui ont suivi les années de la guerre 1914-1918 avaient attiré l'attention des parlementaires sur ce rajustement nécessaire. Notamment la proposition de M. Louis Marin, le 26 février 1920, à la Chambre des Députés, qui recommande le chiffre de 1.500 fr. en premier ressort (2), puis celle de M. Paul Tapponier, le 15 juin 1922 qui retient le chiffre de 2.000 fr. à charge d'appel (3) ; enfin, une nouvelle proposition de M. Louis Marin, rapportée par M. Raynaldy, le 15 décembre 1922, portant la compétence à 600 fr. en dernier ressort et 1.500 fr. en premier

(1) CHÉRON et MUHLEISEN, p. 39.

(2) Doc. parl. Chambre, 1920, n° 407, p. 371.

(3) Doc. parl. Chambre, 1922, n° 4464, p. 1028.

ressort (1). Le sénateur Morand faisait remarquer au Sénat, le 25 janvier 1925, avant la chute du franc, ce phénomène : « Il n'est pas exagéré de dire, il n'est « pas téméraire d'affirmer que, depuis 20 ans, s'est « produite une certaine dévalorisation du signe monétaire. Aussi lorsqu'on parle de doubler le taux de « la valeur des litiges pour fixer la compétence des « juges de paix, n'envisage-t-on que l'adaptation de « cette compétence aux circonstances économiques « actuelles » (2).

En 1928, la loi de stabilisation a consacré officiellement enfin une dépréciation importante de la valeur du franc papier. Peu après, M. Sauton écrivait : « La « stabilisation légale du franc (3) a fixé la valeur de « ce dernier au cinquième de sa valeur d'avant-guerre. « Il apparaît donc comme strictement rationnel que « dans tous les cas où la compétence civile des juges « de paix était de 600 fr. avant-guerre, elle soit portée à 3.000 fr. à l'heure actuelle ».

Ce raisonnement si juste et si modéré ne fut pas entendu de tous. Le décret du 5 novembre 1926 qui avait étendu la compétence du juge de paix à 3.000 fr. devait être ratifié ; lors de cette opération, une stricte formalité, semble-t-il, il y eut encore de sérieuses oppositions. notamment à la commission du Sénat, où M. Gardey, sénateur du Gers, émit la prétention

(1) Doc. parl. Chambre, 12^e législ., 1922, p. 497, n° 5259.

(2) Sénat, 25 janvier 1925, *J. O.* du 26, p. 1190, dans *les Lois Nouvelles*, 1926, 3^e partie, p. 60.

(3) Lettre de G. SAUTON à un député, dans *Le Greffier*, mars 1929, p. 134.

d'empêcher la ratification du décret de 1926, ce qui aurait abouti à limiter la compétence du juge de paix à 600 et 1.500 fr. comme sous l'empire de la loi du 1^{er} janvier 1926.

En sens diamétralement opposé, en faveur d'une extension, réelle cette fois, divers projets ont été déposés.

Les partisans de l'extension ont, pour eux, plusieurs raisons.

Les uns, remontant au déluge, rappellent l'article 9 du titre III de la loi des 16 et 24 août 1790 qui a voulu réserver la possibilité d'étendre la compétence du juge de paix.

Depuis la loi de 1838 jusqu'en 1906, les projets, en grand nombre, nous l'avons dit, ont tenté de porter la compétence du juge du paix à 1.500 fr. C'était l'avis de tout le monde à l'époque (1). Ce n'est que par lassitude que les rapporteurs (2) ont fini par demander et obtenir, avec quelles difficultés, les chiffres plus que modestes de 300 et 600, en 1905 ; ces chiffres, il faut bien le reconnaître, n'étaient même pas, à l'époque, la péréquation de ceux de 1838.

Par contre, en 1926 et 1929, on a réussi assez bien en somme, non pas à étendre, mais à revaloriser la compétence suivant le taux de stabilisation du franc et à conserver réellement la valeur de 1905 quant à la compétence générale. On avait fait supposer davan-

(1) Cf. JAMBOIS, *De la réforme judiciaire dans les justices de paix*, 1879, p. 1 à 13.

(2) Cf. CRUPPI et BRICOUT, *op. cit.*, p. 9.

tagé encore. Ainsi s'exprimait, en effet, le rapport au Président de la République pour le décret du 5 novembre 1926 (1) : « Le décret que nous soumettons
« à votre approbation réalise la première étape de
« mesures plus générales qui attribueront au juge de
« paix une compétence encore plus étendue. Cette
« extension de compétence est liée à la réforme des con-
« ditions de capacité et de recrutement des magistrats
« cantonaux. Quand les conditions nécessaires seront
« acquises, le juge aura grandi en autorité et en cré-
« dit et rien ne s'opposera à ce qu'on lui confie des
« affaires en rapport avec le degré d'instruction juri-
« dique qu'on aura exigé de lui ».

Aussi, se basant sur ces déclarations, M. Escoffier, député, déposa cette proposition, le 9 décembre 1927, où notamment il demande une compétence de 1.500 fr. en dernier ressort, de 5.000 avec appel; M. Fouilloux la présenta au Sénat. Le chiffre n'est point exagéré; mais à la réforme projetée s'adjoignaient d'autres dispositions comme le référé, la conciliation avant divorce, qui la rendaient difficilement acceptable et l'on ne parla plus de modifier quoi que ce soit. C'est pour cela qu'à nouveau des projets s'élaborent.

Pendant la période de la suppression, en grande partie aussi justifiée qu'éphémère, de beaucoup de tribunaux de première instance qui n'avaient plus guère de travail, on avait préconisé le rajustement à la valeur

(1) *Le Greffier*, 1926, n° 12, p. 764.

exacte de la loi de 1838. M. Espié (1) donne des chiffres de comparaison à l'appui ; une paire de poulets valait alors 1,50 ou 1,75 ; une paire de vaches 200 à 300 fr. ; d'autre part, les ouvriers gagnaient de 0,75 à 2 fr. par jour. « Devant ces faits que rien ne peut « controuver, c'est donc par le coefficient 20 environ « qu'il faudrait multiplier le taux de la compétence « de 1838 pour lui rendre sa valeur d'origine ». Pour logique que soit le raisonnement, l'auteur lui-même n'a voulu y voir qu'une boutade sans doute ; une telle extension dans les esprits d'aujourd'hui paraîtrait tout de même excessive, en tous cas irréalisable en pratique pour les raisons professionnelles développées déjà.

Aussi retient-on plus généralement, quand on demande l'extension du taux, les chiffres de 1.000 en dernier ressort et 6.000 en premier ressort (Commission centrale des Greffiers : *Le Greffier*, mars 1931, p. 133).

Il ne faut pas dissimuler que cette réforme, souhaitable pour les avantages qu'elle procurera aux justiciables, est beaucoup plus difficile à accomplir maintenant qu'en 1926. En effet, les lois du 22 août 1929 et du 16 juillet 1930 ont rétabli la quasi-totalité des tribunaux de première instance inoccupés et supprimés en 1926. Ce rétablissement, mesure baroque qui s'inspire de l'intérêt électoral beaucoup plus que d'une nécessité démontrée, à part quelques excep-

(1) Cf. article de M. ESPÉ, Quelques observations sur la réforme judiciaire, dans *Le Greffier*, avril 1929, p. 183 et suiv.

tions, a consacré exactement le proverbe « mettre la charrue avant les bœufs » ; il faut, en effet, trouver des justiciables pour occuper ces juges des tribunaux qu'on a rétablis ; le bon-sens n'exigerait-il pas plutôt qu'il faille établir des tribunaux, là seulement où il y a des justiciables ?

Quoi qu'il en soit, on a perdu là une occasion de maintenir, dans l'intérêt général, une réforme désirable, opérée à un moment où, pour des raisons financières, elle était devenue indispensable ; cette occasion n'est pas sur le point de se renouveler sans doute.

SECTION III

Projets d'attributions nouvelles particulières.

Aussi est-ce davantage dans un autre sens déjà signalé, celui des attributions nouvelles, qu'on peut voir apparaître une extension de la compétence des juges de paix ; ce serait donc l'augmentation qualitative et non quantitative qui doit être envisagée.

Nous avons déjà indiqué la solution qui paraît préférable, car c'est une mesure d'ensemble : faire de la justice de paix une juridiction de droit commun.

Mais le juge de paix, juge de droit commun, dans les limites de sa compétence, (c'est-à-dire lorsqu'une demande n'excède pas 3.000 fr.) voilà de quoi inquiéter bien des esprits qui s'attachent plus à la forme qu'au fond. Aussi une réforme législative aboutirait-elle plus facilement, votée par tranches, tel ou tel chef

de compétence étant peu à peu ajouté à ceux qui s'y trouvent déjà. Nous avons l'intention d'examiner maintenant cet ensemble de mesures particulières.

§ 1. — *La compétence commerciale.*

Il résulte de l'article 1^{er} de la loi de 1905 que le juge de paix n'est pas compétent pour connaître des affaires commerciales en général.

Les tribunaux de commerce sont compétents pour juger tous les litiges commerciaux. On connaît les avantages indiscutables dont bénéficient les usagers de cette juridiction : les litiges sont jugés rapidement, sans gros frais et par des juges au courant des usages et ayant « l'esprit » commercial.

Aussi ne s'agit-il point d'ôter aux tribunaux de commerce les attributions qu'ils possèdent. Les plus chicaniers des plaideurs ont un recours toujours ouvert : l'appel, porté à la Cour d'appel, si le litige dépasse 1.500 fr. Mais il ne faut pas oublier que les tribunaux de commerce n'existent pas dans tous les arrondissements. Dans les arrondissements où il n'y a pas de tribunaux de commerce (1), les affaires de 1 à 3.000 fr. ne devraient-elles pas être soumises à la compétence des juges de paix ?

Législativement, la question est tranchée ; d'après la rédaction de l'article 9 de la loi des 16-24 août

(1) Il y a 236 tribunaux de commerce ; 79 tribunaux civils jugent commercialement.

1790, le juge de paix connaît « de toutes les causes purement personnelles et mobilières ».

On avait pu, à ce moment, hésiter sur la solution à adopter.

Les débats législatifs qui amenèrent la loi de 1838 (voir le *Moniteur universel* depuis 1832 jusqu'en 1838) ont montré qu'il y avait matière à discussion ; mais la loi du 25 mai 1838, bien qu'elle ne le mentionnât pas dans sa rédaction, entendit certainement écarter les affaires commerciales de la compétence du juge de paix.

En 1905, la prohibition devint formelle, le rédacteur ayant pris soin de préciser que les juges de paix ont compétence « en matière civile » excluant par là implicitement mais, sans doute possible, les affaires commerciales.

Pourquoi donc les affaires personnelles et mobilières d'intérêt minime doivent-elles être portées au tribunal civil et non à la justice de paix quand elles sont de nature commerciale, lorsqu'il n'y a pas de tribunal de commerce dans l'arrondissement ?

Avant d'avoir résolu la question législativement, on l'avait discutée en théorie ; les travaux préparatoires de la loi de 1838 le démontrent amplement (1).

Merlin (2) avait estimé que le juge de paix était compétent pour toutes les affaires qui ne lui étaient point expressément ôtées. Lorsqu'il n'y avait pas de

(1) Séance, Chambre des Pairs, 24 juin 1837, *Moniteur* du 25 juin 1837, p. 1662.

(2) Cf. BOURBEAU, *op. cit.*, p. 61, n° 36.

tribunal de commerce dans un arrondissement, l'affaire n'avait plus de raison d'être qualifiée commerciale, elle demeurerait une affaire personnelle et mobilière simplement.

Bourbeau réfutait cette explication en estimant que le tribunal civil a pleine juridiction ; la compétence des tribunaux de commerce a été constituée par un démembrement de la juridiction des tribunaux civils. « Loin de voir, dit-il, un démembrement de sa juridiction, en matière personnelle ou mobilière, dans « l'attribution faite aux tribunaux de commerce des « affaires commerciales, il faut dire au contraire que « la compétence des juges de paix s'est elle-même « formée par un démembrement de la juridiction des « tribunaux civils d'arrondissement. Le retour à l'état « primitif ne couvrirait donc pas de sa faveur l'abandon d'une juridiction exceptionnelle pour une autre « juridiction exceptionnelle qui ne peut invoquer aucun « privilège d'origine, aucun droit de primogéniture ».

Cette réfutation n'est point du tout convaincante.

Sans doute, on ne saurait revendiquer pour la justice de paix un privilège d'origine ou un droit de primogéniture ; il s'agissait ici tout simplement de respecter la loi qui donnait aux justices de paix une délégation générale pour les petites affaires.

Une demande personnelle mobilière d'une valeur de 100 fr. est, en principe, de la compétence du juge de paix, puisque le législateur a donné compétence générale au juge de paix pour toutes les affaires personnelles et mobilières de cette valeur.

L'affaire est-elle commerciale, des règles particulières pour la commodité des commerçants attribuent à ces litiges la compétence d'un tribunal de commerce ? on porte l'affaire au tribunal de commerce ; il n'y a pas de tribunal de commerce dans cet arrondissement ? alors qu'importe que l'affaire soit ou non commerciale puisque l'intérêt, le fondement de la distinction tient dans ce fait qu'on voulait accorder à l'affaire commerciale l'avantage d'être jugée par des juges commerçants. Or il n'existe pas, par hypothèse, de juges commerçants.

Il ne reste plus aucun intérêt à distinguer le caractère commercial ; il s'agit d'une affaire personnelle et mobilière d'intérêt modique ; le juge de paix, à qui on a attribué les affaires d'intérêt modique, en général, devra connaître de cette affaire.

Voilà, je crois, comment on pouvait raisonner en théorie avant 1838.

L'obligation de porter au tribunal civil les affaires commerciales d'intérêt minime, dans les arrondissements où il n'y a pas de tribunal de commerce, est d'autant plus absurde que si les affaires commerciales ont, en l'occurrence, un traitement défavorable, c'est parce que les affaires commerciales ont un traitement de faveur là où il y a un tribunal de commerce. En effet, qu'on supprime un instant, en pensée, les tribunaux de commerce, qui aurait eu l'idée de porter une affaire commerciale d'intérêt minime autre part que devant le juge de paix ? On doit donc, dans les arrondissements où il n'y a pas de tribunaux de com-

merce, raisonner comme s'ils n'existaient nulle part ; c'est parfaitement logique.

Quoi qu'il en soit, on ne soutient pas d'ailleurs que la jurisprudence actuelle puisse faire ce raisonnement ; il est hors de doute qu'elle est bridée par la disposition de l'article 1^{er} de la loi de 1905 et c'est législativement qu'il faut aboutir à une réforme.

Cette réforme a été, du reste, bien souvent réclamée. M. de Gasparin l'avait demandée (1). M. Ignace, le 10 avril 1924, dans le projet de loi gouvernemental (2) propose un amendement conçu en ces termes : « Dans « l'étendue des arrondissements où il n'existe pas de « tribunaux de commerce, les juges de paix connaî-
« tront, dans les limites de leur compétence, ci-
« dessus fixée, des actions commerciales autres que
« celles qui concernent les faillis et sans qu'il soit
« dérogé aux dispositions de l'article 635 du Code de
« commerce ».

Cette proposition ne devait pas avoir la consécration des deux Chambres.

On a dû cependant reconnaître la nécessité d'accorder compétence au juge de paix dans certaines affaires commerciales. C'est ainsi que, dans les cas urgents, à défaut de tribunal de commerce, le juge de paix procède à la nomination d'experts pour constater certains dommages (art. 106, 414 Code de com-

(1) Séance, Chambre des Pairs, 19 juin 1837 ; DALLOZ, *ancien répertoire*, t. 11, p. 101.

(2) *J. O. Chambre* : débats, 10 avril 1924, p. 2079 et 2080.

merce), reçoit certaines déclarations (art. 245), donne enfin des autorisations (art. 234).

La compétence commerciale peut donc, dans la mesure de l'amendement de M. Ignace, rendre des services.

Par contre, il faut considérer comme excessives les propositions qui réclament compétence pour le juge de paix sans s'occuper de savoir s'il y a ou non dans l'arrondissement un tribunal de commerce.

Nous visons ici le projet déjà ancien de M. Coutant (1) qui demandait la compétence commerciale pour tous les juges de paix dans les limites de leur juridiction, avec appel au tribunal de commerce ; cette disposition est fâcheuse, car il ne faut pas priver les commerçants de l'avantage d'être jugés par leurs pairs, lorsqu'il y en a.

De même, MM. Escoffier et Fouilloux ont, dans leur projet de 1927, réclamé la compétence commerciale sans faire aucune distinction (2).

Y a-t-il lieu, enfin, de s'arrêter aux critiques qui reprochent de méconnaître, dans des ressorts voisins, la symétrie de l'ordre judiciaire qui doit régner aussi bien dans les arrondissements où se trouve un tribunal de commerce et dans ceux où il n'y en a pas ?

Ce fut un des motifs qu'on mit en avant, en 1838, pour ne pas attribuer la compétence commerciale aux justices de paix dans les arrondissements où on n'avait pas institué un tribunal de commerce.

(1) Doc. parl. Chambre, 1909, n° 2471.

(2) Doc. parl., 1927, n° 5193 dans *Le Greffier*, 1928, n° 5, p. 291.

Les adversaires du projet ont fait le raisonnement suivant : dans les arrondissements où il n'y a pas de tribunal de commerce, les litiges d'une valeur de 100 à 200 fr. (aujourd'hui 1.000 à 3.000) seraient jugées en premier ressort par le juge de paix, en appel au tribunal civil ; les litiges évalués entre 1 et 100 (aujourd'hui 1.000) seraient jugées en dernier ressort par le juge de paix.

Au contraire, s'il y a un tribunal de commerce, les affaires de 1 à 1.500 fr. sont jugées par ce tribunal, en dernier ressort ; au-dessus de 1.500 fr. elles seront jugées par le tribunal de commerce avec appel à la Cour d'appel : cette dualité de régime aboutit à un défaut de symétrie suivant qu'on se trouve dans un arrondissement ou dans un autre.

Cela est vrai sans doute ; cependant, la faute n'en est pas à la justice de paix particulièrement. A cette enseigne, il faudrait alors modifier l'organisation judiciaire dont on ne peut corriger toutes les imperfections. Car pour avoir adopté une solution différente de celle que nous exposions à l'instant on n'a pas supprimé pour autant d'autres défauts de symétrie.

Prenons, par exemple, une affaire toute simple, personnelle et mobilière d'une valeur de 2.000 fr. Si la demande est civile, le juge de paix statue en premier ressort, le tribunal civil en appel. Si la demande est commerciale, le tribunal de commerce statue en premier ressort ; en appel, c'est la Cour d'appel qui est compétente.

Aussi, est-ce un bien mauvais raisonnement que

d'invoquer la symétrie dans de pareilles matières. La vérité, c'est qu'il n'y a pas de bonnes raisons pour ôter au juge de paix la connaissance des petits litiges commerciaux, quand il n'y a pas de tribunaux de commerce, naturellement. Ces litiges doivent être jugés aussi rapidement que les petits litiges civils. La procédure sommaire en première instance oblige à une constitution d'avoué pour les plus petits procès ; les petits litiges commerciaux, qui sont très souvent d'une simplicité absolue, doivent être résolus aussi économiquement que les petits litiges civils.

Aussi doit-on vivement recommander la disposition législative, qui, dans les arrondissements où il n'y a pas de tribunaux de commerce, donnerait compétence au juge de paix pour juger les litiges commerciaux dans les limites mêmes de sa compétence civile.

§ 2. — *L'exécution des jugements.*

Le juge de paix devrait connaître de l'exécution de ses jugements.

En droit positif, cette question fut discutée, et Locré estimait (*Esprit du Code de procédure*, t. I, p. 78) que les juges de paix étaient compétents à cet égard.

Au contraire, Favart (*Répertoire*, au mot « Juge de paix », § 1, n^o 11) estime évident que les juges de paix ne soient pas compétents et c'est pour cela que la loi n'en avait pas parlé.

En tous cas, on ne pouvait plus hésiter après la lecture du rapport de M. Amilhaud à la Chambre des

députés, le 6 avril 1838 (1). Le juge de paix n'a pas ce pouvoir.

Il n'y a pas de bonnes raisons, actuellement, pour ne pas accorder compétence au juge de paix ; Amilhau ne la refusait que par crainte de dénaturer l'institution (2), bien que déjà le projet de 1835 ait démontré le caractère illusoire d'un tribunal qui ne peut connaître des difficultés sur l'exécution des jugements qu'il a rendus, et le retard qui résultait d'une nouvelle instance au tribunal civil concernant la même affaire.

Bourbeau, se basant sur des raisons un peu différentes, pensait que le juge de paix, s'il connaissait de telles actions, y perdrait de son autorité morale. Il semble, chose rare chez cet auteur, se reprendre à l'emphase de 1789 quand il dit (p. 53) : « Les attributs de la force qui contraint, s'allient mal avec cette justice toujours conciliante que l'on aime à voir désarmée ». Ces raisonnements ne sont pas convaincants et hors de saison.

Cela est d'autant plus anormal que les juges de paix ne sont privés, en définitive, que de la connaissance des saisies immobilières et des saisies exécutions (3) ; ils connaissent, en effet, de l'exécution de leurs jugements préparatoires, par exemple, du fait de savoir comment a été exécuté un bornage ou comment ont été faites des plantations.

(1) *Répertoire Dalloz*, 1849, t. 11, p. 132.

(2) *Rép. Dalloz, loc. cit.*, p. 132.

(3) PABON, t. 4, p. 32, n° 3671 ; BOURBEAU, p. 53 et 54, n° 31.

La loi de 1905, article 17, a déjà réalisé un essai concluant en leur donnant la connaissance des actions en paiements faits ou exposés devant eux. La connaissance de l'exécution de ses jugements est attribuée au juge cantonal, en Alsace et Lorraine, et fonctionne très bien (1).

Ce serait donc une amélioration sensible que les petits procès eussent leur dénouement complet, y compris l'exécution du jugement définitif, devant le tribunal de paix.

§ 3. — *L'exécution forcée.*

Et puisque nous avons abordé l'exécution des jugements, ajoutons en même temps tout ce qui doit être dit à propos de l'exécution forcée. Ce chef de compétence n'a jamais été accordé aux juges de paix qu'avec une extrême prudence ; les lois successives de 1838 et 1905 ont toujours subordonné cette compétence à une série de conditions, nous l'avons vu, dans notre étude, à propos des saisies-gageries.

Encore maintenant, il y a quelques améliorations à faire.

Déjà la loi des 4 et 24 août 1930 (art. 6) a modifié le Code du travail (art. 64, livre 1^{er}, titre III) étendant la base de compétence du juge de paix. Certaines saisies cependant, sans qu'on sache très bien pourquoi, ne sont point parmi les attributions du juge de paix, notamment la saisie-brandon (art. 626, Code de pro-

(1) Cf. EISEUZIMMER, *op. cit.*, p. 214.

cédure civile). Les problèmes soulevés par ces saisies ne sont pas plus difficiles que d'autres ; il faut les grouper sans s'inquiéter des différentes hypothèses qui les amènent et les confier à la compétence du juge de paix.

§ 4 . — *La compétence pétitoire.*

Nous arrivons maintenant à l'importante question du pétitoire. Nous avons déjà fait remarquer les inconvénients qui résultent de la séparation du pétitoire et du possessoire ; a-t-on de bonnes raisons pour empêcher le juge de paix de connaître des petites contestations immobilières pétitoires ? Les motifs qui ont empêché d'attribuer aux juges de paix cette compétence paraissent aujourd'hui bien désuets.

La première raison, c'est qu'à l'origine, un juge de paix ne semblait pas en mesure de trancher d'autres litiges que ceux portant sur des questions de fait. La propriété donnait à résoudre, non plus des questions de fait, mais des questions de droit. On ne voulait même pas que le juge pût apprécier les titres de propriété, au cours d'une instance où l'occasion s'en serait présentée incidemment : comment, à cette époque, lui aurait-on donné la compétence pétitoire elle-même ?

En second lieu, lors de l'établissement des juges de paix, un seul élément important comptait dans les fortunes : les biens immobiliers ; l'adage *res mobilis, res vilis* était encore d'actualité ainsi qu'en témoignent diverses dispositions du Code civil. Il

avait paru impossible de soumettre au juge de paix ces litiges sur la part importante des patrimoines, ne se fût-il agi que d'un lopin de terre ou d'une parcelle : cet état de choses se trouve aujourd'hui réglé de la même manière et pourtant les conditions environnantes ont changé : les valeurs mobilières, malgré certaines fluctuations, sont actuellement considérées comme pouvant former des patrimoines entiers et fort importants. La propriété immobilière ne possède plus, au même degré que jadis, ce caractère sacro-saint, et cette pensée que le juge de paix peut connaître des litiges concernant les petites propriétés ne répugne plus comme autrefois ; au contraire, certaines lois nouvelles, sans lui attribuer la connaissance des litiges, donnent tout de même au juge de paix un rôle important, par exemple en ce qui concerne la constitution du bien de famille et les habitations à bon marché.

Enfin, jadis, on avait considéré, à juste titre sans doute, que les litiges concernant la propriété devaient être soumis à des règles juridiques intangibles ; on est trop porté à oublier qu'avant la loi du 22 décembre 1915, les juges de paix avaient le pouvoir de statuer en équité ; or, sur ce point, les actions pétitoires semblaient n'être pas en harmonie avec un tel régime. Mais, depuis 1915, le juge de paix doit statuer en conformité avec les codes et les lois, sous le contrôle de la Cour de cassation.

Que dire, enfin, de l'examen des titres de propriété ? Nous avons répété bien des fois qu'on exige mainte-

nant du juge de paix des connaissances très suffisantes pour qu'il soit à la hauteur de cette tâche.

Ajoutons même que, dans la mesure où on accorderait au juge de paix la faculté de connaître du pétitoire, en même temps que du possessoire, on supprimerait les distinctions, extrêmement délicates souvent, que nécessite la discrimination du possessoire et du pétitoire.

Il est bon d'appuyer par un exemple cette affirmation. Bourbeau a montré (1) combien cette distinction entre le possessoire et le pétitoire est délicate ; notamment dans le cas typique suivant : on sait que le consentement seul transfère la propriété (Code civil, art. 1138) sauf à l'opposer aux tiers selon la loi du 25 mars 1855, par la transcription ; si deux personnes prétendent posséder du chef du même auteur, la transcription peut servir de guide ; mais le juge de paix a-t-il le droit de l'examiner ; ne va-t-il pas empiéter sur le pétitoire ?

Chose curieuse, en attribuant au juge de paix la connaissance du pétitoire, on simplifierait souvent sa tâche ; on supprimerait les circuits entre le possessoire et le pétitoire, ainsi que le faisait remarquer M. Cazot, dans le projet de 1881.

Dans quelle mesure faut-il accorder compétence au juge de paix ?

La solution qui me paraît la meilleure serait de choisir une mesure en rapport avec la compétence

(1) BOURBEAU, *op. cit.*, p. 660, n° 390, p. 701, n° 422.

générale en matière personnelle et mobilière, mais toujours à charge d'appel, pour accorder autant que possible la même situation aux actions pétitoires qu'aux actions possessoires et éviter de retomber dans les inconvénients auxquels on s'applique à remédier.

Il est sans doute difficile d'élaborer une liaison complète entre le possessoire et le pétitoire ; d'une part, il n'est pas question d'attribuer au juge de paix une compétence illimitée en matière pétitoire ; et d'autre part, il est presque regrettable que le législateur en 1790 ait donné les attributions très délicates du possessoire au juge de paix. Il aurait fallu, comme nous l'avons dit, laisser joints pétitoire et possessoire, que, seul, l'ancien droit a voulu attribuer à des juridictions différentes.

Il semble difficile de revenir en arrière, car malgré les difficultés innombrables que soulève le possessoire, ce chef de compétence paraît avoir été pendant un siècle, résolu de façon plutôt satisfaisante en justice de paix. En effet, la proximité de ce tribunal, du juge, est un des arguments puissants en faveur de la juridiction cantonale, car les descentes sur lieux, d'un usage normal et à peu près inévitable, sont grandement facilitées.

Il ne reste pas moins vrai qu'il y aura avantage à joindre pétitoire et possessoire au moins pour les petits procès.

Le seul problème délicat est le problème préalable de l'évaluation du litige.

C'est ce qui avait arrêté certains parlementaires

quand ils avaient établi un plan de réforme de la compétence des juges de paix, notamment MM. Labus-sière et Vallée.

En parlant de cette évaluation, tout à l'heure, nous n'avons eu garde de proposer le chiffre de 3.000 fr. ; c'est qu'en effet la propriété immobilière s'accommode mal d'une évaluation directe. Il faut se servir d'une base de calcul qui aidera à estimer l'immeuble indirectement : ce procédé, pour diverses raisons, est un peu boiteux, mais la difficulté n'est pas cependant insurmontable.

Avant 1900, à une époque où il était peut-être prématuré de confier le pétitoire aux juges de paix, plusieurs projets ou propositions de lois (proposition Floquet-Parent 1877, projets Cazot 1881, Goblet 1881, Brisson 1885, proposition Dupuy-Dutemps 1893) en demandant la compétence immobilière pétitoire, ont indiqué les règles à employer pour l'évaluation de la propriété immobilière et ces procédés gardent toute leur valeur encore maintenant.

La base de l'évaluation pourrait être le cadastre. On multipliera par cinq le montant de la contribution foncière ; si l'immeuble est loué, on utilisera le chiffre de la location en le multipliant par un nombre convenable pour obtenir le prix approximatif de la valeur de la propriété.

Enfin, signalons le projet qui consiste à établir, dans toute la France, le livre foncier qui existe déjà en Alsace et Lorraine (1). Cette institution rendrait très

(1) Cf. René MOREL, *Le Livre foncier*.

facile la solution des litiges pétitoires; malheureusement son établissement ne paraît pas être sur le point d'aboutir rapidement.

Le choix de ces moyens est réservé au législateur; mais en rendant le juge de paix compétent pour les petits litiges pétitoires immobiliers, on obtiendrait la solution peu onéreuse de contestations qui peuvent absorber la valeur du litige lorsqu'elles nécessitent un jugement au tribunal civil.

Le juge cantonal d'Alsace et Lorraine, qui est juge de droit commun, a naturellement la connaissance des petits procès immobiliers dans les limites de sa compétence (1).

L'adoption de la règle en usage en Alsace et Lorraine, selon laquelle le juge peut lui-même procéder à l'évaluation du litige (Code local de procédure, art. 3), faciliterait considérablement la solution de la question de compétence en ce qui touche ces actions immobilières.

§ 5. — *La vente judiciaire des petits immeubles.*

On a pensé que la vente judiciaire des petits immeubles pourrait avoir lieu devant le juge de paix; le projet de M. Escoffier lui attribue les ventes d'immeubles jusqu'à concurrence de 20.000 fr. Mais cette disposition semble difficile à adopter car le chiffre assez élevé n'est pas en rapport avec les autres chefs de compétence. Par contre, la vente des immeubles

(1) CHÉRON, *op. cit.*, p. 39, 44 et 51.

jusqu'à concurrence du taux de la compétence générale pourrait rendre des services ; en particulier si, en même temps, on ajoutait une autre réforme que nous allons signaler maintenant.

§ 6. — *Le partage des petites successions.*

On a très souvent demandé de soumettre aux juges de paix le partage des petites successions. Si nous en parlons ici, c'est que, outre les cas où l'affaire devient contentieuse, le partage suppose une procédure qui se rapproche fort des jugements. Il faudrait alors donner compétence au juge de paix, dans les limites de sa compétence générale ; c'est sans doute un minimum, car s'il se greffe un litige sur une succession dont le montant est inférieur à 3.000 fr., le montant tout entier de cette succession, ou au moins la plus grosse part, risque d'être engloutie dans les frais.

Le législateur a déjà manifesté qu'il fallait entrer dans cette voie. L'article 81 de la loi du 5 décembre 1922 (1) sur les habitations à bon marché, donne au juge de paix des attributions qui se rapprochent beaucoup de celles du partage. Sans doute, cette loi de 1922, qui va à l'encontre des règles de l'indivision établies par le Code civil, se ressent un peu de l'incohérence des mesures nouvelles où l'on ne craint pas de violer les principes les mieux établis, mais il n'est pas moins vrai qu'on a senti ici l'impérieuse néces-

(1) Cf. LÉON MILHAUD, *Répertoire général alphabétique des justices de paix*, t. 2, p. 797.

sité de régler ces affaires à peu de frais : sans sacrifier aucun principe grave, on peut au moins attribuer au juge de paix le partage des petites successions qui ne dépasseraient pas l'actif de 3.000 fr., (1) encore que pour beaucoup, ce chiffre paraisse bien minime.

Seulement ce chiffre a l'avantage de concorder avec la compétence générale et c'est pour cela qu'il faut l'adopter.

§ 7. — *Référés.*

Parmi les projets d'extension, figure l'attribution au juge de paix d'une compétence en matière de référés ; c'est notamment un des vœux formé par MM. Escoffier et Fouilloux.

Actuellement, les affaires de la compétence du juge de paix ne sont pas soumises au référé (2). On s'appuie sur cette considération que le juge de paix statue promptement et que le référé risque de faire double emploi (3). Mais cependant, les référés en justice de paix ne seraient point inutiles, spécialement pour les affaires urgentes, telles que le prévoit l'article 506 du Code de procédure civile.

La justice de paix assure des solutions rapides sans doute, et beaucoup plus rapides que le tribunal civil ne peut le faire ; mais le juge de paix ne siège point tous les jours et on ne peut lui demander du jour au len-

(1) PABON, *Traité des justices de paix*, t. IV, p. 40, n° 3682.

(2) GARSONNET et CÉSAR BRU, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 3^e édition, t. 8, p. 413, n° 201.

(3) GARSONNET, *op. cit.*, *ibid.*, p. 410, n° 197.

demain la solution de tous les procès, alors que justement, en référé, on peut ordonner des mesures urgentes « de jour à jour » même « d'heure à heure », les plaideurs pouvant obtenir de comparaître chez le président « à son hôtel », ainsi que s'expriment les articles 418 et 808 du Code de procédure civile.

Sans doute, en pratique, ne voit on guère les juges des référés user de cette faculté de statuer chez eux ; les solutions données d'heure à heure sont rares ; mais, par contre, les assignations à comparaître de jour à jour sont courantes.

Il ne faut pas confondre cette mesure de compétence avec celle qui existe actuellement en Alsace et Lorraine.

L'article 82 de la loi du 1^{er} juin 1924 accorde sur ce point au juge cantonal une compétence beaucoup plus considérable que celle que nous réclamons ; en effet, le juge cantonal connaît de tous les référés, à la place du président du tribunal civil et non pas seulement des référés touchant aux affaires principales de sa propre compétence (1).

Il y a d'ailleurs, dans le cas particulier, de bonnes raisons à cela.

Remarquons, en effet, que si le juge cantonal d'Alsace et Lorraine remplit cette fonction dans les provinces recouvrées, c'est, comme le dit M. Eisenzimmer (2) « que les tribunaux régionaux sont bien

(1) CHÉRON et MUHLEISEN, *Précis de procédure locale*, p. 56, n^o 68.

(2) EISENZIMMER, *op. cit.*, p. 210, note 4.

« moins nombreux que nos tribunaux civils, et par-
« tant, moins faciles à atteindre. »

La rapidité étant ici le principal but à atteindre, le seul moyen d'y parvenir était de confier ces attributions au juge cantonal, ce qui, du reste, ne paraît pas donner de mauvais résultats ; mais il n'en est pas moins vrai que, normalement, les affaires soumises à référé doivent être réglées, en bonne logique, par le président du tribunal qui juge au principal. Il ne saurait donc être question de l'extension dans toute la France de ce régime qui n'existe en Alsace et en Lorraine qu'à cause de la division administrative des ressorts et, si l'on peut dire, plutôt *ratione loci* que *ratione materiae*.

Le rétablissement des tribunaux d'arrondissement, ou, pour parler correctement, l'établissement de sections du tribunal départemental en 1930, a rendu inutiles les avantages qu'on pourrait retirer de la proximité des justices de paix pour le référé des affaires de la compétence du tribunal civil.

§ 8. — *La codification de la compétence.*

Enfin, une solution qui intéresse l'ensemble des matières et qui paraît actuellement bien souhaitable pour la clarté et la facilité des recherches, c'est la codification des matières soumises à la compétence du juge de paix.

L'idée ne date pas d'hier. Il en est question depuis l'an IX (*Le Moniteur*, t. 21, n° du 18 frimaire an IX,

p. 286, 2^e col.). Le tribun Faure, au cours de la séance du 12 frimaire, la réclamait : « Qu'on fasse un bon
« Code de juge de paix, qu'il soit clair, précis ; qu'il
« dise tout ce qu'il doit dire ; qu'en l'apprenant, on
« sache bien tout ce que l'on doit savoir ; qu'il soit
« enfin totalement complet ; qu'on n'ait pas besoin
« de recourir à d'autres lois et ce moyen sera beau-
« coup plus efficace pour trouver aisément de bons
« juges de paix dans quelques arrondissements plus
« étendus, fussent-ils non seulement doubles, mais
« même quadruples de ce qu'ils sont à présent ».

Ces mots, qui sembleraient annoncer, cent ans avant, le binage, portent le reflet d'une époque où sans doute c'était la mode de tout codifier. Il n'en reste pas moins vrai que la codification éviterait les recherches souvent longues, causées par l'éparpillement des lois spéciales très nombreuses qui attribuent compétence au juge de paix ; nous avons tenté de faire le tableau de ces attributions en indiquant la compétence actuelle. Ce ne sont que des têtes de chapitres, qu'il faut remplir de leur contenu.

La pratique a d'ailleurs comblé cette lacune en publiant des codes officieux (1). Le Code des juges de paix aurait l'avantage d'éviter le plus grand nombre de ces anomalies que le législateur lui-même n'aperçoit pas toujours et que nous avons étudiées en détail ; elles viennent de ce fait qu'en votant une loi nouvelle, on n'a pas remarqué, dans l'éparpillement

(1) Cf. Paul SIMON, *Agenda aide-mémoire des juges de paix*, et notre bibliographie.

matériel des lois spéciales, toutes les dispositions qui devaient, elles aussi, être modifiées ; la codification, en un mot, permet d'y voir clair.

Ce travail, qu'en 1926 on a effectué pour les lois d'enregistrement et celles d'octroi, ne serait pas insurmontable. Il est à souhaiter de voir apparaître dans un avenir prochain un code officiel des juges de paix.

QUATRIÈME PARTIE

Le recrutement des juges de paix.

A la question de l'extension de la compétence des juges de paix, se trouve étroitement liée celle du recrutement des magistrats. Car, si l'on étend la compétence des juges de paix, il est nécessaire que ces magistrats soient en même temps plus instruits et plus actifs.

Et cette garantie qui chronologiquement suit d'habitude l'extension de la compétence devrait, au contraire, la précéder puisqu'en bonne logique elle la facilite et même la conditionne. Sans doute, si on étend la compétence des juges de paix, il faut recruter des magistrats instruits, mais il faut d'abord des magistrats instruits pour étendre la compétence.

Le recrutement lui-même pose les deux questions suivantes, relatives, l'une à la capacité du magistrat, l'autre à son statut professionnel ; que demande-t-on au juge de paix ; que lui offre-t-on en échange de ce qu'il apporte ?

CHAPITRE I

L'APTITUDE EXIGÉE

SECTION I

Principales phases de 1790 à 1926.

Lors de l'institution des juges de paix en 1790, on ne croyait pas à la nécessité de recruter un juge habile dans le métier. On avait l'horreur du technicien, au contraire. On avait voulu assurer à tous les coups, ou presque, une conciliation, et on avait l'espoir d'obtenir ce résultat, puisque bien des membres de l'Assemblée Constituante refusaient même d'accorder au juge de paix une compétence contentieuse. Le juge de paix modèle, en 1790, c'était « l'honnête homme » au sens du xvii^e siècle. « Pour être juge de paix, dit « Thouret (1), il suffira d'avoir les lumières de l'expérience et d'un bon jugement, et l'habitude des « contestations ».

En effet, cette justice domestique ne devait pas demander « d'autres lois que les indications du bon sens » (2).

(1) *Réimpression de l'ancien moniteur*, t. V, p. 67, ou *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XVI, p. 737, 2^e colonne.

(2) *Ibid.*

Ces gens pleins de savoir et d'expérience n'ont pas dû, en grand nombre, habiter les campagnes ou y briguer les fonctions du juge de paix, si l'on en juge par le rapport du ministre de la justice en 1792 : il faut diminuer le nombre des tribunaux, « opération « également économique et politique, qui procurera « à la nation les sujets nécessaires pour remplir « les places les plus importantes des justices de paix « et les moyens de leur assurer un traitement convenable, sans surcharger le peuple de nouvelles « impositions » (1).

Un peu plus tard, sous le Consulat, en l'an IX, Thibaudeau, orateur du gouvernement au corps législatif (séance du 8 pluviôse an IX, *Moniteur du 10 pluviôse*, p. 543), fait remarquer avec juste raison que l'expérience n'a pas réussi. Car, même pour la conciliation, le bon sens ne pouvait suffire ; surtout pour la conciliation, peut-être, où le juge doit pouvoir dès à présent, être en état de discuter le droit respectif des parties, et, sans préjuger de l'affaire, avoir l'habileté de laisser entrevoir les conséquences possibles du jugement.

Les juges de paix avaient d'abord été électifs ; mais en 1790 le juge de paix ne siégeait pas seul ; il était encadré de deux assesseurs dont le rôle ne paraît pas avoir été très utile ; il est vrai qu'on les supprima rapidement (loi du 29 ventôse an IX).

Le juge de paix, ainsi que les assesseurs, étaient

(1) Cité par Edmond SELIGMAN, *La justice en France pendant la Révolution*, p. 394.

élus par les citoyens actifs du canton. L'élection n'était pas une exception en faveur de la justice démocratique ou plus exactement familiale du juge de paix ; tous les juges devaient être élus, en 1790. Les juges de paix étaient élus pour deux ans, inamovibles pendant ce temps et indéfiniment rééligibles. Il suffisait pour être élu, d'avoir 30 ans et de payer une contribution égale à dix journées de travail. Cette méthode donna, non pas les résultats qu'on en attendait, mais ceux qu'on aurait dû en attendre. Le juge de paix n'était pas l'élu des habitants du canton, mais d'un parti, car il est remarquable que chaque fois qu'une élection touche par quelque côté à la vie d'un groupe, elle tend toujours à prendre un caractère politique, au détriment de la valeur professionnelle ou personnelle qui seule, ici, devait importer.

Les événements de cette époque ne permettent pas très bien, sans doute, d'apprécier d'une manière définitive le mérite de l'élection des juges ; elle ne semble pas recommandable en tous cas. A partir de l'an X (loi du 28 floréal, art. 3), c'est le chef du gouvernement qui nomme les juges de paix. Un droit de présentation subsistait ; mais il ne faut pas se faire d'illusion sur ce point ; on rencontre sans cesse, à l'époque, ces marques apparentes de la souveraineté populaire qui n'est plus prise en considération, en réalité, mais qui suffisaient à sauver la face. On n'exigeait toujours aucune condition de capacité juridique.

Bien plus, il semblait presque désirable à l'époque

que le juge de paix ne remplît pas ces conditions de capacité. La notion de justice paternelle, sans forme, avait abouti à la loi du 27 ventôse an VIII (art. 77) qui implicitement supprimait le contrôle de la Cour de cassation pour permettre ainsi au juge de ne pas appliquer la loi et de statuer en équité.

Les juges de paix continuèrent à être nommés par le gouvernement et le sont encore aujourd'hui.

La question des garanties à exiger apparut à l'occasion des précédents de la loi de 1838 ; notamment, la proposition de M. de la Pinsonnière, en 1832 (1), réclamait la licence en droit ou un stage de 5 ans chez un notaire ou un avoué, avec un examen probatoire devant le tribunal de première instance. Une nouvelle proposition du même parlementaire, en 1833 (2), élargit les conditions d'accession, mais subordonne toujours à un examen préalable l'accès à la fonction de juge de paix.

Lors de la discussion du projet présenté à la Chambre des députés en janvier 1837 par M. Persil, Garde des Sceaux(3), M. Boudousquié expliquait : « La « nature, sans doute, a gravé dans le cœur de tous « les hommes le sentiment du juste et de l'injuste ; « mais qui ignore que ce sentiment, comme celui du « beau dans les arts, a besoin d'être cultivé par l'étude « et la réflexion ? Qui ne sait que, malgré la précision « de nos codes, et même à cause de cette précision,

(1) *Le Moniteur*, 15 février 1832, p. 447.

(2) *Le Moniteur*, 24 janvier 1833, p. 185.

(3) *Le Moniteur*, 14 avril 1837, p. 900.

« l'intelligence n'en est facile qu'après des études spéciales et de laborieux effets ? Qui ne sait surtout « qu'un homme doué d'un cœur droit et animé de « bonnes intentions, mais dépourvu d'instruction et de « lumières, est facile à circonvenir et aisément accessible à la prévention et à l'erreur ? ».

Il semble exact d'assurer que, dès qu'apparaît la compétence pour juger et non pas seulement pour concilier, le juge de paix ne saurait être un amateur de droit (1).

Si le rapporteur de cette loi n'insistait pas pour demander les garanties qui s'imposaient, même dès 1790, c'est que la fonction de juge de paix était bridée, sous la Monarchie de Juillet, par une foule de propriétaires fonciers qui avaient, derrière la tête, la pensée de se servir de cette magistrature comme d'un premier échelon dans la politique.

Chose curieuse, c'est seulement sous Louis-Philippe que le juge de paix se rapprocha du « judge of peace » bien qu'il n'ait pas pris modèle sur lui lors de sa création, contrairement à ce que d'aucuns ont voulu prétendre.

La loi du 25 mai 1838 ne prit donc pas en considération la demande des garanties nécessaires à la fonction du juge de paix et l'on s'en tint au *statu quo* : être Français, avoir 30 ans.

L'exigence des conditions de capacité revint en discussion lors des multiples projets dont les

(1) Cf. Le discours de M. MUTEAU, *Moniteur* du 24 avril 1838, p. 1001.

plus modestes ont été consacrés par la loi de 1905.

Par conséquent, avant 1905, le gouvernement pouvait nommer juge de paix quiconque lui agréait.

Malgré les bonnes intentions des rapporteurs de la loi, les Chambres votèrent, en 1905, en même temps que le projet de Cruppi, qui énumérait limitativement les catégories de candidats à nommer, une série de mesures et d'amendements qui aggravèrent presque la situation antérieure : à l'instigation du Sénat, surtout, la liste s'allongea d'une manière tout à fait abusive.

Sous le Second Empire, le juge de paix avait fait de la politique dans l'exercice de ses fonctions : sous la III^e République, on voulait se réserver le pouvoir de nommer juge de paix quelqu'un qui avait auparavant rendu des services politiques. C'était déjà un progrès ; la révocation du juge de paix devenait, en même temps, moins fréquente et moins arbitraire, mais sa compétence personnelle ne se trouvait pas encore garantie.

On pouvait dorénavant être nommé juge de paix à partir de 27 ans. L'article 19 de la loi de 1905 vise quatre catégories de personnes pouvant « seules » être nommées juges de paix. L'abus des amendements se manifesta tout spécialement dans la quatrième catégorie où l'on avait réservé l'accès dans la carrière, sans exigence de diplômes, à trois ou quatre groupes de candidats dont la profession antérieure était la garantie suffisante qu'ils sauraient accomplir leur nouvelle fonction. Les amendements portèrent à dix-sept le nombre de ces groupes. Les conseillers de préfecture,

les maires, les adjoints, les conseillers généraux notamment pouvaient alors devenir juges de paix. Or, dans cette catégorie, à part les suppléants de justices de paix et les greffiers, rien n'avait préparé ces candidats à leur nouveau métier, eussent-ils exercé leur mandat ou leur fonction pendant trente ou quarante ans au lieu des dix qu'on exigeait d'eux.

Emile Faguet (1) a fait la satire de ces illusoires garanties en donnant les raisons cachées de ceux qui auraient désiré une liste plus longue encore. « Il y « avait dans cette décision le désir, très légitime et très « honnête, de permettre aux sénateurs et députés de « récompenser les services électoraux qui leur seraient « rendus (songez que les sénateurs particulièrement « sont nommés par les maires et adjoints de village). »

Les candidats de la quatrième catégorie devinrent rapidement très nombreux et leur appui politique rendait la tâche malaisée au Garde des Sceaux, M. Barthou, dès 1909. La disproportion entre les vacances et les candidatures était extrême : 180 places, 9.000 dossiers, dont 5.500 étaient appuyés et examinés. Et on n'avait même pas pris soin de réserver les places aux postulants de la première catégorie d'abord, et ensuite de pourvoir aux besoins, en prenant les candidats dans la deuxième, puis la troisième, enfin dans la quatrième classe.

« Or, parmi ces candidatures, dit M. Barthou (2),

(1) *Le culte de l'incompétence et l'horreur des responsabilités*, p. 112 et suiv.

(2) *Journal officiel*, 1909, Chambre, 2^e séance, 17 décembre p. 3559.

« il en est certaines qui se présentent avec une force
« que je ne veux pas dire, avec une âpreté singulière,
« ce sont les candidatures de ceux qui pendant dix
« ans, ont exercé quelquefois dans les plus petites
« communes, les fonctions de maire et les fonctions
« d'adjoint ».

Le problème du recrutement avait donc été saboté ; au libre choix du gouvernement, on avait substitué une énumération de personnes parmi lesquelles on avait déjà coutume de recruter les juges de paix ; la situation restait en réalité la même ; elle était pire peut-être, car on mettait à l'abri de toute discussion grâce au texte positif, la nomination d'une foule de gens plus ou moins inaptes à la fonction.

Dès 1907, une tentative de sélection fut l'objet d'une proposition de M. Simonnet puis d'un projet de M. Barthou, le 30 juin 1910 (1) ; les travaux aboutirent à la loi du 14 juin 1918 : les candidats restent les mêmes, mais on ajoute que « tout postulant devra « satisfaire à un examen professionnel dont seront « seuls dispensés ceux qui appartiennent ou ont appartenu à la magistrature des cours et tribunaux civils, « ceux qui pourraient y être nommés directement et « les anciens juges de paix ».

Cet examen professionnel était une garantie sérieuse.

(1) Doc. parl., Sénat, 1910, s. o., p. 990, n° 323.

SECTION II

Les conditions de capacité exigées actuellement, leur répercussion sur le recrutement.

Un décret du 5 novembre 1926 vint ajouter une nécessité nouvelle qui, du coup, barrait la porte à tous les amateurs politiques en exigeant du juge de paix la licence en droit, un stage et un examen professionnel. Le décret du 9 avril 1927 fixe les conditions et le programme de cet examen. C'est par conséquent là une excellente mesure qui garantit en même temps une instruction théorique générale avec la licence, une instruction théorique spéciale avec l'examen professionnel et une connaissance de la pratique grâce au stage.

Voilà ce qu'on exige aujourd'hui de celui qui veut devenir juge de paix.

Pour certains, l'adoption de ces conditions parut excessive sinon dans son principe, du moins à cause de la répercussion qui se manifesta sur le recrutement.

En effet, il se produisit alors un phénomène inverse de celui qu'avait provoqué la loi de 1905 ; le recrutement traversa une crise d'un autre genre : ce sont les candidats qui sont devenus trop rares ; les traitements, la situation accordée au juge de paix, n'étaient-ils pas en rapport avec les nouvelles conditions de

capacité qu'on exigeait de lui, puisque les candidats font défaut ?

Pourtant quelques mesures provisoires avaient été adoptées. Ceux qui, avant 1926, avaient réussi l'examen professionnel prévu par la loi de 1918, pouvaient encore à titre transitoire être nommés juges de paix. Étaient de même autorisés à titre transitoire par le décret du 29 novembre 1926 à passer l'examen professionnel : les anciens greffiers des tribunaux civils supprimés, bien que non licenciés en droit, du moment qu'ils avaient dix ans d'exercice.

Malgré ces facilités accordées, les postulants n'étaient pas nombreux. Devant la crainte de l'insuffisance du nombre des candidats, un mouvement parlementaire tenta de revenir en arrière à l'aide d'un ensemble de mesures qui tendaient à supprimer, au choix, l'une des trois conditions demandées ensemble : la licence en droit, l'examen professionnel et le stage. On se contenterait de deux conditions, au lieu de trois.

Projets tendant à pallier la crise du recrutement.

§ 1. — *Dispense de licence.*

En ce qui concerne la licence, un projet du gouvernement (1), présenté au Sénat en 1930, tenta de faire admettre à l'examen professionnel les capaci-

(1) Doc. parl. Sénat, 1930, séance du 14 avril 1930, p. 777, n° 239.

taires en droit, ayant été greffiers en chef, avoués ou notaires pendant cinq ans. Ce projet fut renvoyé à la commission de législation civile et criminelle où il paraît dormir encore.

Au Sénat aussi, une proposition de loi Fouilloux (1) visait à dispenser de la licence les greffiers et les huissiers ayant au moins cinq ans d'exercice. Un peu auparavant, on avait tenté d'élargir le recrutement par un artifice qui d'ailleurs n'aurait probablement pas réussi : voici en quoi il consistait.

Puisqu'on exige la licence, il faut la rendre accessible à ceux qui n'ont pas les diplômes nécessaires pour prendre les inscriptions de licence et qui veulent pourtant devenir juges de paix, spécialement aux capacitaires en droit.

En 1927, une proposition déposée par M. Félix Gouin et 24 autres députés, réclamait pour les capacitaires âgés de 25 ans au moins, le droit de prendre purement et simplement les inscriptions pour la licence (2).

Cette proposition, amendée à plusieurs reprises et votée par la Chambre des députés, fut portée au Sénat à la séance du 10 mars 1932 (3) ; mais il fallait, pour prendre les inscriptions en vue de la licence, être capacitaire, âgé au moins de 27 ans, cela jusqu'en 1936 et non plus à titre définitif ; il faudrait, en outre,

(1) Doc. parl. Sénat, 1932, séance, 1^{er} mars 1932, annexe 111, p. 127.

(2) Doc. parl. Chambre, s. e., 1^{re} séance, 23 nov. 1927, n° 5098, p. 291.

(3) Doc. parl. Sénat, s. o., 1932, p. 197, n° 209.

obtenir aux examens une moyenne plus élevée que celle qu'on exigeait des autres candidats à la licence pour acquérir le diplôme. Ce procédé ne donnait satisfaction à personne : d'une part, le projet subordonnait l'obtention de la licence à des conditions de temps et de savoir longues et rigoureuses et qui n'auraient certes pas attiré grand nombre de candidats aux postes de juge de paix et, d'autre part, on mécontentait ceux qui désiraient conserver à la licence en droit les règles d'accession admises jusqu'ici et qui craignaient de voir, dans cette dérogation, la porte ouverte à de nouvelles exceptions.

Par conséquent, soit pour une question de principe, soit par la réalisation pratique, ce projet n'était ni admissible ni utile.

§ 2. — *Dispense d'examen professionnel.*

On a proposé aussi d'attirer des candidats en supprimant pour eux l'examen professionnel délimité par le décret du 9 avril 1927 et qu'il paraissait inutile de faire passer à des licenciés munis d'un stage rassurant.

Le projet de 1930 dispensait de l'examen, les licenciés en droit qui avaient exercé pendant 5 ans comme conseillers de préfecture ou dans l'enregistrement.

Seulement, il faudrait que ces dispenses soient judiciaires : on ne voit pas bien, pour reprendre les exemples mêmes du projet de 1930, par quoi un conseiller de préfecture ayant 5 ans d'exercice — en

eut-il 20 — est préparé à la carrière de juge de paix : il est de ceux qui ont déjà jugé, c'est tout ; le Code Civil et celui de procédure civile n'empruntent point leurs règles aux tribunaux administratifs. Il est piquant, quoiqu'exact, de croire que ces candidats devraient plutôt être soumis à l'examen sur des matières de justice de paix, nouvelles pour eux, quitte à les dispenser en revanche du stage ou de la licence.

Cette partie du projet n'a pas abouti non plus du reste.

§ 3. — *Dispense de stage.*

Enfin on peut demander la licence et l'examen professionnel : on supprimerait le stage, ou du moins, on allongerait la liste des stages valables. Actuellement le stage doit être de deux ans, soit au barreau, soit dans une étude de notaire ou d'avoué ou dans un greffe.

Aussi le projet de loi de 1930 décidait-il que le stage de deux ans comme suppléant au juge de paix procurerait les mêmes avantages.

Ici encore il serait bon de n'allonger la liste qu'à bon escient ; on est déjà étonné de voir que le stage chez un notaire a une telle valeur, quand, en réalité, il faut bien le dire, il constitue si peu une préparation à la carrière de juge de paix ; mais sans doute s'il faut fléchir sur l'une des trois conditions, c'est sur le stage qu'on peut se montrer le moins intransigeant, car la pratique peut s'acquérir vite ; et souvent des stages chez un huissier, un agréé au tribunal de

commerce, chez un syndic de faillite, pour n'en pas nommer d'autres, peuvent déjà, avec la licence et l'examen professionnel, donner l'essentiel des garanties. Aussi cette liste peut-elle s'augmenter sans de bien graves inconvénients, sans abuser tout de même ; il eut été un peu excessif, par exemple, d'adopter le projet de 1930 où l'on aurait dispensé du stage celui qui a été pendant deux ans « fonctionnaire titulaire d'une administration publique » ; entendons-nous bien là-dessus ; pas plus que les autres, cette dérogation n'est souhaitable ; mais si véritablement il faut fléchir sur une des conditions exigées, nous pensons que c'est plutôt celle-ci qu'on doit sacrifier la première.

Il serait, par contre, dangereux d'admettre un candidat dépourvu de tout stage ; il faut qu'il ait, même dans des matières voisines, quelques notions pratiques, car dès le premier jour, le juge de paix siège seul.

On doit enfin signaler l'idée suivant laquelle un stage comme adjoint au juge de paix devrait avoir lieu avant la nomination comme titulaire. Ce fut l'objet, le 27 mars 1929, d'un rapport de M. Gouin (1) sur sa proposition et celle de M. de Fels : tout candidat serait l'adjoint d'un juge de paix de première classe avant d'être juge titulaire de quatrième classe : cela aboutit en somme à renforcer le stage et à le rendre particulièrement efficace. Ce qui reste à savoir,

(1) Doc. parl. Chambre s. o., 1929, p. 571 et suiv., n° 1562.

c'est si, étant donné la crise actuelle du recrutement, cette mesure est réalisable, car si l'on rétribue l'adjoint, c'est un accroissement de charges financières qui à lui seul empêchera pratiquement la réforme de s'accomplir (c'est du reste un adjoint rétribué que le rapport Gouin envisage). Si, au contraire, l'adjoint accomplit le stage gratuitement, ce serait, pour le postulant, une charge supplémentaire qui n'aidera pas à recruter les candidats.

D'ailleurs, jusqu'à maintenant, la difficulté du recrutement a été une aide précieuse à la réalisation des binages et même des trinages dont nous aurons plus tard à parler.

SECTION III

La fusion avec la magistrature, unité de recrutement.

La fusion des juges de paix dans le cadre de la magistrature, dont ils se rapprochent de plus en plus, sera probablement le remède à la crise du recrutement et la solution nécessaire.

Puisque, dorénavant, les conditions de capacité sont semblables, puisque le statut, nous le verrons, est à peu près le même pour les juges de paix et pour les juges des tribunaux de première instance, pourquoi ne pas consacrer l'unité de recrutement ? Que faut-il penser de cette fusion ?

Il subsiste à l'heure actuelle entre le recrutement de la magistrature et celui des juges de paix deux différences, concernant le stage et l'âge.

La magistrature exige, en outre de la licence en droit et d'un stage au barreau pendant deux ans (Loi du 20 avril 1810) un autre stage d'un an au ministère de la justice ou dans certains parquets, ou de deux ans dans une étude d'avoué (Loi du 28 avril 1919 (1)).

Peuvent être nommés, en outre, avec ou sans examen et exceptionnellement sans la licence, un certain nombre de candidats dont les connaissances présumées sont égales au moins à celles qu'on exige des autres candidats (2).

Pour être juge de paix, un seul stage est exigé ; il doit durer deux ans, soit au barreau, soit dans une étude d'avoué ou de notaire, soit dans un greffe. Il n'y a besoin de stage ni au parquet, ni au ministère de la justice. La différence, malgré tout, n'est pas énorme et les candidats à l'un et l'autre examen ont à peu près la même formation.

Après l'entrée dans la carrière, la facilité de la fusion semble plus grande encore.

Actuellement on passe avec facilité de l'un dans l'autre cadre. Voici pourquoi :

Les juges de paix qui espèrent obtenir dans les tribunaux de première instance une situation meilleure, bénéficient des dispositions de la loi du 12 juillet 1905, article 22 : « pourront être nommés juges ou « juges suppléants dans les tribunaux de première « instance, même s'ils n'ont pas suivi le barreau pen-

(1) René MOREL, *Traité élémentaire de procédure civile*, p. 170, n° 129.

(2) René MOREL, *op. cit.*, p. 171, note 1.

« dant deux ans, les juges de paix pourvus du diplôme
« de licencié en droit qui auront exercé leurs fonc-
« tions pendant deux ans ».

Il suffit dorénavant pour les juges de paix normalement nommés après 1926, d'avoir deux ans d'exercice pour entrer à leur gré dans la magistrature.

A l'inverse, certains magistrats deviennent juges de paix. La cause forme la seconde différence entre le juge de paix et le juge civil : l'âge. On verra que la magistrature ouvre la carrière plus tôt que ne le fait la justice de paix ; mais l'âge de la mise à retraite aussi est différent pour les juges de paix et pour les autres magistrats. Le magistrat est mis à la retraite à l'âge de 70 ans ; le juge paix, lui, reste en exercice jusqu'à 75 ans et, exceptionnellement, même davantage (loi du 14 juin 1918, art. 2, § 3). Seuls les membres de la Cour de cassation peuvent demeurer dans leurs fonctions jusqu'à 75 ans ; mais ces hauts magistrats ne constituent numériquement qu'une très petite partie de la magistrature. Aussi un certain nombre de magistrats, près d'être septuagénaires, quittent la magistrature pour jouir dans la carrière des juges de paix d'une situation active et avantageuse pendant cinq ans de plus. La loi du 14 juin 1918, dont l'article 1^{er} modifie l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905, dispense les anciens magistrats des Cours et tribunaux civils de l'examen professionnel qui est exigé d'une manière générale pour devenir juge de paix.

Indiquons enfin, qu'au lendemain du rétablis-

ment des tribunaux de première instance, supprimés en 1926, la proposition Cautru et Drouot (1) a émis l'idée de confier aux juges de ces tribunaux qui n'avaient rien à faire, le poste de juge de paix dans les cantons qui manquaient de titulaires. Mais ce projet se serait heurté à des difficultés incessantes naissant du double degré de juridiction, selon cette règle que le juge de premier ressort ne peut connaître de l'affaire comme juge d'appel ; cette proposition fut retirée à la demande du gouvernement.

Cependant, à titre exceptionnel et transitoire, le gouvernement a chargé de ce service dans 9 justices de paix, des juges de tribunaux de première instance (2) lesquels sont du reste des anciens juges de paix ou suppléants que le rétablissement des tribunaux de première instance, en 1929, avait attirés. Ce cumul de fonctions ne saurait probablement exister sans leurs titulaires actuels.

Ne conviendrait-il pas alors, puisque le recrutement est sensiblement le même chez les uns et chez les autres, de consacrer l'unité du recrutement des juges de paix et des juges civils ?

Pour les uns, la question ne se pose plus puisqu'on peut passer à volonté de l'un dans l'autre cadre. Il y aurait peut-être, cependant, un avantage à consacrer formellement l'unité du recrutement.

Dans le cas où le recrutement des seuls juges de paix deviendrait très problématique, un recrutement

(1) Doc. parl., s. o., 1930, p. 778, n° 3315.

(2) *Annuaire des juges de paix*, 1933, p. 168.

commun avec la magistrature pourrait étendre le nombre des candidats aux justices de paix. Pourquoi, en effet, la magistrature bénéficie-t-elle d'un recrutement qui fait défaut en justice de paix ?

Un des inconvénients de l'entrée dans la carrière de juge de paix, c'est la condition d'âge ; on n'y peut débiter qu'à 27 ans (loi du 12 juillet 1905, art. 20), alors qu'on peut être magistrat de première instance à 25 ans et juge suppléant ou substitut dès l'âge de 23 ans, aux termes de la loi du 20 avril 1810, article 64, modifiée par la loi du 16 juillet 1930.

D'autre part, si l'âge de la retraite est plus avantageux pour le juge de paix, il n'en reste pas moins vrai que les perspectives de la carrière dans les justices de paix sont plus limitées et moins brillantes que dans la magistrature. C'est là certainement la raison la plus importante du manque d'attrait des justices de paix.

Sans doute les magistrats ne peuvent aboutir tous aux plus hautes fonctions de la magistrature, mais le seul fait qu'ils peuvent y arriver attire les candidats. C'est un phénomène bien connu dans toutes les professions hiérarchisées et spécialement dans l'administration publique, que chacun, dès le début, aspire à se voir attribuer un jour la fonction la plus enviée, le bâton de maréchal.

Les perspectives sont aussi moins brillantes ; il est indéniable que les candidats qui ont à choisir entre le concours des juges de paix et celui de la magistrature choisiront ce dernier : la magistrature a pour elle un

prestige dont ne jouit pas encore le juge de paix. La justice de paix subit le préjugé d'être une justice inférieure, d'où l'on n'est pas éloigné, sottement, de conclure que le juge de paix a donc une situation inférieure. C'est un fait, à tort ou à raison, que le titre de juge de paix attire moins. Les avantages accordés, notamment l'augmentation des traitements des juges de paix, sont encore inconnus du grand public, qui se réfère inconsciemment à la situation antérieure à 1914 ; or, cette situation a changé du tout au tout ; on a pu dire vrai en assurant, en 1905, qu'un juge de paix de campagne gagnait moins qu'un cantonnier ; la situation n'est plus du tout la même. Le juge de paix qui touchait 2.500 fr. en quatrième classe, gagne actuellement 17.000 fr.

Enfin il faut bien mettre en compte aussi que les postes de juge de paix, de quatrième et troisième classe surtout, sont situés dans des chefs-lieux de cantons qui n'ont parfois que l'importance d'un village. Sauf pour ceux qui ont des raisons personnelles d'habiter certaines régions d'où ils sont, par exemple, originaires, il faut reconnaître que ces postes de début attirent moins que les petites sous-préfectures elles-mêmes.

Telles sont les raisons qui d'habitude font obstacle au recrutement des candidats à la justice de paix.

Si on a besoin de candidats aux postes de juge de paix, les avantages de l'unité de recrutement avec la magistrature seraient les suivants : attirer les candidats par des perspectives plus étendues ; permettre aux candidats de commencer leur carrière avant l'âge

de 27 ans, âge qu'on peut maintenir, du reste, pour faire des nominations à l'emploi de juge de paix, puisque le rôle du juge de paix s'accommode mal de la nomination d'un titulaire trop jeune ; former dans une branche voisine les futurs juges de paix qui siégeront ensuite seuls, mais après avoir profité de quelques années d'un apprentissage dont la pluralité de juges atténue les inconvénients ; permettre enfin aux juges de paix de profiter des avantages d'une carrière ouvrant des espoirs plus grands, et à tous les magistrats d'obtenir selon leurs goûts et leur tempérament un poste de juge unique ou une place dans un collège de plusieurs juges.

Pour d'autres, il est nécessaire d'assurer à ces deux branches de l'activité judiciaire un recrutement distinct. Voici les arguments qu'on présente à l'appui :

La justice de paix est une spécialité ; on ne peut faire un bon juge de paix avec un magistrat de première instance. Le juge de paix est en présence des justiciables eux-mêmes, alors que le juge de première instance n'a jamais affaire à d'autres qu'aux avoués et aux avocats ; le juge de paix, bien souvent, n'a pas à sa disposition des conclusions qui facilitent le travail du juge de première instance. Une objection d'ordre professionnel s'oppose à son tour à la fusion. Sans doute la fusion permettrait, en unifiant le cadre judiciaire, de faire accéder le juge de paix, comme les autres, aux plus hautes fonctions de l'ordre judiciaire ; mais elle risquerait aussi d'encombrer les postes les plus avantageux des juges de paix, alors que ceux-ci

sont à peu près sûrs d'y aboutir au courant de leur carrière, quand ils l'ont commencée à l'âge de 27 ans, avec le maintien des deux recrutements distincts.

Cette objection, qui a quelque valeur actuellement, parce que tous les juges de paix ne sont pas encore licenciés en droit, tendra sans doute à s'effacer par la suite, lorsque les cadres seront entièrement remplis dans les conditions exigées par le décret du 5 novembre 1926, si toutefois on peut y parvenir.

On ne saurait, enfin, sur le chapitre du recrutement des magistrats, passer sous silence l'organisation judiciaire d'Alsace et Lorraine.

Or, l'Amtsrichter, dont l'institution a des liens de parenté avec le juge de première instance certes, mais surtout avec le juge de paix, jouit d'une identité totale de traitement avec la magistrature. Bien plus, les juges cantonaux font eux-mêmes partie de la magistrature ; « Les juges cantonaux, disent Chéron et Muhleisen (1) « sont assimilés aux juges des tribunaux de première « instance quant aux modes de recrutement et d'avancement, à la discipline personnelle et à toutes les « prérogatives attachées à la qualité de magistrat ».

Et ce n'est peut-être pas un médiocre avantage pour les magistrats d'être nommés selon leurs aptitudes et leurs goûts dans un tribunal composé soit de trois juges, soit d'un seul, tout en gardant la facilité la plus grande de passer de l'un dans l'autre cadre.

La fusion réclamée par le rapporteur de la commis-

(1) *Précis de procédure locale*, p. 39.

sion de législation civile et criminelle le 15 décembre 1922 (1), puis par MM. Gouin et de Fels dans une proposition rapportée en 1929 (2) a tendance à s'effectuer d'elle-même insensiblement : et il est bien probable, qu'un jour ou l'autre un texte législatif interviendra pour consacrer, en l'appelant par son nom, un état de choses que des dispositions fragmentaires acheminent vers le fait accompli.

SECTION IV

Le recrutement tardif.

Il n'y aurait peut-être qu'une exception à faire à la fusion, en ce qui concerne le recrutement tardif qui est, du reste, lui-même très discuté.

Actuellement un candidat peut postuler valablement à la fonction de juge de paix s'il a 27 ans et moins de 75 ans ; et (nous avons vu que le cas arrive pour les juges menacés de la retraite) il se présente des candidats de 70 ans.

Le juge de paix, si l'on consulte les statistiques, est un homme âgé, en général.

1.506 juges de paix sont actuellement en fonction. 995 d'entre eux ont 60 ans et plus, 55 seulement ont moins de 40 ans (3).

Les adversaires du recrutement tardif protestent

(1) Doc. parl. Chambre, 1922, p. 497 et 498, n° 5259.

(2) Doc. parl. Chambre, s. o., 1929, p. 571, n° 1562.

(3) *Bulletin de l'union amicale des juges de paix*, novembre-décembre 1933, p. 12.

contre ce procédé qui aboutit à faire de la justice de paix un port de refuge ou de retraite pour ceux qu'on remercie de leur ancienne profession et qui n'auront ni les connaissances suffisantes souvent, ni la souplesse nécessaire pour exercer, d'une manière convenable et profitable, leurs nouvelles fonctions.

On se récrie notamment que certaines professions, comme celles de notaire, donnent accès à la justice de paix, alors qu'un ancien notaire, de par sa profession, n'a pas la capacité suffisante pour tenir immédiatement le rôle de juge de paix.

Aussi, pour ces raisons, parmi les revendications de l'association des juges de paix figure la limite de 60 ans, âge à partir duquel l'accès à la carrière ne serait plus possible.

Je crois qu'une telle décision serait un peu absolue et il y a peut-être lieu, en effet, de limiter l'accès de la carrière, mais sans pour cela introduire une limite d'âge rigoureuse ; voilà pourquoi :

Malgré les transformations de la justice de paix depuis son institution en France, on ne voit pas pourquoi le juge de paix cesserait, parce qu'on lui demande une connaissance approfondie des lois, d'être en même temps « un homme d'expérience et d'usage » ; l'un n'empêche pas l'autre et la réunion des deux est même vivement souhaitable.

Aussi ne faut-il pas délibérément supprimer ce recrutement tardif ; il faudrait seulement, pour sauvegarder les intérêts professionnels de ceux qui y font toute leur carrière, limiter l'avancement de ces recrues

tardives aux deux dernières classes par exemple.

Ce système aurait, en outre, l'avantage de garnir de titulaires certaines justices de paix où le binage est plus difficile à réaliser qu'autre part (pays de montagnes où les communications peuvent quelquefois demeurer éloignées ou difficiles) et où, pour les mêmes raisons, de jeunes titulaires ne sont peut-être pas très enthousiasmés de réclamer un poste qui demeure longtemps vacant. On ne saurait oublier que sur 1.698 justices de paix 1.506 seulement sont actuellement pourvues de titulaires et cette source ne peut être dédaignée quand le recrutement devient aussi problématique.

Le recrutement tardif doit donc à notre avis être conservé ; avec ces retouches, il peut rendre des services, sans nuire aux intérêts de personne.

SECTION V

La limitation des incompatibilités.

On a, de même, essayé de ranimer une autre source de recrutement ; on a limité les incompatibilités empêchant de nommer aux fonctions de juge de paix des candidats qui se trouvaient antérieurement titulaires de certains postes, qui avaient brigué telle ou telle fonction (1) : anciens notaires, avoués, huissiers, greffiers ou commis greffiers dans la ville ou le canton où ils avaient exercé : cette incompatibilité était per-

(1) Loi du 14 juin 1918, modifiant l'art. 20 de la loi du 12 juillet 1905.

pétuelle autrefois. L'incompatibilité pour ceux qui avaient brigué ou exercé une fonction élective demeurerait deux ans après la cessation de l'exercice ou de la sollicitation.

La proposition Gallet en 1926 aboutit à la loi du 13 février 1930 qui réduisit à deux ans le délai d'incompatibilité pour les officiers ministériels, comme pour les fonctions publiques.

CHAPITRE II

LE STATUT DES JUGES DE PAIX

Et maintenant, qu'accorde-t-on en échange de ces conditions de capacité ; en d'autres termes, quel est le statut des juges de paix ?

Examinons dans quelle mesure les juges de paix en fonction peuvent s'y maintenir et faire leur carrière.

SECTION I

L'inamovibilité.

Depuis leur création jusqu'en l'an X, les juges de paix, nous le savons, étaient élus pour deux ans et ce fut le seul moment où ils aient été inamovibles ; cette inamovibilité qui était temporaire n'avait, du reste, pas l'avantage de conférer à son bénéficiaire toute indépendance.

Puis, jusqu'en 1905, les juges de paix nommés par le gouvernement sans conditions pouvaient être déplacés ou révoqués de la même manière. Cette absence de conditions pour sortir, comme pour entrer dans la carrière, était également regrettable. La véri-

table raison de tout ceci était, avec la routine, le désir pour le gouvernement d'avoir des fonctionnaires non seulement dévoués mais dociles et cela est inadmissible en ce qui concerne les fonctions judiciaires où l'indépendance aide à juger en conscience, selon le principe bien connu de la séparation des pouvoirs. Ce déplorable état de choses dura aussi longtemps en suspens que les projets de loi sur la compétence. L'article 21 de la loi de 1905 donne enfin des garanties sérieuses :

« Les juges de paix ne pourront être révoqués, ni
« diminués de classe que sur l'avis d'une commission
« nommée par le Garde des Sceaux, et composée du
« Procureur général à la Cour de cassation, de trois
« conseillers à la Cour de cassation et de trois direc-
« teurs au ministère de la justice, et après avoir été
« entendus s'ils le demandent. » Mais cet avis ne lie pas
le ministre de la justice ; aussi n'est-ce point encore
l'inamovibilité. Pourtant, en 1905, ces garanties contre
la révocation étaient grandes pour les postulants appartenant à la quatrième catégorie de l'article 19, parmi lesquels certains ne méritaient pas une telle protection, si l'on veut bien placer dans l'autre plateau de la balance le degré d'aptitude qu'ils apportaient ; pour les autres, ces garanties étaient suffisantes ou convenables. Elles sont encore tolérables aujourd'hui, bien qu'on ne comprenne pas pourquoi l'inamovibilité n'a pas été accordée aux juges de paix lors du décret du 5 novembre 1926, qui exigeait des conditions analogues à celles qu'on réclame pour la magistrature, ou peu s'en faut. Car le juge de paix n'a maintenant, en tant

qu'officier de police et agent de l'exécutif, qu'une part médiocre de pouvoir par rapport à ses attributions contentieuses.

Il avait paru nécessaire en 1926, et il était, en effet, raisonnable d'assurer un recrutement capable de bien remplir la nouvelle tâche en matière civile et criminelle surtout.

Les juges de paix jouissent en définitive d'une situation qui se rapproche bien de l'inamovibilité.

SECTION II

L'avancement.

Mais cette carrière comprend plusieurs étapes et s'il est intéressant que les juges de paix soient inamovibles, il faut encore se préoccuper de ne pas rendre leur situation indéfiniment stationnaire; ainsi se trouve posée la question de l'avancement.

Comme pour l'inamovibilité, l'avancement ne reçut d'organisation que par la loi du 12 juillet 1905, article 25, modifié ensuite par la loi du 14 juin 1918 et celle du 28 avril 1919.

Rappelons d'abord que les justices de paix sont divisées en cinq séries allant de la quatrième classe à la « hors classe ».

En ce qui concerne la nomination, tous les juges de paix doivent débiter par la quatrième classe avec quelques exceptions pour les candidats qui sont l'objet d'un avis favorable de la Commission de classement (Loi du 14 juin 1918; art. 20, § 1^{er}) et passent ainsi

directement en troisième classe. Normalement, les juges de paix doivent donc franchir peu à peu les classes ; mais pour passer à la classe supérieure, ils doivent être inscrits sur le tableau d'avancement dressé chaque année sur la proposition et avec l'avis de la Commission de classement ; pour être inscrit au tableau d'avancement, le juge de paix doit totaliser 4 années de service effectif dans la classe où il se trouve.

Telle est la garantie contre l'avancement trop rapide de certains au détriment des autres.

Mais cette garantie demeure négative en ce sens qu'aucun texte légal ne donne au juge de paix l'assurance qu'il avancera dans des conditions normales. Rien même ne lui permet d'obtenir son inscription au tableau, au bout d'un certain délai ; encore peut-il être inscrit au tableau, mais ne jamais recevoir d'avancement. Tout dépend des notes des supérieurs hiérarchiques ; il n'y a pas d'avancement à l'ancienneté ; il n'y a ni pérennité au tableau, ni promotions dans l'ordre du classement.

Les garanties ne sont donc pas entières ; on a plutôt envisagé la suppression des passe-droits qui choquent le plus ; peut-être y aurait-il encore quelque chose de plus à faire.

Il faut, en outre, ajouter un mot de l'avancement sur place, appelé parfois avancement personnel. La loi du 12 juillet 1925, article 25, avait employé ce système. Les juges de paix pouvaient, après un stage de

7 ans dans les dernières classes, bénéficier sur place du traitement de la classe supérieure.

La loi du 28 avril 1919 et le décret du 22 mai 1930 ont supprimé cette fiction et en ont remplacé le bénéfice par une augmentation de traitement à titre personnel au bout d'un certain temps (5 ans et 10 ans) passé dans les mêmes classes sans avancement.

Sans plus insister sur la question des traitements que nous n'avons pas l'intention de traiter dans son ensemble, contentons-nous, puisque nous avons signalé le traitement de début en quatrième classe, d'indiquer encore le traitement du magistrat hors classe : 52.000 fr., ce qui est l'équivalent du traitement d'un juge au tribunal civil de la Seine et dépasse celui des conseillers de la Cour d'appel en province. Ces situations, si on y ajoute les indemnités, paraissent à l'heure actuelle très convenables et l'on ne saurait expliquer la carence des candidats autrement que par les conditions d'âge et de résidence au début de la carrière, dont nous avons déjà parlé.

CHAPITRE III

LE BINAGE. LE TRINAGE

Parmi les réformes les plus salutaires, on doit placer le binage qui peut être envisagé notamment comme un moyen d'améliorer le recrutement des juges de paix.

Le binage est l'opération qui consiste à grouper deux cantons sous la juridiction d'un seul juge de paix.

On peut même réunir trois cantons ; le juge de paix est alors chargé d'assurer un trinage.

Ce qui était impossible il y a cent ans, il y a trente ans même, est aujourd'hui réalisable ; la facilité des communications, condition *sine qua non*, est maintenant un élément acquis. Que penser de l'établissement du binage dans les cantons ruraux ou les petits pays peu peuplés ?

SECTION I

Les avantages présentés par le binage.

Le binage présente plusieurs avantages : à la fois pour l'Etat, pour le juge de paix et même pour les justiciables qui ont ici à faire valoir les mêmes raisons que l'Etat.

Le premier avantage pour l'Etat, c'est d'employer un seul fonctionnaire à faire ce qui, auparavant, en occupait deux ; car l'Etat réalise ainsi l'économie, en principe, de la moitié des traitements ; actuellement les juges de paix sont les seuls magistrats qui aient fait faire, toutes choses égales d'ailleurs, des économies à l'Etat, grâce à l'établissement des binages.

On peut ne pas pousser en pratique jusqu'à l'extrême mise en œuvre du principe ; tout en profitant, pour une part encore importante, des avantages de la réforme, l'Etat pourrait donc augmenter les traitements de ces fonctionnaires avec plus de facilité qu'autrefois, car il n'a plus à rétribuer qu'un fonctionnaire au lieu de deux et l'augmentation de traitement d'un seul coûtera moins à l'Etat que la rémunération normale sans augmentation, de deux juges de paix n'exerçant chacun que dans un seul canton.

Cette augmentation de traitement permettrait en outre à l'Etat, d'escompter un meilleur recrutement des juges de paix.

Le binage est aussi une solution nécessaire, car en diminuant le nombre de postes, la crise du recrutement sera moins difficile à supporter ; on sait qu'actuellement les candidats ne sont pas assez nombreux et qu'on a beaucoup de peine déjà à maintenir les conditions d'aptitude édictées en 1926, qui cependant assurent ce bon renom de la justice que l'Etat a le devoir de maintenir.

Le binage est susceptible, en second lieu, de procurer un avantage pour le juge de paix :

Le recrutement actuel s'accommode mal de l'octroi aux juges de paix d'une activité trop restreinte; on a vu, en outre, que le recrutement tend à devenir difficile, notamment à cause des postes de début dans des pays perdus.

Le binage remédie en partie à ces deux inconvénients.

D'une part, le juge de paix aime mieux toucher un traitement plus important, quitte à cumuler la juridiction de deux cantons. Bien souvent, d'ailleurs, deux ou même trois cantons ne suffisent point, loin de là, à surcharger de travail un juge de paix. Prenons plutôt des exemples :

Sans faire entrer en ligne de compte certains pays de montagne comme Barcelonnette, dont l'arrondissement de quatre cantons totalise vingt-quatre jugements civils pour l'année 1930 (le canton d'Allos n'eut pas une seule affaire civile à inscrire au rôle), on peut apercevoir que dans bien des arrondissements, la très grosse majorité des cantons n'a pas cent affaires civiles à juger par an.

En 1930, dans l'arrondissement de Vire (Calvados) qui dépend de la Cour d'appel de Caen, voici le tableau des jugements dans les six cantons :

Vire	79
Saint-Sever	53
Aunay-sur-Odon	48
Bény-Bocage.....	35
Condé-sur-Noireau.....	21
Vassy	20

Six justices de paix totalisent 256 jugements civils ; grâce aux binages, trois juges de paix s'occupent de ces six cantons ; n'est-ce point parfaitement justifié ?

Dans l'arrondissement de Rocroi (Ardennes) faisant partie de la Cour d'appel de Nancy, 5 justices de paix ont rendu ensemble 190 jugements civils. Un trinage y est formé par Rocroi (42 affaires), Rumi-gny (33) et Signy-le-Petit (23) ; deux autres justices de paix, Givet (20) et Fumay (72) sont occupées chacune par un titulaire mais pourraient fort bien constituer un binage.

Sans doute il y a des cantons plus occupés, mais d'autres le sont encore moins. Il faut, bien entendu, ne point oublier, quand on discute ces questions, les compétences gracieuse et criminelle ; prenons un exemple type : la justice de paix de Condé-sur-Noireau (Calvados), en 1930, a jugé 21 affaires civiles, 171 affaires de simple police (contraventions) et procédé à 125 petites conciliations. Le binage avec Vassy ajoute 20 affaires civiles, 85 jugements de simple police, 159 petites conciliations.

Réparties en 365 jours, ces affaires ne constituent pas pour un juge de paix une tâche insurmontable. Bien des justices de paix ne pourraient s'assurer une affaire par jour, et combien de temps faut-il pour juger une simple contravention ?

Le binage sauve donc un peu du désœuvrement un certain nombre de juges de paix ; mais l'avantage pour le juge, c'est d'obtenir, en compensation de son activité, un traitement plus avantageux. Sans doute

les traitements des juges de paix ont été augmentés ces quinze dernières années sans aucune proportion avec les traitements d'avant-guerre ; mais on doit attribuer ce changement aux conditions de capacité beaucoup plus rigoureuses qu'on exige d'eux. Actuellement le traitement du juge de paix de quatrième classe s'élève à 17.000 fr. par an (loi du 22 mai 1930, art. 1^{er}). A ce traitement s'ajoutent des indemnités de résidence (décret du 11 décembre 1919, loi du 28 décembre 1923, décret du 19 janvier 1924, loi du 13 juillet 1925, décret du 29 août 1926). Mais la réalisation des binages et des trinages n'a pas fourni un supplément particulier de traitement à celui qui assume le travail double ou triple. On indemnise simplement le juge de paix des transports qu'il doit effectuer. Indirectement pourtant, le binage a peut-être été un des facteurs de l'augmentation générale des traitements.

Enfin, le binage a réalisé un second avantage pour les juges de paix, en aidant à supprimer un nombre important de justices de paix de quatrième classe ; de sorte que le juge de paix, plus rapidement nommé qu'autrefois, dans un poste de troisième classe, bénéficie de ce fait plus rapidement aussi du traitement plus élevé qui l'accompagne.

La difficulté actuelle de recrutement semble indiquer que les traitements ou les avantages sont encore insuffisants. Le binage a fait faire d'importantes économies ; il serait justice d'en faire profiter pour une part ceux sur qui on les a réalisées.

On pourrait enfin accorder au juge de paix la possibilité d'élire domicile à son choix dans une commune de l'un des cantons rattachés : le domicile obligatoire au chef-lieu de canton peut parfois constituer un obstacle à l'entrée des candidats dans la carrière et cette exigence ne se justifie plus très bien.

De tout ce qui précède il est facile de conclure que le binage est finalement un avantage pour le justiciable aussi ; puisque sans le binage on ne recruterait pas un nombre suffisant de magistrats munis des garanties qui donnent confiance en leur bon jugement. D'ailleurs les justiciables n'ont-ils pas ici le même intérêt que l'Etat ?

SECTION II

La réalisation des binages et des trinages.

Aussi le binage est-il très employé depuis environ trente ans.

La loi du 25 février 1901 prévoit, dans son article 41, la réunion sous la juridiction d'un seul magistrat, de plusieurs justices de paix dans la même commune.

On n'avait pas encore prévu la réunion dans les mêmes conditions, de deux cantons ruraux. Ce fut seulement l'œuvre de la loi du 28 avril 1919 qui dans l'article 13, autorise la réunion « sous la juridiction d'un seul magistrat de deux justices de paix limitrophes dans le même département ».

Depuis le décret du 3 septembre 1926, article 1^{er},

on peut procéder à la réunion de trois justices de paix limitrophes dans un même département.

Enfin une proposition de M. Tatton-Vassal en 1929 (1) qui devint la loi du 24 mars 1931, vise à former des binages ou trinages interdépartementaux, du moment que les justices de paix sont dans le ressort de la même Cour d'appel. Les binages nécessaires devaient être réalisés en l'espace de deux ans. Mais comme le meilleur moyen pour opérer le binage, sans commettre de bouleversement, est d'attendre la vacance du siège, les opérations ne purent avoir lieu en aussi peu de temps et plusieurs lois ont accordé de nouveaux délais. Actuellement nous vivons sous l'empire de la loi de finances du 31 mars 1931, article 77 qui a prolongé la délai jusqu'en 1935. Il est fort probable que si les binages désirables ne sont pas encore réalisés, une prolongation interviendra encore.

On ne voit pas très bien, du reste, pourquoi on impartit une limite dans le temps ; il ne s'agit point, en effet, de créer ou de supprimer des tribunaux, mais seulement de faire juger les affaires par un juge de paix résidant ou non dans le canton. Il serait bon que le gouvernement ait assez de latitude pour réunir ou disjoindre les cantons au moment où la nécessité s'en ferait sentir.

On a pu estimer que pour occuper un juge de paix, il fallait environ 15.000 justiciables ; c'est un minimum car 15.000 justiciables ne signifient point 15.000 plaideurs.

(1) Doc. parl. Chambre, s. o., 1929, p. 93, n° 1133.

Or, dans plusieurs cantons, la population ne dépasse pas 5.000 habitants.

En outre de ces raisons, on ne peut pas faire abstraction des progrès accomplis au ^{xx}^e siècle dans le domaine économique. Je veux parler ici des commodités nouvelles établies par tous les moyens de communication, grâce à quoi on peut aujourd'hui se rendre beaucoup plus facilement à 30 kilomètres, qu'à une lieue il y a cent ans.

Qu'on ne dise pas que le juge de paix perdra beaucoup de temps à voyager ; c'est exact, mais par hypothèse il s'agit d'utiliser le binage dans les cantons où le juge de paix a une activité beaucoup trop restreinte.

Qu'on ne dise point non plus que le justiciable sera de ce fait plus éloigné du juge ; d'une part, nous verrons que le binage ne modifie pas le siège du tribunal ; d'autre part, les commodités actuelles fournies par le télégraphe et le téléphone permettent de se mettre en rapport avec quelqu'un ou de le prévenir immédiatement et c'est encore un des cas où, grâce au progrès, un département se trouve moins éloigné d'un autre département qu'autrefois un hameau n'était éloigné d'un autre hameau.

A l'heure actuelle, le binage et le trinage ont été utilisés dans une mesure déjà très sensible.

Il existe 2.915 sièges de juges de paix ; le service est assuré par 1.698 magistrats qui se répartissent ainsi :

Postes isolés, 699 ; binages, 723 ; trinages, 192 ; réu-

nions urbaines en binage, 58 ; réunions urbaines en trinage, 26 (1).

On a donc rattaché 1.217 postes de juges de paix soit par binage, trinage ou réunions urbaines ; plus du tiers des justices de paix ; c'est déjà très appréciable. On continue cette tâche. Mais il ne faut pas se dissimuler que les binages qui restent à réaliser sont plus difficiles à opérer que ceux qu'on a déjà réussi à former, soit parce que les communications sont plus difficiles, comme dans certains pays de montagne, soit par suite de l'étendue que prendrait alors le ressort : néanmoins on doit pouvoir arriver à supprimer ainsi la moitié des juges de paix.

Il ne s'agit point du reste de modifier en quoi que ce soit la facilité d'accès du tribunal au détriment du justiciable.

Et l'on ne saurait approuver la proposition Escoffier et Fouilloux (2) (qui d'ailleurs n'a plus de raison d'être puisqu'elle tentait de remédier à la suppression des tribunaux d'arrondissement qui, depuis, sont rétablis) où le ressort d'une justice de paix devait englober 4 cantons ; on supprimait les binages en instituant un seul siège ; le juge sans doute aurait été occupé convenablement, mais les plaideurs n'auraient pas

(1) *Annuaire des juges de paix*. 1930, p. 307. Le total des justices de paix dans diverses statistiques ne coïncide pas exactement ; il ne faut pas oublier que le juge de paix a aussi des sièges dans les villes qui ne sont pas comptées comme cantons, dans les statistiques ; on doit y ajouter aussi les juges de paix chargés à Paris des affaires de simple police.

(2) Doc. parl. Chambre, 1927, s. e., 2^e séance du 9 déc. 1927, p. 392.

profité d'une aussi grande facilité d'accès qu'au canton et les déplacements, moins longs qu'autrefois, demeureraient assez coûteux.

Tandis qu'avec les binages, le justiciable n'a pas à se rendre plus loin que le chef-lieu de canton et on conserve même les audiences foraines qui peuvent se tenir dans chaque commune. C'est le juge de paix seul qui se déplace.

Il serait bon, enfin, de laisser au gouvernement toute liberté quant à l'opportunité d'un binage ou d'un poste isolé. La jonction des cantons pourrait n'être que provisoire et si des besoins administratifs rendaient la chose nécessaire, il resterait facile de dissoudre les binages.

Ainsi comprise, l'institution des binages et des trinages est appelée à rendre d'utiles services et à donner de bons résultats.

Vu : le Président de la thèse,
R. MOREL.

Vu : le Doyen de la Faculté,
EDGAR ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris.

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
BIBLIOGRAPHIE	9

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

La création des justices de paix.....	19
Prétendus précédents :	20
Droit Romain.....	20
Ancien Droit. Valeur du rapprochement entre les justices seigneuriales et les justices de paix. Les ouvrages de Loiseau	20
Angleterre.....	27
Précédents véritables :	27
Hollande	28
Les cahiers des Etats généraux en 1789.....	30
Compétence gracieuse et contentieuse, l'évolution de la justice de paix, l'Echec de la conciliation.....	31
Les projets de loi et la loi du 25 mai 1838.....	41
Les projets et la loi du 12 juillet 1905.....	44
La loi du 1 ^{er} janvier 1926, le décret du 5 novembre 1926.	48
Le sens de l'extension de la compétence des juges de paix, depuis 1838 jusqu'à nos jours ; la nécessité jus- tifiée des attributions nouvelles.....	49

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE ET SES INCONVÉNIENTS

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Le caractère d'exception de la justice de Paix	55
Enoncé de la compétence contentieuse des Juges de paix	58

Compétence attribuée par les lois organiques.....	58
Compétence attribuée par les lois spéciales.....	66
CHAPITRE I. — Les causes des inconvénients de la situation	
actuelle	80
<i>Section I.</i> — Commodité de la justice de paix.....	80
<i>Section II.</i> — La résistance des officiers ministériels contre le regroupement.....	82
<i>Section III.</i> — La garantie insuffisante de la justice de paix	83
CHAPITRE II. — Les divers inconvénients	85
<i>Section I.</i> — Reconnaissance et vérification d'écriture..	85
<i>Section II.</i> — Interprétation des clauses d'un contrat..	87
<i>Section III.</i> — Demandes réunies.....	87
<i>Section IV.</i> — L'art. 2 de la loi du 12 juillet 1905, ses modifications faites et à faire.....	94
§ 1. — La rédaction et la portée de l'art. 2....	94
§ 2. — Le cas spécial des contestations postales	99
§ 3. — L'art. 2 s'applique-t-il aux contestations commerciales	101
<i>Section V.</i> — La compétence <i>ratione loci</i> et les affaires de l'article 2.....	104
<i>Section VI.</i> — Les affaires de bail.....	105
§ 1. — Chiffre de la compétence.....	105
§ 2. — Incompétence en cas de contestation sur l'existence du bail ou sur le titre.....	108
§ 3. — Les affaires de bail hors de la compétence du juge de paix.....	110
§ 4. — La non-jouissance et le trouble de jouissance	115
§ 5. — Pertes causées par incendie ou inondation	117
<i>Section VII.</i> — Pensions alimentaires.....	118
§ 1. — Taux de la compétence.....	120
§ 2. — Pensions alimentaires dont le juge de paix ne connaît pas.....	121
§ 3. — La part contributive aux charges du ménage	123
<i>Section VIII.</i> — Actions immobilières pétitoires et possessoires.....	124
§ 1. — L'incompétence sur la propriété et sur les servitudes.....	125
§ 2. — La séparation du possessoire et du pétitoire s'impose-t-elle ?.....	126

<i>Section IX.</i> — Paiement de droits de place.....	128
<i>Section X.</i> — Distributions par contribution.....	129
<i>Section XI.</i> — Dommages causés par le gibier.....	130
<i>Section XII.</i> — La vente des engrais.....	131
<i>Section XIII.</i> — Réquisitions militaires.....	131
<i>Section XIV.</i> — Les baux à colonat partiaire.....	133

TROISIÈME PARTIE

LES SOLUTIONS A RECOMMANDER

Justification de l'extension de la compétence.....	135
CHAPITRE I. — Le retour aux pratiques tombées en désuétude et leur utilisation plus fréquente :	139
<i>Section I.</i> — La conciliation.....	139
<i>Section II.</i> — La comparution personnelle.....	141
<i>Section III.</i> — La possibilité de faire appel.....	143
CHAPITRE II. — Solutions recommandables créant une com- pétence nouvelle	146
<i>Section I.</i> — La juridiction de droit commun.....	146
<i>Section II.</i> — Le taux de la compétence générale du juge de paix.....	149
<i>Section III.</i> — Projets d'attributions nouvelles parti- culières	154
§ 1. — La compétence commerciale.....	155
§ 2. — L'exécution des jugements.....	162
§ 3. — L'exécution forcée.....	164
§ 4. — La compétence pétitoire.....	165
§ 5. — La vente judiciaire des petits im- meubles	170
§ 6. — Le partage des petites successions.....	171
§ 7. — Référés	172
§ 8. — La codification de la compétence.....	174

QUATRIÈME PARTIE

LE RECRUTEMENT DES JUGES DE PAIX

CHAPITRE I. — L'aptitude exigée	178
<i>Section I.</i> — Principales phases de 1790 à 1926.....	178
<i>Section II.</i> — Les conditions de capacité exigées actuel- lement, leur répercussion sur le recrutement, pro- jets tendant à pallier la crise du recrutement.....	186

§ 1. — Dispense de licence.....	187
§ 2. — Dispense d'examen professionnel.....	189
§ 3. — Dispense de stage.....	190
<i>Section III.</i> — La fusion avec la magistrature, unité de recrutement. Ressemblance des conditions exi- gées dans chacune des carrières. L'assimilation in- sensible : juges de paix devenant magistrats, magis- trats devenant juges de paix. L'opportunité du re- crutement unique; l'Alsace et la Lorraine. Les tra- vaux parlementaires.....	192
<i>Section IV.</i> — Le recrutement tardif des juges de paix..	200
<i>Section V.</i> — La limitation des incompatibilités.....	202
CHAPITRE II. — Le statut des juges de paix	204
<i>Section I.</i> — L'inamovibilité.....	204
<i>Section II.</i> — L'avancement.....	206
CHAPITRE III. — Le binage, le trinage.....	209
<i>Section I.</i> — Les avantages présentés par le binage...	209
<i>Section II.</i> — La réalisation des binages et des trinages; circonstances qui facilitent le binage; la réunion des justices de paix et l'extension de ressort.....	214

581. — Impr. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 2-1934
